

CONSEIL COMMUNAL DU 3 JUIN 2019
GEMEENTERAAD VAN 3 JUNI 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Françoise de Halleux, Frank Van Bockstal, Karim Sheikh Hassan, Eliane Paulissen, Colette Njomgang, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Jean Laurent, Gisèle Mandaila, Damien Gérard, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Olivier Colin, Caroline Joway, Audrey Petit, Zacharia Moktar, Françoise Alix Marie Van Malleghem, Vincent Paul Louis Biauce, Emeline Houyoux, Joanna Kaminska, Vanessa Araujo Miño, Lucien Rigaux, Maryam Matin Far, Jean-Luc Debroux, Dennis Van Der Knaap, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Annick Petit, <i>Secrétaire communal/f.f./wnd. gemeentesecretaris.</i>
Excusés	Rik Jellema, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;
Verontschuldigd	Rachid Madrane, Christophe Gasia, Laure-Mélanie Defèche, Ethel Savelkoul, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.</i>

Ouverture de la séance à 20:20
Opening van de zitting om 20:20

L'urgence sur six points est adoptée. Ces points sont intégrés à l'ordre du jour au numéro 58, 59, 60, 61, 62 et 72 ; les numéros des points suivants sont adaptés en conséquence.
De dringendheid van zes punten wordt goedgekeurd. Die punten worden toegevoegd aan de agenda onder het nummer 59, 59, 60, 61, 62 en 72; de nummers van de volgende punten worden bijgevolg aangepast.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

03.06.2019/A/0001 **Interpellation citoyenne relative aux difficultés de la modernisation des ascenseurs à valeur patrimoniale sur la commune d'Etterbeek**

A Mesdames et Messieurs les Président et membres du Conseil communal de la Commune d'Etterbeek
Mesdames, Messieurs,

Les Etterbeekois sont confrontés depuis plusieurs années à l'obligation de modernisation de leurs ascenseurs anciens.
Au coût de ces travaux, s'ajoutent d'autres difficultés qui mettent **en péril la sauvegarde du patrimoine urbain** de la première moitié du vingtième siècle, ainsi que, le cas échéant, la stabilité des immeubles anciens.

1. CONTEXTE.

1.1. Contexte réglementaire – Le 9 mars 2003 est adopté un arrêté royal relatif à la sécurité des ascenseurs. Ce texte réglementaire impose aux propriétaires d'ascenseurs un « programme de modernisation », dont le déroulement peut être résumé comme suit :

- a. Un service externe pour les contrôles techniques (SECT) effectue une analyse des risques[1] de l'ascenseur ;
- b. Sur base de cette analyse, un ascensoriste propose un programme de modernisation ;
- c. Le propriétaire procède aux travaux, étant entendu que pour les ascenseurs mis en service avant le 1^{er} janvier 1958, les modernisations doivent être effectuées au plus tard le 31 décembre 2022 ;
- d. Le propriétaire fait contrôler les travaux de modernisation par le SECT qui a effectué l'analyse de risques ; cet organisme délivre une attestation de régularisation.

1.2. Problématique – Il est rapidement apparu que les ascenseurs à trémie ouverte (c'est-à-dire, donc la cage n'est pas emmurée, mais séparée de la cage d'escalier par des grillages) posaient problème, au regard des critères de l'analyse des risques.

A Etterbeek, de nombreux ascenseurs se trouvent au centre de la cage d'escalier : une des particularités de ce type d'ascenseur est sa gaine grillagée partiellement fermée, caractéristique relativement commune dans les bâtiments anciens des centres urbains. Or, pour ce type d'ascenseurs :

D'une part, les SECT ne proposent que des analyses de risques standardisées – sous forme de *checklist* – alors que suivant le texte de l'arrêté royal du 9 mars 2003 « *l'analyse de risques doit être effectuée non seulement en tenant compte des caractéristiques techniques de l'ascenseur, mais aussi de l'éventuelle valeur historique de l'ascenseur et des caractéristiques d'utilisation spécifique, dans la mesure du raisonnable pour les utilisateurs de l'ascenseur* » (annexe 1 de l'A.R. du 9 mars 2003, al. 1^{er})[2]. Il existe donc un antagonisme entre le texte de l'arrêté royal et son application par les organismes de contrôle agréés, et seuls les propriétaires en subissent les conséquences. Ceci est problématique : les propriétaires ne peuvent communiquer à leur ascensoristes qu'une analyse standardisée, sans qu'il soit tenu compte de l'intérêt patrimonial et technique de leur installation.

D'autre part, les mesures de sécurité standard suivantes sont préconisées à l'annexe 1 de l'A.R. du 9 mars 2003 : « *adaptation des gaines avec des parois discontinues lorsque les parties mobiles sont accessibles* » et « *adaptation des cabines avec des parois non fermées lorsque les parties mobiles sont accessibles* ».

Ainsi, en pratique, les SECT et, à leur suite, les ascensoristes, préconisent la fermeture des trémies d'ascenseurs (emmurement, fermeture par des vitres, caissons en inox, ...).

Précédemment, des installations modernisées à l'aide de rideaux photosensibles (qui permettaient d'enfermer la cage d'ascenseur dans un faisceau d'ondes) ont obtenu une attestation de régularisation délivrée par un SECT[3]. Cette technologie reconnue permet d'éviter un emmurement physique des trémies d'ascenseurs, préservant tant la sécurité des usagers que l'esthétique de l'installation. Il apparaît malheureusement que l'utilisation de ces dispositifs par les ascensoristes est remise en question par les SECT qui ont donné pour instruction de ne plus en placer (voir l'article de La Libre Belgique

du 4 janvier 2019).

Les propriétaires de ces ascenseurs sont donc face à un dilemme : ou bien ils emmurent leur installation, ou bien ils devront mettre leur machine à l'arrêt le 31 décembre 2022.

Ceci pose des problèmes tant d'ordre esthétique / patrimonial que de sécurité, matières qui relèvent de la compétence communale.

1.3. Plusieurs propriétaires soucieux de la sécurité de leurs ascenseurs, mais également de la préservation de ceux-ci, se sont groupés et ont créé **l'a.s.b.l. SAVE OUR ELEVATORS**.

Cette interpellation est déposée par des Etterbeekois, avec le soutien de cette association.

2. INTERET COMMUNAL.

2.1. Patrimoine – L'autorité communale présente un intérêt pour l'aménagement de son territoire, et la protection du patrimoine qui en est le corollaire.

A ce titre, les autorités communales d'Etterbeek doivent être attentives aux conséquences néfastes de l'application standardisée des dispositions de l'arrêté royal du 9 mars 2003.

De trop nombreux immeubles Art Déco, Néoclassiques, Beaux-Arts, ... situés sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ont déjà été privés de leur bel ascenseur ancien, en bois mouluré, équipés de glaces biseautées et d'une applique en verre ou cristal taillé. Ces ascenseurs faisaient partie intégrante de l'immeuble qu'ils équipaient, et leur style était généralement en adéquation avec l'architecture du hall d'entrée. Beaucoup d'entre eux ont cependant été remplacés par des équipements modernes, qui ne présentent plus aucune harmonie avec le style de l'immeuble.

2.2. Sécurité – L'autorité communale est garante de la sécurité sur son territoire.

Les SECT suggèrent la fermeture des gaines d'ascenseur à l'aide de panneaux de verre feuilleté épais.

Des professionnels consultés par des propriétaires d'ascenseurs évaluent le poids de telles installations à +/- 600 kilos par palier. Ainsi, on ferait supporter sur les fondations d'un immeuble de cinq étages (soit : rez + 5 étages) un poids avoisinant les 4 tonnes (structures comprises).

Il va de soi que les immeubles anciens concernés n'ont pas été conçus pour supporter de telles modifications structurelles qui pourraient, le cas échéant, mettre en péril la stabilité du bâti.

3. INTERPELLATION.

3.1. Considérant ces éléments qui touchent une partie significative des habitants et, directement, l'institution communale, les signataires de cette interpellation souhaitent savoir si le Conseil communal d'Etterbeek soutient les points suivants :

- a. **L'organisation et la publicité à Etterbeek d'un inventaire collaboratif d'ascenseurs anciens à l'instar de celui organisé par la commune d'Ixelles.**
- b. **Organiser une séance d'information pour informer les propriétaires d'ascenseurs d'Etterbeek à l'instar de celles organisées par les services du patrimoine des communes d'Ixelles (2016) et de Schaerbeek (2019).**

- c. **L'interpellation du Ministre Président** en charge du patrimoine de la Région de Bruxelles-Capitale sur cette problématique ; de mettre les moyens nécessaires en termes de personnel et de logistique à disposition pour établir **un inventaire régional d'ascenseurs anciens** en collaboration avec les communes et de négocier avec le **Gouvernement Fédéral** des solutions techniques qui augmente la sécurité et respectent la valeur patrimoniale des anciens ascenseurs.
- d. **L'interpellation du Ministre Fédéral** en charge de l'application de l'arrêté royal du 9 mars 2003 par les autorités communales d'Etterbeek sur la question suivante : **Pourquoi les éléments patrimoniaux des ascenseurs et leurs caractéristiques d'utilisations spécifiques ne sont pas prises en compte dans les analyses de risques pratiquées sur ces ascenseurs?**
- e. **L'adoption**, par le Conseil communal d'Etterbeek, d'une **résolution** demandant au Gouvernement Fédéral, l'utilisation de solutions techniques qui concilient les exigences de sécurité et le respect de la valeur patrimoniale des anciens ascenseurs.

Nous vous remercions beaucoup de l'intérêt et du soutien que vous portez à cette problématique.

[1] Il s'agit d'un examen relatif aux aspects de sécurité listés à l'annexe I de l'arrêté royal du 9 mars 2003, « *pour déterminer si des mesures de préventions suffisantes ont été mises en œuvre eu égard aux dangers correspondants* » (art. 1, 14°, de l'A.R. du 9 mars 2003).

[2] Cette méthode d'analyse est connue sous le nom de « *méthode Kinney* ». Il s'agit d'une méthode internationalement reconnue, qui prend en considération trois éléments permettant l'évaluation d'un risque : la probabilité, l'exposition et les conséquences.

[3] C'est notamment le cas de la Résidence Albert Ier à Schaerbeek, qui a reçu le prix du patrimoine en 2012 – URL : <https://schaerbeek.be/fr/culture-loisirs/histoire-tourisme-patrimoine/patrimoine-architectural/preservation-valorisation-du-patrimoine/prix-patrimoine/2012>

Madame Geneviève Raoult et Monsieur Frédéric Becquet exposent l'interpellation.

Le Bourgmestre remercie pour cet exposé remarquable, à la fois poétique et historique au sujet d'un être vivant mais quand même mécanique.

Le Bourgmestre répond qu'on va assez vite fixer une rencontre avec les membres de l'ASBL et voir comment on peut collaborer ensemble pour aboutir à un résultat, faire un plan de travail avec un calendrier d'actions.

Il rappelle que les normes ne sont pas des normes communales ou régionales mais bien fédérales.

Il ajoute que faire un inventaire collaboratif, c'est possible mais que cela doit se décider. Que nous allons prendre contact avec la commune d'Ixelles qui l'a déjà fait afin de voir comment ils ont procédé. Le Bourgmestre termine en disant qu'organiser une séance d'information, c'est intéressant, on peut écrire à toutes les copropriétés afin de les inviter.

Burgerinterpellatie betreffende de moeilijkheden bij de modernisering van de liften met erfgoedwaarde in de gemeente Etterbeek

Aan de dames en heren voorzitter en leden van de gemeenteraad van de gemeente Etterbeek

Geachte dames en heren,

De Etterbekenaren zijn al enkele jaren verplicht om hun oude liften te moderniseren. Behalve de kostprijs van die werkzaamheden zijn er nog andere moeilijkheden die **het behoud van het stedelijke erfgoed** uit de eerste helft van de twintigste eeuw en, in voorkomend geval, de stabiliteit van de oude gebouwen in gevaar brengen.

1. CONTEXT.

1.1. Reglementaire context – Op 9 maart 2003 werd een koninklijk besluit betreffende de beveiliging van liften goedgekeurd. Die reglementaire tekst legt de eigenaars van liften een “*moderniseringsprogramma*” op waarvan het verloop als volgt kan worden samengevat:

- a. Een externe dienst voor technische controles (EDTC) voert een risicoanalyse uit^[1] van de lift;
- b. Op basis van die analyse stelt een liftenfabrikant een moderniseringsprogramma voor;
- c. De eigenaar voert de werken uit met dien verstande dat voor de liften die in bedrijf zijn gesteld voor 1 januari 1958 de modernisering uitgevoerd worden uiterlijk op 31 december 2022;
- d. De eigenaar laat de moderniseringswerken keuren door de EDTC die de risicoanalyse heeft uitgevoerd. Die dienst reikt een regularisatieattest uit.

1.2. Problematiek – Het is snel duidelijk geworden dat de liften met een open schacht (dat wil dus zeggen dat de schacht niet ommuurd is, maar gescheiden wordt van het trappenhuis door traliewerk) problemen opleverden in verband met de criteria van de risicoanalyse.

In Etterbeek bevinden veel liften zich in het midden van de trappenhal: een van de bijzondere kenmerken van dat soort liften is hun gedeeltelijk gesloten schat van traliewerk, een kenmerk dat vrij veel oude gebouwen in stadscentra gemeenschappelijk hebben. Voor dit soort liften:

Stelt de EDTC enerzijds echter enkel gestandaardiseerde risicoanalyses voor – in de vorm van een *checklist* – terwijl volgens de tekst van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 “*bij de uitvoering van de risicoanalyse niet enkel rekening gehouden [wordt] met de technische kenmerken van de lift, maar ook met de eventuele historische waarde van de lift en met specifieke gebruiksvoorwaarden indien dit voor de normale gebruikers van de lift verantwoord is*” (bijlage 1 van het KB van 9 maart 2003, alinea 1)^[2] Er is dus een tegenstelling tussen de tekst van het koninklijk besluit en de toepassing ervan door de erkende controle-instellingen en enkel de eigenaars dragen daar de gevolgen van. Dat is problematisch: de eigenaars kunnen hun liftfabrikanten enkel een gestandaardiseerde analyse doorgeven zonder dat er rekening wordt gehouden met het erfgoedbelang of het technische belang van hun installatie.

Anderzijds worden de volgende standaardveiligheidsmaatregelen aangeprezen in bijlage 1 van het KB van 9 maart 2003: “*aanpassing van schachten met niet-doorlopende schachtwanden waarbij bewegende delen genaakbaar zijn*” en

“aanpassing van kooien met niet-gesloten kooiwanden waarbij bewegende delen genaakbaar zijn”.

In de praktijk prijzen de EDTC en, vervolgens, de liftfabrikanten de sluiting van liftschachten aan (ommuring, sluiting met ramen, omkasting in roestvrij staal...).

Vroeger hebben installaties die gemoderniseerd werden met behulp van lichtgordijnen (die het mogelijk maakten om de liftkooi te omsluiten in een bundel van stralen) een regularisatieattest verkregen dat uitgereikt werd door een EDTC^[3]. Door die erkende technologie kan men een fysieke ommuring van de liftschachten vermijden en toch de veiligheid van de gebruikers en het esthetische aspect van de installatie vrijwaren. Jammer genoeg blijkt dat het gebruik van die voorzieningen door liftfabrikanten ter discussie wordt gesteld door de EDTC, die de instructie hebben gegeven om ze niet meer te plaatsen (zie artikel in de krant La Libre Belgique van 4 januari 2019).

De eigenaars van die liften staan dus voor een dilemma: ofwel ommuren ze hun installatie, ofwel moeten ze hun lift stilleggen op 31 december 2022.

Dit veroorzaakt zowel problemen op esthetisch en erfgoedvlak als op het vlak van veiligheid, onderwerpen die onder de bevoegdheid van de gemeente vallen.

1.3. Verschillende eigenaren die bezorgd zijn over de veiligheid van hun liften, maar ook over de bescherming van die liften hebben zich gegroepeerd en hebben **de vzw SAVE OUR ELEVATORS** opgericht.

Deze interpellatie wordt ingediend door Etterbekenaren met de steun van die vereniging.

2. GEMEENTELIJK BELANG.

2.1. Erfgoed – De gemeentelijke overheid toont belangstelling voor de inrichting van haar grondgebied en voor de bescherming van het erfgoed dat daar het logische gevolg van is.

In dat opzicht moet de gemeentelijke overheid van Etterbeek aandacht hebben voor de nefaste gevolgen van de gestandaardiseerde toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 maart 2003.

Te veel art-decogebouwen, neoklassieke gebouwen, beaux-artsgebouwen... op het grondgebied van de gemeente Etterbeek zagen hun mooie oude lift met houten lijstwerk, spiegels met geslepen randen en een wandlamp van glas of kristal al verdwijnen. Die liften maakten nochtans integraal deel uit van het gebouw waarin ze geïnstalleerd werden en hun stijl sloot doorgaans aan met de bouwstijl van de hal. Veel van die liften werden echter vervangen door moderne installaties, die helemaal niet meer passen bij de stijl van het gebouw.

2.2. Veiligheid – De gemeentelijke overheid garandeert de veiligheid op haar grondgebied.

De EDTC suggereren om de liftschachten te sluiten met behulp van panelen van dik gelaagd glas.

Vakmannen die geraadpleegd werden door eigenaars van liften schatten het gewicht van dergelijke installaties echter op +/- 600 kilogram per overloop. Zo zouden de funderingen van een gebouw met vijf verdiepingen (benedenverdieping + 5 verdiepingen) een bijkomend gewicht van 4 ton moeten dragen (structuren inbegrepen).

Het spreekt voor zich dat de betreffende oude gebouwen niet ontworpen werden om zulke structurele wijzigingen te ondergaan, die de stabiliteit van het gebouw in sommige gevallen in gevaar zouden kunnen brengen.

3. INTERPELLATIE.

3 . 1 . Gelet op die elementen die een aanzienlijk deel van de inwoners en de gemeentelijke instelling rechtstreeks treffen willen de ondertekenaars van deze interpellatie weten of de gemeenteraad van Etterbeek de volgende punten steunt:

- a. **De organisatie en de publiciteit in Etterbeek van een collaboratieve inventaris van oude liften naar het voorbeeld van de inventaris van de gemeente Elsene.**
- b. **Een infosessie organiseren om de eigenaars van liften in Etterbeek te informeren naar het voorbeeld van de infosessies die georganiseerd werden door de erfgoeddiensten van de gemeenten Elsene (2016) en Schaarbeek (2019).**
- c. **De interpellatie van de minister-president verantwoordelijk voor erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over deze problematiek om de nodige middelen in termen van personeel en logistiek ter beschikking te stellen om een gewestelijke inventaris te maken van oude liften in samenwerking met de gemeenten en om met de federale regering te onderhandelen over de technische oplossingen die de veiligheid vergroten en de erfgoedwaarde van de oude liften respecteren.**
- d. **Interpellatie van de federale minister verantwoordelijk voor de toepassing van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 door de gemeentelijke overheid van Etterbeek over de volgende vraag: Waarom wordt er geen rekening gehouden met de erfgoedelementen van de liften en hun specifieke gebruikskennmerken bij de risicoanalyses die uitgevoerd worden.**
- e. **De goedkeuring door de gemeenteraad van Etterbeek van een resolutie waarin aan de federale regering wordt gevraagd om technische oplossingen te gebruiken die de veiligheidseisen en het respect voor de erfgoedwaarde van oude liften met elkaar verzoenen.**

Wij danken u voor uw belangstelling en uw steun voor deze problematiek.

[1]Het gaat over een onderzoek in verband met de veiligheidsaspecten vermeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 “*om na te gaan of voor corresponderende gevaren voldoende voorkomingmaatregelen werden uitgevoerd*” (artikel 1, 14° van het KB van 9 maart 2003).

[2]Die analysemethode is bekend onder de naam “*Kinney-methode*” Het is een internationaal erkende methode die rekening houdt met drie elementen om een risico te evalueren: waarschijnlijkheid, blootstelling en ernst.

[3]Dat is in het bijzonder het geval voor de Residentie Albert I in Schaarbeek die in 2012 de Erfgoedprijs heeft gekregen – URL: <https://www.schaarbeek.be/nl/cultuur-recreatie/geschiedenis-erfgoed-toerisme/architecturaal-erfgoed/bescherming-en-opwaardering-van-het-erfgoed/erfgoedprijs/2012>

Mevrouw Geneviève Raoult en de heer Frédéric Becquet lichten de interpellatie toe.

De burgemeester bedankt hen voor de voortreffelijke uiteenzetting, die tegelijkertijd poëtisch en historisch is, over een levend wezen dat eigenlijk toch mechanisch is.

De burgemeester antwoordt dat we snel een ontmoeting zullen organiseren met de

leden van de vzw en zien hoe we kunnen samenwerken om tot een resultaat te komen, om een werkplan op te stellen met een actiekalender.

Hij herhaalt dat de normen geen gemeentelijke of gewestelijke normen zijn, maar federale normen.

Hij voegt eraan toe dat het mogelijk is om een collaboratieve inventaris te maken, maar dat daarover een beslissing moet worden genomen. Dat wij contact zullen opnemen met de gemeente Elsene die dat al heeft gedaan om te zien hoe zij te werk is gegaan.

De burgemeester sluit af met te zeggen dat het interessant is om een infosessie te organiseren. We kunnen alle mede-eigendommen aanschrijven om hen uit te nodigen.

De raad hoort de interpellatie.

4 annexes / 4 bijlagen

Annexe+3+-+Interpellation+parlementaire+du+26+mars+2019.pdf,

Annexe+4+190405+-+PRB+-+r%C3%A9ponse+Vervoort+-

+Pr%C3%A9servation+ascenseurs+patrimoine.pdf,

Annexe+2+photos+Bruxellisation+-+interpellation+citoyenne.docx,

Annexe+1+photos+-+Interpellation+Citoyenne.doc

03.06.2019/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20.05.2019 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 20.05.2019 - Goedkeuring.

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0003 **Conseil communal - Délégations et mandats - Entreprendre à Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE :

Jean LAURENT
Laure-Mélanie DEFECHE
Virginie TAITTINGER
Audrey PETIT
Dounia TADLI
John BUYANI

En qualité de candidats administrateurs de l'asbl « Entreprendre Etterbeek ».

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le point est reporté.
29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Ondernemen in Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT:

Jean LAURENT
Laure-Mélanie DEFECHE
Virginie TAITTINGER
Audrey PETIT
Dounia TADLI
John BUYANI

Als kandidaat-leden van de raad van bestuur van de "vzw Ondernemen in Etterbeek".

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0004 **Conseil communal - Délégations et mandats - IRISNET srl**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Frank VAN BOCKSTAL
en qualité de représentant aux Assemblées générales de IRISNET.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Frank VAN BOCKSTAL : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - IRISNET cvba

De gemeenteraad,

Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

Overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

Frank VAN BOCKSTAL
Als vertegenwoordiger in de algemene vergaderingen van IRISNET.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Frank VAN BOCKSTAL : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0005 **Conseil communal - Délégations et mandats - Centre des sports**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Zakaria MOKTAR
Françoise DUVOSQUEL
Emeline HOUYOUX
Maryam MATIN FAR
Yasin TATOU
Frank VAN BOCKSTAL
Elien SOHIER
Pieterjan VANDEN BOER

En qualité de candidats administrateurs du Centre des Sports.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Zakaria MOKTAR : 25 oui - 4 abstentions

Françoise DUVOSQUEL : 26 oui - 3 abstentions

Emeline HOUYOUX : 26 oui - 3 abstentions

Maryam MATIN FAR : 26 oui - 3 abstentions

Yasin TATOU : 25 oui - 1 non - 3 abstentions

Frank VAN BOCKSTAL : 25 oui - 1 non - 3 abstentions

Elien SOHIER : 26 oui - 3 abstentions

Pieterjan VANDEN BOER : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Sportcentrum

De Gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

Zakaria MOKTAR
Françoise DUVOSQUEL
Emeline HOUYOUX
Maryam MATIN FAR
Yasin TATOU
Frank VAN BOCKSTAL
Elien SOHIER
Pieterjan VANDEN BOER

Als kandidaat-leden van de raad van bestuur in de algemene vergaderingen van Sportcentrum.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :
Zakaria MOKTAR : 25 ja - 4 onthoudingen
Françoise DUVOSQUEL : 26 ja - 3 onthoudingen
Emeline HOUYOUX : 26 ja - 3 onthoudingen
Maryam MATIN FAR : 26 ja - 3 onthoudingen
Yasin TATOU : 25 ja - 1 nee - 3 onthoudingen
Frank VAN BOCKSTAL : 25 ja - 1 nee - 3 onthoudingen
Elien SOHIER : 26 ja - 3 onthoudingen
Pieterjan VANDEN BOER : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0006 **Conseil communal - Délégations et mandats - Association interhospitalière régionale des infrastructures de soins (IRIS)**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu les statuts de la structure faitière « Interhospitalière Régionale des Infrastructures de Soins » ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Olivier COLIN

en qualité de candidat administrateur de l'Association interhospitalière régionale des infrastructures de soins (IRIS)

Maryam MATIN FAR

en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de l'Association interhospitalière régionale des infrastructures de soins (IRIS)

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Olivier COLIN : 26 oui - 3 abstentions

Maryam MATIN FAR : 25 oui - 1 non - 3 abstentions

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Gewestelijke overkoepeling van de gezondheidsinfrastructuur (GOG)

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in de verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op de statuten van de overkoepelende structuur 'Interhospitalenkoepel van de Regio voor Infrastructurele Samenwerking ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

Olivier COLIN

Als kandidaat-lid van de raad van bestuur van Gewestelijke overkoepeling van de

gezondheidsinfrastructuur (GOG)

Maryam MATIN FAR

tot afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergadering van Gewestelijke overkoepeling van de gezondheidsinfrastructuur (GOG).

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Olivier COLIN : 26 ja - 3 onthoudingen

Maryam MATIN FAR : 25 ja - 1 nee - 3 onthoudingen

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0007 **Conseil communal - Délégations et mandats – Royal Racing Club d'Etterbeek - RRCE**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'il convient de nommer un nouveau commissaire ou de reconduire le mandat précédemment octroyé ;

Vu l'article 120, §2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De nommer ... en qualité de commissaire communal auprès du Royal Racing Club d'Etterbeek.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le point est reporté.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Royal Racing Club d'Etterbeek - RRCE

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er een nieuwe commissaris benoemd moet worden of dat het eerder toegekende mandaat verlengd moet worden ;

gelet op artikel 120, §2 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

... aan te stellen als gemeentelijk commissaris bij de Royak Racing Club van Etterbeek.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0008 **Conseil communal - Délégations et mandats - IRISteam asbl**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Considérant que conformément à l'article 12 des statuts de IRISteam Asbl, il est loisible à la commune d'Etterbeek de présenter un candidat administrateur ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Frank VAN BOCKSTAL en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de IRISteam Asbl ;

Frank VAN BOCKSTAL en qualité de candidat administrateur de IRISteam Asbl.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Représentant AG - Frank VAN BOCKSTAL : 25 oui - 1 non - 3 abstentions

Candidat administrateur - Frank VAN BOCKSTAL : 25 oui - 1 non - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - IRISteam vzw

De gemeenteraad,

Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

Overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 12 van de statuten van IRISteam vzw het de gemeente Etterbeek vrij staat om een kandidaat-bestuurder voor te dragen ;

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

Frank VAN BOCKSTAL tot afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van IRISteam vzw;

Frank VAN BOCKSTAL tot kandidaat-lid van de raad van bestuur van IRISteam vzw.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Afgevaardigde - Frank VAN BOCKSTAL : 25 ja - 1 nee - 3 onthoudingen

Kandidaat-bestuurder - Frank VAN BOCKSTAL : 25 ja - 1 nee - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0009 **Conseil communal - Délégations et mandats - Agence Locale pour l'Emploi (ALE)**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 10 février 1994 portant création d'une Agence Locale pour l'Emploi ;

Vu l'article 5 des statuts de l'association sans but lucratif "Agence Locale pour l'Emploi d'Etterbeek" ;

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'il appartient à la commune de désigner six des douze associés appelés à composer l'association sans but lucratif ;

Considérant que cette désignation doit se faire suivant la proportionnalité entre la majorité et la minorité au sein du Conseil communal ;

Vu les listes des candidats présentés par la majorité et la minorité ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

de désigner en tant que candidats administrateurs de l'association sans but lucratif
AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI D'ETTERBEEK :

Florence PENDEVILLE
Franck VAN BOCKSTAL
Andrée LELOUX
Robby REYNAERT
Clément STANDAERT
Jean-Claude PRICK

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

La présente délibération sera transmise pour information à Madame la Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Florence PENDEVILLE : 27 oui - 2 abstentions

Frank VAN BOCKSTAL : 26 oui - 3 abstentions

Andrée LELOUP : 26 oui - 3 abstentions

Robby REYNAERT : 26 oui - 3 abstentions

Clément STANDAERT : 26 oui - 3 abstentions

Jean-Claude PRICK : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Plaatswerkgelegenheidsagentschap (PWA)

De Gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 10 februari 1994 houdende de oprichting van een Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap ;

gelet op artikel 5 van de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk
PLAATSELIJK WERKGELEGENHEIDSAGENSCHAP VAN ETTERBEEK ;

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat het de taak is van de gemeente om zes van de twaalf vennoten aan te

duiden die geroepen zijn om deel uit te maken van de vereniging zonder winstoogmerk ;

overwegende dat deze aanstelling moet verlopen rekening houdend met de verhouding tussen meerderheid en de minderheid in de gemeenteraad ;

gelet op de kandidatenlijsten die ingediend zijn door de meerderheid en de minderheid ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

om aan te stellen Als kandidaat-leden van de raad van bestuur binnen de vereniging zonder winstoogmerk PLAATSTELIJK WERKGELEGENHEIDSAGENTSCAP VAN ETTERBEEK:

Florence PENDEVILLE
Franck VAN BOCKSTAL
Andrée LELOUX
Robby REYNAERT
Clément STANDAERT
Jean-Claude PRICK

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

Deze beraadslaging wordt ter informatie bezorgd aan de minister van Werkgelegenheid en Werk.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Florence PENDEVILLE : 27 ja - 2 onthoudingen
Frank VAN BOCKSTAL : 26 ja - 3 onthoudingen
Andrée LELOUP : 26 ja - 3 onthoudingen
Robby REYNAERT : 26 ja - 3 onthoudingen
Clément STANDAERT : 26 ja - 3 onthoudingen
Jean-Claude PRICK : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0010 **Conseil communal - Délégations et mandats - Agence immobilière sociale d'Etterbeek, "AIS Etterbeek"**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 06 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 avril 2008, approuvant la création et les statuts de l'agence immobilière sociale d'Etterbeek ;

Considérant qu'en vertu de l'article 6, le nombre de membres de droit est fixé à 12, dont 10 membres répartis proportionnellement entre les groupes du conseil communal ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De désigner en qualité d'administrateurs de l'agence immobilière sociale d'Etterbeek :

- Vincent DE WOLF
- Arnaud VAN PRAET
- Anne VANDERSANDE
- Jean DE SPOT
- Emeline HOUYOUX
- Jean-Luc DEBROUX
- Christophe PIERROUX
- Sarah ZAMOUM
- Frédéric BOURCE
- Philippe DEMOL

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Vincent DE WOLF : 26 oui - 3 abstentions

Arnaud VAN PRAET : 26 oui - 3 abstentions

Anne VANDERSANDE : 26 oui - 3 abstentions

Jean DE SPOT : 26 oui - 3 abstentions

Emeline HOUYOUX : 26 oui - 3 abstentions

Jean-Luc DEBROUX : 26 oui - 3 abstentions

Christophe PIERROUX : 26 oui - 3 abstentions

Sarah ZAMOUM : 26 oui - 3 abstentions

Frédéric BOURCE : 26 oui - 3 abstentions

Philippe DEMOL : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - vzw «Sociaal verhuurkantoor van Etterbeek», «S.V. - Etterbeek»

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in de verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 21 april 2008 tot goedkeuring van de oprichting en de statuten van het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek ;

overwegende dat krachtens artikel 6 het aantal leden van rechtswege vastgelegd is op twaalf, waarvan tien leden evenredig verdeeld worden tussen de fracties van de gemeenteraad ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

te benoemen tot bestuurders van het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek:

- Vincent DE WOLF
- Arnaud VAN PRAET
- Anne VANDERSANDE
- Jean DE SPOT
- Emeline HOUYOUX
- Jean-Luc DEBROUX
- Christophe PIERROUX
- Sarah ZAMOUM
- Frédéric BOURCE
- Philippe DEMOL

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Vincent DE WOLF : 26 ja - 3 onthoudingen

Arnaud VAN PRAET : 26 ja - 3 onthoudingen

Anne VANDERSANDE : 26 ja - 3 onthoudingen

Jean DE SPOT : 26 ja - 3 onthoudingen

Emeline HOUYOUX : 26 ja - 3 onthoudingen

Jean-Luc DEBROUX : 26 ja - 3 onthoudingen

Christophe PIERROUX : 26 ja - 3 onthoudingen

Sarah ZAMOUM : 26 ja - 3 onthoudingen

Frédéric BOURCE : 26 ja - 3 onthoudingen

Philippe DEMOL : 26 ja - 3 onthoudingen

Le conseil communal,

Considérant que la commune d'Etterbeek était détentrice de parts de la SCRL « Société Régionale du Logement pour le Grand-Bruxelles », en abrégé « SORELO » ;

Considérant que, dans le cadre de la rationalisation du secteur bruxellois des sociétés immobilières de service public, « SORELO » a été partiellement scindée, par transfert d'une partie de son patrimoine à trois sociétés existantes, et que sa partie résiduaire a fait l'objet d'une fusion par absorption par la SCRL « Comensia » ;

Considérant qu'en vertu de l'article 671 du Code des sociétés, la commune d'Etterbeek est, par voie de conséquence, détentrice de parts au sein de la SCRL « Comensia » ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu de désigner un représentant aux assemblées générales de la SCRL « Comensia » ;

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation, il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Monsieur Alain BONUS, en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux assemblées générales de la SCRL « Comensia ».

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Alain BONUS : 25 oui - 4 abstentions

Gemeenteraad – Afvaardigingen en mandaten – Comensia cvba

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek aandeelhouder was van de cvba "Regionale Huisvestingsmaatschappij voor Groot-Brussel", afgekort "SORELO";

overwegende dat, in het kader van de rationalisering van de Brusselse sector van openbare vastgoedmaatschappijen, "SORELO" gedeeltelijk opgesplitst werd door overdracht van een deel van haar erfgoed aan drie bestaande maatschappijen en dat haar resterende deel het voorwerp heeft uitgemaakt van een fusie door overneming door de cvba "Comensia";

overwegende dat op grond van artikel 671 van de Code van deze maatschappijen de

gemeente Etterbeek bijgevolg aandeelhoudster is binnen de cvba “Comensia”;

overwegende dat er bijgevolg reden is om een afgevaardigde aan te stellen in de algemene vergaderingen van de cvba “Comensia”;

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden moeten aangesteld worden om de gemeente te vertegenwoordigen in de verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 102 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

STELT AAN

de heer Alain BONUS, als afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van de cvba “Comensia”.

Deze aanstelling geldt tot het einde van deze legislatuur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :
Alain BONUS : 25 ja - 4 onthoudingen

03.06.2019/A/0012 **Conseil communal - Délégations et mandats – Pétanque Club Etterbeekois asbl**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'il convient de nommer un nouveau commissaire ou de reconduire le mandat précédemment octroyé ;

Vu l'article 120, §2 de la nouvelle loi communale;

DECIDE

De nommer ... en qualité de commissaire communal auprès de l'asbl "Pétanque Club d'Etterbeek".

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le point est reporté.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Pétanque Club Etterbeekois vzw

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er een nieuwe commissaris benoemd moet worden of dat het eerder toegekende mandaat verlengd moet worden ;

gelet op artikel 120, §2 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

... aan te stellen als gemeentelijk commissaris bij de vzw 'Pétanque Club Etterbeekoï's'.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0013 **Conseil communal - Délégations et Mandats - Agence de développement territorial**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation, il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Robby REYNAERT

en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de l'Agence de Développement Territorial.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Robby REYNAERT : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Agentschap voor territoriale

ontwikkeling

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden moeten aangesteld worden om de gemeente te vertegenwoordigen in de verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

Robby REYNAERT

tot afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergadering van het Agentschap voor territoriale ontwikkeling.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Robby REYNAERT : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0014 Conseil communal - Délégations et mandats - Abbeyfield ASBL

Le Conseil communal,

Considérant que l'asbl « Entre voisins – Maison Abbeyfield Etterbeek » est locataire de l'immeuble sis chaussée de Wavre, 490 appartenant à la Régie Foncière ;

Considérant que cette association a pour but de procurer, à prix coûtant, un cadre de vie convenant à des personnes d'âge mur qui ont fait le libre choix d'habiter avec d'autres une maison regroupant des logements individuels et disposant d'espaces communs et de s'associer en vue d'un mieux être en étant disposées, d'une part à se prendre en charge dans toute la mesure de leurs capacités et, d'autre part, à se rendre des services mutuels dans un esprit d'entraide et de partage de responsabilités ;

Considérant que, dans ce cadre, l'association a décidé d'adhérer aux principes d'Abbeyfield, qui est un mouvement de volontaires, apolitique et non confessionnel, destiné à promouvoir la création et le bon fonctionnement des maisons qui sont affiliées à ce mouvement ;

Vu les statuts de l'asbl « Entre voisins – Maison Abbeyfield Etterbeek »;

Considérant que ceux-ci prévoient la nomination, par le Conseil communal, d'un commissaire chargé de le représenter au sein des organes de l'association; qu'il jouit, à ce titre, d'un droit de veto suspensif lui permettant de s'opposer à toute décision qu'il estimerait contraire aux conditions du contrat de bail conclu entre Commune d'Etterbeek et l'association ;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 juin 2018 désignant M. Yasin TATOU en qualité de commissaire auprès de l'asbl « Entre voisins – Maisons Abbeyfield Etterbeek » ;

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'il convient de nommer un nouveau commissaire ou de reconduire le mandat précédemment octroyé ;

Vu l'article 120, §2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De nommer David DUBOIS en qualité de commissaire communal auprès de l'asbl « Entre voisins – Maisons Abbeyfield Etterbeek ».

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

David DUBOIS : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Abbeyfield VZW

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw 'Entre voisins - Abbeyfieldhuis Etterbeek' huurder is van het gebouw op nummer 40 van de Waversesteenweg 490, dat eigendom is van de Regie van Grondbeleid ;

overwegende dat deze vereniging tot doel heeft om tegen een redelijke prijs een aantrekkelijk levenskader te bieden aan ouderen die de vrije keuze gemaakt hebben om met anderen samen te wonen in een huis met individuele appartementen en gemeenschappelijke ruimten en om zich te verenigen voor een betere levenskwaliteit door enerzijds voor zichzelf te blijven zorgen in de mate dat hun capaciteiten dit toestaan en anderzijds, om onderlinge diensten te bieden in een geest van samenwerking en gedeelde verantwoordelijkheden ;

overwegende dat de vereniging beslist heeft om zich aan te sluiten bij de principes van Abbeyfield, een apolitieke en niet-confessionele vrijwilligersbeweging die de creatie en goede werking wil bevorderen van de huizen die aangesloten zijn bij deze beweging ;

gelet op de statuten van de vzw 'Entre voisins - Maison Abbeyfield Etterbeek' ;

overwegende dat deze bepalen dat de gemeenteraad een commissaris benoemt die hem moet vertegenwoordigen in de instanties van de vereniging; dat hij in deze hoedanigheid over een opschortend vetorecht beschikt waardoor hij zich kan verzetten tegen elke beslissing die hij tegenstrijdig acht met de voorwaarden van het huurcontract tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 11 juni 2018 tot aanstelling van de heer Yasin TATOU als commissaris bij de vzw 'Entre voisins - Maisons Abbeyfield Etterbeek' ;

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er een nieuwe commissaris benoemd moet worden of dat het eerder toegekende mandaat verlengd moet worden ;

gelet op artikel 120, §2 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

David DUBOIS aan te stellen als gemeentelijk commissaris bij de vzw 'Entre voisins - Maisons Abbeyfield Etterbeek'.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :
David DUBOIS : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0015 **Conseil communal - Délégations et mandats - Logement et harmonie sociale**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 06 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu la délibération du conseil communal du 28 novembre 2005 approuvant la création et les statuts de l'asbl « Logement et harmonie sociale » ;

Considérant qu'en vertu de l'article 4, le nombre de membres de l'association est fixé à 15 et se compose de 10 membres répartis proportionnellement entre les groupes du conseil communal ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De désigner

Vincent DE WOLF

Maryam MATIN FAR

Véronique CANTERS

Corinna HOGGENMÜLLER

Rik BAETEN

En qualité d'administrateurs de l'asbl « Logement et Harmonie Sociale »

Anne VANDERSANDE

Arnaud VAN PRAET

Vanessa ARAUJO MINO

Anne PONTEGNIE

en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de l'asbl « Logement et Harmonie Sociale ».

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Vincent DE WOLF : 25 oui - 4 abstentions

Maryam MATIN FAR : 26 oui - 3 abstentions

Véronique CANTERS : 26 oui - 3 abstentions

Corinna HOGGENMULLER : 26 oui - 3 abstentions

Rik BAETEN : 26 oui - 3 abstentions

Anne VANDERSANDE : 26 oui - 3 abstentions

Arnaud VAN PRAET : 26 oui - 3 abstentions

Vanessa ARAUJO MINO : 26 oui - 3 abstentions

Anne PONTEGNIE : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Logement et harmonie sociale

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 november 2005 tot

goedkeuring van de oprichting en de statuten van de vzw 'Logement et harmonie sociale' ;

overwegende dat krachtens artikel 4 het aantal leden van rechtswege vastgelegd is op vijftien, waarvan tien leden evenredig verdeeld worden tussen de fracties van de gemeenteraad ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

Vincent DE WOLF
Maryam MATIN FAR
Véronique CANTERS
Corinna HOGGENMÜLLER
Rik BAETEN
als bestuurders van de vzw 'Logement et Harmonie Sociale' aan te stellen

Anne VANDERSANDE
Arnaud VAN PRAET
Vanessa ARAUJO MINO
Anne PONTEGNIE
tot afgevaardigden van de gemeente Etterbeek in de algemene vergadering van de vzw 'Logement et Harmonie Sociale' aan te stellen.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :
Vincent DE WOLF : 25 ja - 4 onthoudingen
Maryam MATIN FAR : 26 ja - 3 onthoudingen
Véronique CANTERS : 26 ja - 3 onthoudingen
Corinna HOGGENMULLER : 26 ja - 3 onthoudingen
Rik BAETEN : 26 ja - 3 onthoudingen
Anne VANDERSANDE : 26 ja - 3 onthoudingen
Arnaud VAN PRAET : 26 ja - 3 onthoudingen
Vanessa ARAUJO MINO : 26 ja - 3 onthoudingen
Anne PONTEGNIE : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0016 **Conseil communal - Délégations et mandats - Régie communale autonome etterbeekoise**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil

communal d'Etterbeek en date du 06 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19 mai 2003 approuvant la création et les statuts de la Régie communale autonome etterbeekoise;

Considérant qu'en vertu de l'article 8 § 3 de l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, le conseil d'administration est composé de la moitié au plus du nombre de conseillers communaux sans que ce nombre puisse dépasser onze, la majorité du conseil d'administration est composée de membres du conseil communal, et la répartition des sièges au conseil d'administration est réalisée conformément aux articles 56 et suivants du Code électoral communal bruxellois ;

DECIDE

de désigner, en qualité de candidats administrateur de la Régie Communale Autonome :

- Olivier COLIN
- Anne VANDERSANDE
- Caroline JOWAY
- Emeline HOUYOUX
- Chantal JORDAN
- Frank VAN BOCKSTAL
- Vincent BIAUCE
- Ahmed M'RABET

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Anne VANDERSANDE : 26 oui - 3 abstentions

Caroline JOWAY : 26 oui - 3 abstentions

Emeline HOUYOUX : 26 oui - 3 abstentions

Chantal JORDAN : 26 oui - 3 abstentions

Frank VAN BOCKSTAL : 26 oui - 3 abstentions

VINcent BIAUCE : 26 oui - 3 abstentions

Ahmed M'RABET : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek

De Gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 19 mei 2003 tot goedkeuring van de oprichting en de statuten van het autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek ;

overwegende dat op grond van artikel 8 §3 van de ordonnantie betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten het aantal leden van de raad van bestuur maximaal de helft van het aantal gemeenteraadsleden bedraagt, met een maximum van elf, een meerderheid van de leden van de raad van bestuur gemeenteraadslid zijn en de zetelverdeling in de raad van bestuur gebeurt overeenkomstig de artikelen 56 en volgende van het Brussels gemeentelijk Kieswetboek ;

BESLIST

onderstaande personen aan te stellen tot kandidaat-leden van de raad van bestuur van de Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek

- Olivier COLIN
- Anne VANDERSANDE
- Caroline JOWAY
- Emeline HOUYOUX
- Chantal JORDAN
- Frank VAN BOCKSTAL
- Vincent BIAUCE
- Ahmed M'RABET

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :
Anne VANDERSANDE : 26 ja - 3 onthoudingen
Caroline JOWAY : 26 ja - 3 onthoudingen
Emeline HOUYOUX : 26 ja - 3 onthoudingen
Chantal JORDAN : 26 ja - 3 onthoudingen
Frank VAN BOCKSTAL : 26 ja - 3 onthoudingen
Vincent BIAUCE : 26 ja - 3 onthoudingen
Ahmed M'RABET : 26 ja - 3 onthoudingen

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de candidats administrateur à l'asbl CENTRE CULTUREL D'ETTERBEEK

Laure-Mélanie DEFECHE
Audrey PETIT
Colette NJOMGANG-FONKEU
Florence PENDEVILLE
Olivier COPPENS
Maryam MATIN FAR
Joanna KAMINSKA
John BUYANI

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Laure-Mélanie DEFECHE : 26 oui - 3 abstentions

Audrey PETIT : 26 oui - 3 abstentions

Colette NJOMGANG-FONKEU : 23 oui - 1 non - 5 abstentions

Florence PENDEVILLE : 26 oui - 1 non - 2 abstentions

Olivier COPPENS : 26 oui - 3 abstentions

Maryam MATIN FAR : 26 oui - 3 abstentions

Joanna KAMINSKA : 26 oui - 3 abstentions

John BUYANI : 27 oui - 2 abstentions

**Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Centre culturel d'Etterbeek
Senghor**

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

als kandidaat-leden van de raad van bestuur in de vzw 'CENTRE CULTUREL D'ETTERBEEK'

Laure-Mélanie DEFECHE
Audrey PETIT
Colette NJOMGANG FONKEU
Florence PENDEVILLE
Olivier COPPENS
Maryam MATIN FAR
Joanna KAMINSKA
John BUYANI

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :
Laure-Mélanie DEFECHE : 26 ja - 3 onthoudingen
Audrey PETIT : 26 ja - 3 onthoudingen
Colette NJOMGANG-FONKEU : 23 ja - 1 nee - 5 onthoudingen
Florence PENDEVILLE : 26 ja - 1 nee - 2 onthoudingen
Olivier COPPENS : 26 ja - 3 onthoudingen
Maryam MATIN FAR : 26 ja - 3 onthoudingen
Joanna KAMINSKA : 26 ja - 3 onthoudingen
John BUYANI : 27 ja - 2 onthoudingen

03.06.2019/A/0018 **Conseil communal - Délégations et mandats – VIVAQUA**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

... en qualité de candidat représentant au sein du Comité consultatif régional bruxellois.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le point est reporté.
29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten – VIVAQUA

De Gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

... kandidaat-afgevaardigde van de gemeente in het Brussels Gewestelijk Overlegcomité.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

Het punt wordt verdaagd.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0019 Conseil communal - Délégations et mandats – Les Pilotis asbl

Le Conseil communal,

Considérant que l'asbl "Les Pilotis asbl" est locataire de l'immeuble communal géré par la Régie Foncière, sis av. d'Auderghem 187;

Vu la convention de bail signée le 14 août 2013 entre la Commune d'Etterbeek et l'association "Les Pilotis";

Considérant que celle-ci prévoit, en son article 16, la nomination, par le Conseil communal, d'un observateur communal chargé de le représenter au sein des organes de l'association ; qu'il jouit, à ce titre, d'un droit de veto lui permettant de s'opposer à toutes modifications du but de l'asbl ;

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018;

Considérant qu'il convient de nommer un nouvel observateur ou de reconduire le mandat précédemment octroyé ;

Vu l'article 120 de la Nouvelle Loi communale ;

DESIGNE :

David DUBOIS en qualité d'observateur communal auprès de l'asbl "Les Pilotis".

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

David DUBOIS: 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Pilotis vzw

De gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw "Les Pilotis" in de Oudergmlaan 187 een gebouw van de gemeente huurt dat beheerd wordt door de Regie van Grondbeleid ;

Gelet op het huurcontract dat afgesloten werd op 14 augustus 2013 tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging "Les Pilotis" ;

Overwegende dat deze in zijn artikel 16 voorziet dat de gemeenteraad een commissaris als afgevaardigde in de instellingen van de vereniging; dat deze commissaris in dit kader een opschortend vetorecht heeft waarmee hij zich kan verzetten tegen elke beslissing die volgens hem zou indruisen tegen de voorwaarden van het huurcontract dat afgesloten werd tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging ;

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er een nieuwe commissaris ???? benoemd moet worden of dat het eerder toegekende mandaat verlengd moet worden ;

Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet ;

BENOEMT

David DUBOIS, tot gemeentelijk waarnemer bij de vzw "Les Pilotis".

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

David DUBOIS : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0020 **Conseil communal - Délégations et mandats - Association hospitalière des hôpitaux IRIS SUD (HIS)**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu les statuts de l'Association Hospitalière des Hôpitaux Iris-Sud ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

André JOSH

Vanessa AUROJO MINO

Frédéric BOURCE

En qualité de représentants de la commune d'Etterbeek au sein de l'assemblée générale de l'Association hospitalière des hôpitaux Iris-Sud;

Laure-Mélanie DEFECHE

Françoise VAN MALLEGHEM

Jean LAURENT

En qualité de candidats administrateurs.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Laure-Mélanie DEFECHE : 25 oui - 1 non - 3 abstentions

Françoise VAN MALLEGHEM : 26 oui - 3 abstentions

Jean LAURENT : 26 oui - 3 abstentions

André JOSH : 26 oui - 3 abstentions

Vanessa ARAUJO MINO : 26 oui - 3 abstentions

Frédéric BOURCE : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Ziekenhuisvereniging van de IRIS ziekenhuizen ZUID (IZZ)

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in de verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging van de IRIS ziekenhuizen Zuid ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

André JOSH

Vanessa AUROJO MINO

Frédéric BOURCE

tot vertegenwoordigers van de gemeente Etterbeek in de algemene vergadering van de Ziekenhuisvereniging van de Iris Ziekenhuizen Zuid;

Laure-Mélanie DEFECHE

Françoise VAN MALLEGHEM

Jean LAURENT

als kandidaat-leden van de raad van bestuur.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Laure-Mélanie DEFECHE : 25 ja - 1 nee - 3 onthoudingen

Françoise VAN MALLEGHEM : 26 ja - 3 onthoudingen

Jean LAURENT : 26 ja - 3 onthoudingen

André JOSH : 26 ja - 3 onthoudingen

Vanessa ARAUJO MINO : 26 ja - 3 onthoudingen

Frédéric BOURCE : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0021 **Conseil communal – Délégations et mandats – SCRL Le Logement Bruxellois**

Le conseil communal,

Considérant que la commune d'Etterbeek était détentrice de parts de la SCRL « Société Régionale du Logement pour le Grand-Bruxelles », en abrégé « SORELO » ;

Considérant que, dans le cadre de la rationalisation du secteur bruxellois des sociétés immobilières de service public, « SORELO » a été partiellement scindée, par transfert d'une partie de son patrimoine à trois sociétés existantes: la SCRL « Le Foyer Laekenois », la SCRL « Le Foyer Bruxellois » et la SA « Le Foyer Etterbeekois » ;

Considérant que la SCRL « Le Foyer Bruxellois » et la SCRL « Logement Régional

Bruxellois », en abrégé LOREBRU, ont fusionné par absorption de la deuxième par la première ; que, suite à cette fusion, la SCRL « Le Foyer Bruxellois » porte une nouvelle dénomination sociale, à savoir « Le Logement Bruxellois »;

Considérant qu'en vertu des articles 673 et 677 du Code des sociétés, la commune d'Etterbeek est, par voie de conséquence, détentrice de parts au sein de la SCRL « Le Logement Bruxellois », anciennement la SCRL « Le Foyer Bruxellois » ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu de désigner un représentant aux assemblées générales de la SCRL « Le Logement Bruxellois »;

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation, il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale;

DESIGNE

Madame Laurence GALLEZ, en qualité de représentante de la commune d'Etterbeek aux assemblées générales de la SCRL « Le Logement Bruxellois ».

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Laurence GALLEZ : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad – Afvaardigingen en mandaten – De Brusselse Woning cvba

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek aandeelhouder was van de cvba “Regionale Huisvestingsmaatschappij voor Groot-Brussel”, afgekort “SORELO”;

overwegende dat, in het kader van de rationalisering van de Brusselse sector van openbare vastgoedmaatschappijen, “SORELO” gedeeltelijk opgesplitst werd door overdracht van een deel van haar erfgoed aan drie bestaande maatschappijen: de cvba “De Lakense Haard”, de cbva “De Brusselse Haard” en de nv “De Etterbeekse Haard”;

overwegende dat de cvba “De Brusselse Haard” en de cbva “Gewestelijke Brusselse Woningen”, afgekort GEBRUWO, gefusioneerd zijn door overname van de tweede door de eerste; dat de cvba “De Brusselse Haard” als gevolg van die fusie een nieuwe maatschappelijke benaming heeft, namelijk “De Brusselse Woning”;

overwegende dat op grond van artikels 673 en 677 van de Code van deze maatschappijen de gemeente Etterbeek bijgevolg aandeelhouder is binnen de cvba

“De Brusselse Woning”, voorheen de cvba “De Brusselse Haard”;

overwegende dat er bijgevolg reden is om een afgevaardigde aan te stellen in de algemene vergaderingen van de cvba “De Brusselse Woning”;

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 102 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

STELT AAN

mevrouw Laurence GALLEZ als afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van de cvba “De Brusselse Woning”.

Deze aanstelling geldt tot het einde van deze legislatuur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Laurence GALLEZ : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0022 **Conseil communal - Délégations et mandats - Log'Iris**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l’installation du nouveau Conseil communal d’Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu’à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la commune auprès de divers organismes publics ou d’intérêt public ;

Vu l’article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Arnaud VAN PRAET
Jean-Luc DEBROUX
Bernard DE MARCKEN DE MERKEN
Ahmed M'RABET
Zohra MERZGUIOUI
Françoise VANMALLEGHEM
en qualité de candidats administrateurs.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Arnaud VAN PRAET : 26 oui - 3 abstentions

Jean-Luc DEBROUX : 26 oui - 3 abstentions

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN : 25 oui - 4 abstentions

Ahmed M'RABET : 26 oui - 3 abstentions

Zohra MERZGUIOUI : 27 oui - 2 abstentions

Françoise VAN MALLEGHEM : 26 oui - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Log'Iris

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT

Arnaud VAN PRAET

Jean-Luc DEBROUX

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN

Ahmed M'RABET

Zohra MERZGUIOUI

Françoise VANMALLEGHEM

Als kandidaat-leden van de raad van bestuur.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Arnaud VAN PRAET : 26 ja - 3 onthoudingen

Jean-Luc DEBROUX : 26 ja - 3 onthoudingen

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN : 25 ja - 4 onthoudingen

Ahmed M'RABET : 26 ja - 3 onthoudingen

Zohra MERZGUIOUI : 27 ja - 2 onthoudingen

Françoise VAN MALLEGHEM : 26 ja - 3 onthoudingen

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Cristian BULUMAC
en qualité de représentant de notre commune aux assemblées générales du Petit Propriétaire

Cristian BULUMAC
en qualité de candidat administrateur.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

- représentant AG - Cristian BULUMAC : 26 oui - 3 abstentions

- candidat administrateur - Cristian BULUMAC : 25 oui - 1 non - 3 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Le Petit Propriétaire

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

Cristian BULUMAC
tot afgevaardigde van de gemeente in de algemene vergaderingen van "le Petit Propriétaire"

Cristian BULUMAC
tot kandidaat-lid van de raad van bestuur.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :
- afgevaardigde - Cristian BULUMAC : 26 ja - 3 onthoudingen
- kandidaat-bestuurder - Cristian BULUMAC : 25 ja - 1 nee - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0024 **Conseil communal - Délégations et mandats - Ecole régionale intercommunale de Police (ERIP)**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Patrick LENAERS
en qualité de représentant aux assemblées générales à l'Ecole Régionale et Intercommunale de Police.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :
Patrick LENAERS : 25 oui - 4 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Gewestelijke en intercommunale politieschool (GIP)

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de

nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

Patrick LENAERS

tot vertegenwoordiger in de algemene vergaderingen van de Gewestelijke en intercommunale politieschool.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Patrick LENAERS : 25 ja - 4 onthoudingen

03.06.2019/A/0025 **Conseil communal - Délégations et mandats - ETHIAS.**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Hicham VANBORM

en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées Générales de ETHIAS.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Hicham VANBORM : 22 oui - 7 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - ETHIAS.

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

Hicham VANBORM

tot afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van ETHIAS.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Hicham VANBORM : 22 ja - 7 onthoudingen

03.06.2019/A/0026 Conseil communal - Délégations et mandats - Holding communal

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Philippe DEMOL en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées Générales de la SA Holding Communal.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Philippe DEMOL : 25 oui - 4 abstentions

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Holding communal

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

Philippe DEMOL tot vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek op de algemene vergadering van de NV Gemeentelijke holding.

Deze aanstelling blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Philippe DEMOL : 25 ja - 4 onthoudingen

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Service de prévention - Preventiedienst

03.06.2019/A/0027 **Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2019/Approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,29 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2018-2019 conclu

entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2019 entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Commune d'Etterbeek

CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur De Wolf, Bourgmestre et Monsieur Debaty, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur MOLS, Président et Monsieur Delhauteur, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

- d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.
- d'être un centre d'accueil et d'orientation ;
- de proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 5.684,29 est octroyé par l'Etat fédéral.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiante, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 80% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 20% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable pour l'année 2019 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordée par l'autorité subsidiante.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiante.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.
Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor

het jaar 2019/Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,29 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2018-2019 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2019 tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Gemeente Etterbeek

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer De Wolf, Burgemeester, en De Heer Debaty, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer MOLS, Voorzitter, en de Heer Delhauteur, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids-en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

- Functioneren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;
- een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.
- een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn ;
- sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van € 5.684,29.

Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 80% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 20% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkingsmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgeschoten, terugbetaald worden.

Artikel 7

Deze overeenkomst geldt voor het jaar 2019 en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.
Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek, 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0028 **Convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2018/Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et notre Commune ;

Vu la convention de subventionnement 2018,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2018, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT

Concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2018

En exécution de/du :

-la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016;

-l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AR »;

-l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AM »;

Entre,

d'une part l'Etat, représenté par la Ministre de la Justice, établi Boulevard de Waterloo, 115 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre »,

et,

d'autre part la commune d'Etterbeek, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Vincent DEWOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée "l'organisme".

il est convenu ce qui suit :

I. Dispositions générales

1. Sous réserve des crédits disponibles, le ministre attribue un montant annuel de **59.547,28 €** à l'organisme.
2. La subvention annoncée au point 1 est destinée à l'accompagnement de :

Travaux d'intérêt général qui sont prononcés sur base de l'art. 216 ter, §1, du Code d'instruction criminelle

Peines de travail qui sont prononcés sur base des art. 37 quinquies, 37 sexies et 37 septies du code pénal

Le service subventionné est un service d'accompagnement simple, tel que désigné à l'article 1,9° de l'AM

En cas de détachement vers une asbl, la convention passée entre l'organisme et l'asbl est transmise à l'Administration générale des Maisons de Justice

3. La subvention est attribuée pour l'engagement de :

1 personne niveau A à temps plein

Détail enveloppe globale	
Frais de personnel/	54.547,28 €

Moyens d'action	Frais administratifs	1000 €
	Frais de déplacement/	1000 €
	Investissements/	2500 €
Frais de fonctionnement/		500 €
TOTAL GENERAL		59.547,28 €

La subvention est attribuée sous la forme d'une enveloppe globale annuelle. Dans cette enveloppe globale, un transfert des sommes octroyées peut être réalisé entre les frais de personnel d'une part et moyens d'actions et frais de fonctionnement d'autre part et inversement. Ce transfert est équivalent à la somme des forfaits maximums prévus pour les moyens d'action et les frais de fonctionnement, tels que prévus à l'annexe 1 de l'AR.

4. La convention est conclue pour une période de 1 ans. Celle-ci entre en vigueur le 1er janvier 2018 et prend fin le 31 décembre 2018.
5. Le territoire d'action de l'organisme est celui défini en collaboration avec la maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité adressé à l'Administration générale des maisons de justice.
6. La maison de justice compétente est la maison de justice de Bruxelles
7. L'administration compétente est l'Administration générale des Maisons de Justice, rue du Commerce, 68 A à 1040 Bruxelles. Le contrôle financier est réalisé par la Direction du Partenariat interne à l'AGMJH.

II. Obligations de l'organisme

1. Tout en conservant les autres obligations de l'AR et de l'AM, l'organisme a en particulier pour obligation :
 - d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;
 - d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;
 - d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;
 - de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;
 - de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.

Pour bénéficier d'un subventionnement, l'organisme et le service d'accompagnement doivent accomplir de manière effective et régulière des prestations en rapport avec la convention, ainsi que :

- satisfaire aux obligations et aux objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté

ministériel ;

- se soumettre aux actions de contrôle de l'administration relatives aux obligations et objectifs visées aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel ;
- transmettre à l'administration, par l'intermédiaire de la maison de justice, au plus tard le 30ème jour du mois qui suit la fin du trimestre, un rapport trimestriel, suivant un modèle établi par l'administration.

L'organisme est responsable de l'utilisation faite des subsides octroyés par le Ministre et s'engage à les gérer « en bon père de famille », et conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux subventions fédérales.

2. Lors de chaque engagement de personnel, départ ou modification de contrat, l'organisme doit remplir le formulaire "Modification du personnel". Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis à l'Administration Générale Maisons de Justice - Direction du Partenariat - (rue du Commerce, 68 A à 1040 Bruxelles). Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date (Annexe 1 - formulaire GP1)

Pour le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, l'organisme transmettra également un dossier financier, selon les modalités prévues à l'article 32 et 33, § 1er de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015. Les pièces à mettre à disposition ou à introduire dans le cadre du dossier financier sont définies à l'annexe 2 de l'AR.

L'organisation s'engage à se conformer aux directives de l'administration (formulaire GP2, GP2 bis et formulaire GP3 en annexe, et l'annexe 1 : déclaration sur l'honneur).

III. Objectifs poursuivis par le service d'encadrement

Les objectifs comprennent : les missions, la vision, le cadre judiciaire, la méthodologie, le groupe cible, le territoire d'action, et les critères d'évaluation.

1. La mission

Le service d'accompagnement a pour mission de faciliter la mise en œuvre des peines et mesures par les partenaires de la chaîne pénale: les autorités judiciaires, les maisons de justice et, en ce qui concerne les peines de travail et travail d'intérêt général, les lieux de prestation.

Le service d'accompagnement, en tant qu'acteur communautaire et partenaire des acteurs de la chaîne pénale, apporte à la mise en œuvre des peines et mesures l'expertise qui lui est spécifique.

Le service d'accompagnement doit pour remplir sa mission:

- développer une offre répondant à la demande des partenaires de la chaîne pénale;
- accueillir et encadrer les justiciables afin qu'ils disposent de tous les dispositifs nécessaires pour satisfaire aux conditions prévues par les peines et mesures qui ont été prononcées à leur encontre;
- faire rapport aux assistants de justice qui à leur tour font rapport aux autorités judiciaires, du déroulement de l'exécution des mesures ou peines.

2. La vision

Le service d'accompagnement réalise sa mission selon la vision suivante:

- prévenir la commission de nouvelles infractions;
- contribuer à une justice humaine et accessible, dans laquelle la responsabilisation du justiciable prime.

3. Le cadre judiciaire

Les peines et mesures encadrées par les services d'accompagnement mentionnées au point I.2.

4. La méthodologie

Dans sa manière de travailler, le service d'accompagnement applique les principes de base tels que définis par l'administration.

5. Le groupe cible

Le groupe cible vise toute personne envoyée par la maison de justice dans le cadre de la mise à exécution d'une peine ou d'une mesure visée au point I.2.

6. Le territoire d'action

Le service d'accompagnement travaille sur le territoire tel que défini à l'article au point I.5.

Le service d'accompagnement encadre tous les justiciables appartenant à son groupe cible qui lui sont envoyés et qui doivent accomplir leur peine ou mesure sur ce territoire. Si pour des raisons particulières la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service d'accompagnement transmettra l'information à la maison de justice. Dans ce cas, qui doit rester exceptionnel, le service d'accompagnement fournira toutes les motivations de son refus.

7. Les critères d'évaluation

Le service d'accompagnement accomplit sa mission en respectant des critères quantitatifs et qualitatifs.

Pour pouvoir juger du respect des critères quantitatifs, des zones sont définies. Pour pouvoir juger du respect des critères qualitatifs, l'administration prévoit des indicateurs objectivables.

Dans le cadre de la subvention octroyée, les critères à prendre en compte sont ceux repris dans l'arrêté ministériel du 26 décembre 2016 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures.

IV. Obligations du ministre

Sans préjudice des droits et obligations de l'AR et de l'AM, le Ministre met à disposition de l'organisme les crédits correspondant à la subvention prévue par la convention.

Sous réserve des crédits disponibles, la liquidation des allocations dues est réalisée selon un système d'avance/solde. Le pourcentage de ces avances est calculé sur une base annuelle.

L'avance de l'allocation est fixée à 80 % du montant de l'allocation annuelle. Le solde

de l'allocation est versé après contrôle des dépenses introduites par l'organisme (Annexe 2 – formulaire GP2 (en ce compris l'annexe 2bis) et l'annexe 3 –formulaire GP3) et clôture du décompte annuel définitif.

Le non-respect des conditions mises dans la convention liant l'organisme et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Le Ministre de la Justice procède aux récupérations et décide des suppressions des subventions.

V. Mise à disposition du personnel

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association, conformément à l'article 2, §2, de l'AR. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

V. Dispositions finales

L'organisme fournit les ressources nécessaires à l'exécution de la convention durant le temps qui est nécessaire au traitement du dossier financier.

Les parties peuvent de commun accord apporter des modifications à la convention. Le cas échéant, les modifications sont reprises dans un avenant.

Les parties peuvent mettre fin prématurément à la convention d'un commun accord.

Les parties peuvent résilier le contrat unilatéralement par lettre recommandée, à condition d'observer une période de six mois de préavis.

La présente convention est signée en deux exemplaires.

Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2018 /Goedkeuring

De Gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en onze gemeente;

gezien de subsidie overeenkomst 2018,

BESLIST

De conclusie van de subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2018 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

SUBSIDIE OVEREENKOMST

Betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2018

In uitvoering van:

- de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel 69, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006 en 12 mei 2014;

- het Koninklijk Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna "het KB" genoemd;

- het Ministerieel Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna "het MB" genoemd,

wordt tussen,

enerzijds, de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan 115 te 1000 Brussel, hierna de "de Minister" genoemd,

en

anderzijds, de Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DEWOLF, Burgemeester en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, verder "de organisatie" genoemd,

het volgende overeengekomen:

I. Algemene bepalingen

1. Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten maakt de Minister jaarlijks een bedrag van 59.547,28 € over aan de organisatie

2. De toelage vermeld in punt 1 is bedoeld voor de begeleiding van de uitvoering van:

Dienstverleningen die zijn opgelegd op grond van art. 216ter, §1, Wetboek van Strafvordering;

Werkstraffen die zijn opgelegd op grond van art. 37quinquies, 37sexies en 37septies Strafwetboek.

De betoelaagde begeleidingsdienst betreft een “dispatchingsdienst”, als bedoeld in artikel 1, 9° MB.

In het geval van detachering of overdracht van kredieten wordt de overeenkomst overgemaakt aan de administratie van de Justitieuhuizen.

3. De toelage is bedoeld voor de aanwerving van:

1 persoon, niveau A, VTE

Detail van de globale enveloppe		
Personeelskosten		54.547,28 €
Actiemiddelen	Administratieve kosten	1000 €
	Reiskosten	1000 €
	Investerings	2500 €
Werkingskosten		500 €
ALGEMEEN TOTAAL		59.547,28 €

De toelage wordt toegekend in de vorm van een globale jaarlijkse enveloppe. Binnen deze globale enveloppe kan een overdracht van de toegekende bedragen worden gerealiseerd van de personeelskosten naar de actiemiddelen en de werkingskosten en omgekeerd. De overdracht bedraagt ten hoogste de totaalsom van de maximale forfaitaire bedragen voorzien voor de actiemiddelen en werkingskosten, zoals voorzien in bijlage 1 van het KB.

4. De overeenkomst wordt gesloten voor een periode van 1 jaar. Ze treedt in werking op 1 januari 2018 en eindigt op 31 december 2018.

5. Het werkingsgebied van de organisatie is zoals afgesproken met het bevoegde justitiehuis en opgenomen in de rapportage aan het hoofdbestuur van de justitieuhuizen.

6. Het bevoegde justitiehuis is het Justitiehuis van Brussel

7. De bevoegde administratie is de Administration générale des Maisons de Justice, Handelsstraat, 68 A te 1040 Brussel. De financiële controle gebeurt door de Direction du Partenariat binnen de AGMJH.

II. Verplichtingen van de organisatie

1. Met behoud van de overige plichten die voortvloeien uit het KB en MB, heeft de organisatie in het bijzonder als verplichtingen:

- personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van de uitvoering van de in punt I.2 vermelde straffen en maatregelen. Het personeel wordt gevormd door de medewerker(s) van de begeleidingsdienst als bedoeld in art. 1, 4°, MB;
- te handelen als werkgever conform de wettelijke bepalingen en regelgeving voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;
- de actiemiddelen gelieerd aan de aanwerving op zich te nemen en de werkingsmiddelen;
- te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering voor het personeel;
- zijn expertise aan te bieden ter ondersteuning van de inhoudelijke uitwerking van het aanbod van de begeleidingsdienst.

Om subsidies te kunnen genieten, moeten de organisatie en de begeleidingsdienst daadwerkelijk en regelmatig prestaties verrichten in overeenstemming met de overeenkomst, alsook:

- tegemoetkomen aan de verplichtingen en doelstellingen;
- zich onderwerpen aan controleacties van de administratie met betrekking tot de verplichtingen en doelen;

- via tussenkomst van het justitiehuis een trimestrieel rapport overmaken aan de administratie, ten laatste op de 30e dag van de maand die volgt na het einde van een trimester, volgens een model uitgewerkt door de administratie.

De organisatie is verantwoordelijk voor het gebruik van de subsidies toegekend door de Minister en verbindt zich ertoe deze te beheren “als een goede huisvader”, en overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de federale subsidies.

2. Naar aanleiding van een aanwerving van personeel, vertrek of een wijziging van contract moet de organisatie het formulier “wijziging personeelsbestand” invullen. Elk vertrek of elke vervanging van een personeelslid moet worden meegedeeld via een formulier. Dit formulier moet duidelijk de datum vermelden waarop het personeelslid in dienst kwam. Dit formulier moet worden overgemaakt aan de AGMJ, Direction du Partenariat, Handelsstraat, 68 A te 1040 Brussel. Het personeel dient niet op dezelfde dag zijn aangeworven (Bijlage 1 : GP1-formulier).

Vóór 31 maart van het begrotingsjaar dat volgt op het jaar waarin de kredieten zijn verleend, maakt de organisatie het financieel dossier vermeld in art. 32 en 33, §1 van het MB van 26 december 2015. De stukken die in het kader van dit financieel dossier ter beschikking gesteld of overgemaakt moeten worden, zijn opgesomd in bijlage 2 van het KB.

De organisatie verbindt er zich toe de richtlijnen van de administratie na te leven. (GP2 en GP2 bis- formulier en GP3-formulier in bijlage, en Bijlage 1: verklaring op erewoord)

III. Doelstellingen van de begeleidingsdienst

De doelstellingen omvatten: de missie, de visie, het gerechtelijk kader, de

methodologie, de doelgroep, het werkingsgebied en de evaluatiecriteria.

1. De missie

De begeleidingsdienst heeft als missie de uitvoering van straffen en maatregelen door de partners in de strafrechtsketen: de gerechtelijke autoriteiten, de justitiehuisen, en voor wat betreft de werkstraffen en dienstverleningen, de prestatieplaatsen, te faciliteren.

De begeleidingsdienst, als actor in de gemeenschap en partner van de actoren van de strafrechtsketen, stelt zijn specifieke kennis ten dienste van de uitvoering van de straffen en maatregelen.

De begeleidingsdienst dient ter vervulling van zijn missie:

- een aanbod te ontwikkelen dat afgestemd is op de vraag van de partners van de strafrechtsketen;
- de justitiabelen te onthalen en te begeleiden zodat ze beschikken over alle middelen noodzakelijk om te voldoen aan de voorwaarden voorzien in de straffen en maatregelen die hen werden opgelegd;
- aan de justitieassistent te rapporteren, die op zijn beurt de gerechtelijke overheden inlicht over het verloop van de uitvoering van de maatregelen en straffen.

2. De visie

De begeleidingsdienst realiseert zijn missie volgens volgende visie:

- het voorkomen van het plegen van nieuwe feiten;
- het bijdragen aan een menselijke en toegankelijke justitie, waarbij de verantwoordelijkheid van de justitiabele primeert.

3. Het gerechtelijk kader

De straffen en maatregelen vermeld in punt I.2 die door de begeleidingsdienst omkaderd worden.

4. De methodologie

In zijn werkwijze past de begeleidingsdienst de basisprincipes, zoals gedefinieerd door de administratie toe.

5. De doelgroep

De doelgroep omvat iedere persoon die is doorverwezen door het justitiehuis in het kader van de uitvoering van een straf of maatregel vermeld in punt I.2.

6. Het werkingsgebied

De begeleidingsdienst treedt op voor het hele werkingsgebied vermeld in punt I.5.

De begeleidingsdienst omkadert alle justitiabelen behorend tot de doelgroep die werden doorverwezen en die hun straf of maatregel moeten vervullen in dat werkingsgebied.

Indien omwille van specifieke redenen, de uitvoering van een straf of maatregel niet mogelijk is, deelt de begeleidingsdienst deze informatie mee aan het justitiehuis. In dit geval, dat uitzonderlijk van aard is, motiveert de begeleidingsdienst de weigering.

7. De evaluatiecriteria

De begeleidingsdienst vervult zijn missie met respect voor de kwantitatieve en kwalitatieve criteria.

Voor de beoordeling van het behalen van de kwantitatieve criteria wordt er met zones gewerkt. Voor de beoordeling van het respecteren van de kwalitatieve criteria worden door de administratie objectiveerbare indicatoren voorzien.

In het kader van de toegekende subsidie zijn de in aanmerking te nemen criteria die vermeld in het ministerieel besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna “het MB” genoemd,

IV. Rechten en plichten van de Minister

Met behoud van de overige rechten en plichten die voortvloeien uit het KB en MB, stelt de Minister aan de organisatie de kredieten ter beschikking die overeenstemmen met de financiële toelage, zoals voorzien in de overeenkomst.

Binnen de beschikbare kredieten, gebeurt de vereffening van de verschuldigde toelagen gebeurt volgens een voorschot/saldosysteem. Het percentage van die voorschotten wordt berekend op jaarbasis. Het voorschot van de toelage wordt vastgelegd op 80% van het bedrag van de jaarlijkse toelage. Het saldo zal gestort worden na controle van de door de organisatie ingediende uitgaven (bijlage 2, GP2-formulier (inclusief bijlage 2bis) en bijlage 3 GP3-formulier) en afsluiten van de definitieve jaarafrekening.

In het geval de voorwaarden niet worden gerespecteerd, wordt de forfaitaire tussenkomst beëindigd en zo nodig overgegaan tot de gedeeltelijke of volledige terug-inning ervan.

De minister van Justitie gaat met de terug-inning verder en beslist over de beëindiging van de subsidies.

V. Terbeschikkingstelling van personeel

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

VI. Slotbepalingen

De organisatie voorziet in de nodige middelen om de overeenkomst onverminderd uit te voeren gedurende de tijd die nodig is om het financieel dossier af te handelen.

De partijen kunnen in onderling overleg wijzigingen aanbrenge aan huidige overeenkomst . In voorkomend geval worden de wijzigingen opgenomen in een

avenant.

De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming de overeenkomst voortijdig beëindigen.

De partijen kunnen de overeenkomst éézijdig opzeggen per aangetekend schrijven, mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

Deze overeenkomst is opgemaakt in twee exemplaren.

Elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

03.06.2019/A/0029 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 02 mai 2019.

Objet : Fourniture de six stores pour fenêtres de toiture - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 640,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 2 mai 2019 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 144.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen :

Datum : 02 mei 2019.

Onderwerp: Levering van zes rolluiken voor dakvensters – Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 640,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 mei 2019 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0030 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 236 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **28 février 2019** ;

Objet : Immeuble sis chaussée de Wavre 315 – Travaux de façade – Marché de travaux par procédure négociée sans publicité préalable – Approbation des dépassements de quantités présumées et des travaux complémentaires – Approbation du décompte final - Approbation de la réception provisoire.

Réestimation de la dépense : 53.930,98 € T.V.A. 6 et 21 % comprise.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

Attendu que ce marché est soumis à l'ancienne législation sur les marchés publics et les anciens articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi Communale ;

Attendu qu'en vertu de l'ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10%;

Attendu que si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10 %, le Collège communiquait sa décision au Conseil Communal pour information lors de sa plus prochaine séance (article 236 alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale);

DECIDE :

en application de l'ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 février 2019 relative aux travaux de façades à l'immeuble sis 315 chaussée de Wavre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Damien Gérard.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Vorige versie van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **28 februari 2019** werd genomen:

Onderwerp: Gebouw gelegen 315 Waverssteenweg – Gevelwerken - Opdracht voor aanneming van werken bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande

bekendmaking – Goedkeuring van de verhogingen van de vermoedelijke hoeveelheden en de bijkomende werkzaamheden – Goedkeuring van de eindafrekening - Goedkeuring van de voorlopige oplevering.

Raming van de uitgave: 53.930,98 € - 6 en 21 % B.T.W. inbegrepen..

Begrotingsartikel : 243.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid..

Overwegende dat deze opdracht aan de vorige versie van de wet inzake overheidsopdrachten en de vorige versie van artikels 234 à 236 van de Nieuwe Gemeentewet onderworpen is;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 236 van vorige versie van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen iedere wijziging die het bij de uitvoering nodig acht aan de overeenkomst kan aanbrenge, in zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10 % voortvloei;

Overwegende dat indien de wijziging een bijkomende uitgaven van meer dan 10 % veroorzaakt, het College zijn beslissing ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering mededeelt (artikel 236 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet);

BESLIST:

In toepassing van vorige versie van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 februari 2019 betreffende de Gevelwerken aan het gebouw gelegen 315 Waversesteenweg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Damien Gérard.

03.06.2019/A/0031 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **21 février 2019** ;

Objet : Rénovation d'un immeuble à appartements sis 392 chaussée de Wavre – Marché de travaux par adjudication ouverte – Approbation des travaux supplémentaires et des dépassements de quantités présumées – Approbation du décompte final – Approbation du délai supplémentaire – Approbation de la réception provisoire – Libération du cautionnement.

Réestimation de la dépense : 248.964,63 €, H.T.V.A. – 263.902,51 € 6 % T.V.A. comprise.

Article budgétaire : 242.01 du budget extraordinaire 2019 de la Régie Foncière.

Attendu que ce marché est soumis à l'ancienne législation sur les marchés publics et les anciens articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi Communale ;

Attendu qu'en vertu de l'ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10%;

Attendu que si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10 %, le Collège communiquait sa décision au Conseil Communal pour information lors de sa plus prochaine séance (article 236 alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale);

DECIDE :

en application de l'ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 février 2019 relative à la rénovation d'un immeuble à appartements sis 392 chaussée de Wavre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Damien Gérard.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Vorige versie van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **21 februari 2019** werd genomen:

Onderwerp: Renovatie van het flatgebouw gelegen 392 Waversesteeweg – Opdracht voor aanneming van werken bij open aanbesteding – Goedkeuring van de bijkomende werkzaamheden en de verhogingen van de vermoedelijke hoeveelheden – Goedkeuring van de eindafrekening – Goedkeuring van de termijnverlenging- Goedkeuring van de voorlopige oplevering – Vrijmaking van de borgtocht.

Raming van de uitgave: 248.964,63 €, zonder B.T.W. – 263.902,51 € - 6 % B.T.W. inbegrepen.

Begrotingsartikel: 242.01 van de buitengewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

Overwegende dat deze opdracht aan de vorige versie van de wet inzake overheidsopdrachten en de vorige versie van artikels 234 à 236 van de Nieuwe Gemeentewet onderworpen is;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 236 van vorige versie van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen iedere wijziging die het bij de uitvoering nodig acht aan de overeenkomst kan aanbrengen, in zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10 % voortvloeien;

Overwegende dat indien de wijziging een bijkomende uitgaven van meer dan 10 % veroorzaakt, het College zijn beslissing ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering meedeelt (artikel 236 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet);

BESLIST:

In toepassing van vorige versie van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 februari 2019 betreffende de renovatie van het flatgebouw gelegen 392 Waversesteenweg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : André du Bus, Damien Gérard.

03.06.2019/A/0032 **Commission d'attribution des logements communaux - Règlement d'ordre intérieur.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement telle que modifiée par l'ordonnance du 19 avril 2018 visant à renforcer la bonne gouvernance dans le secteur du logement public ;

Vu particulièrement l'article 28bis de l'ordonnance précitée ;

Vu le Règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil Communal du 15 décembre 2014 tel que modifié par le Conseil communal du 2 mars 2015, du 26 octobre 2015 et du 25 juin 2018 ;

Considérant que le Conseil communal du 25 juin 2018 a mis en conformité le règlement d'attribution des logements communaux en insérant l'article 7bis relatif à la Commission d'attribution, sa composition et son mode de fonctionnement;

DECIDE :

D'approuver le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'attribution des logements communaux relatif à sa composition et à son fonctionnement, tel que repris ci-dessous :

§ 1. La Commission a pour mission de rendre un avis conforme sur l'attribution des logements communaux en vertu du règlement d'attribution des logements communaux adopté par le conseil communal du 15 décembre 2014 et modifié par le conseil communal des 2 mars 2015 et 26 octobre 2015.

Elle rend un avis motivé et écrit désignant le candidat auquel un logement vacant doit être attribué et le transmet au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision d'attribution.

Elle remet un avis sur les propositions de radiation d'un candidat-locataire.

Les membres sont tenus à un devoir de discrétion quant au contenu des délibérations, des rapports et des votes et, à tout le moins, sur toute information personnelle relative aux usagers de la Régie Foncière.

§ 2. La Commission est composée de 6 membres lesquels sont répartis comme suit :

- le référent de la Régie foncière ou son représentant ;
- le référent du Guichet unique pour le Logement ;
- une personne appartenant au Service social communal ;
- trois membres désignés au sein du Conseil communal.

Si aucun des membres désignés au sein du Conseil communal n'appartient à un groupe de l'opposition, celle-ci est représentée par un membre observateur, à l'exception des formations visées à l'article 15ter, § 1er, alinéa 1er, de la Loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales (...), ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

La Commission d'attribution est intégralement renouvelée dans l'année qui suit les élections communales. Les membres sont rééligibles. En cas de démission, de décès, il est procédé à leur remplacement et le successeur achève le mandat de celui dont il prend la place.

§ 3. La Commission désigne en son sein un président et un secrétaire chargé du secrétariat de la Commission.

§ 4. La commission se réunit dès qu'un logement vacant doit être mis en location et sur toute proposition de dérogation au registre, sur convocation du président.

Les membres sont convoqués par courrier postal ou par voie électronique au moins 8 jours avant la réunion.

La convocation contient l'ordre du jour accompagné des rapports concernant les candidatures.

Aucune condition de quorum n'est exigée.

La Commission d'attribution se réunit valablement si trois membres au moins sont présents.

§ 5. La Commission rend un avis désignant le candidat auquel le logement vacant doit être attribué. Cet avis est adopté à la majorité simple des membres présents et transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les décisions sont consignées dans le registre des procès-verbaux des séances et signées par le Président.

Ses décisions sont adoptées comme en comité secret.

En cas de parité des voix dans les délibérations, la décision revient au Collège des

Bourgmestre et Échevins. Il en sera fait mention au procès-verbal.

Seul l'ordre du jour de la convocation fera l'objet d'une délibération. Aucune autre proposition de candidat ne pourra être apportée à la réunion, à l'exception d'une candidature particulièrement urgente étayée par un rapport social.

Le procès-verbal décisionnel des réunions est envoyé par mail à chaque membre et est signé par le président.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Damien Gérard.

Toewijzingscommissie voor de gemeentelijke huisvestingen – Reglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode zoals die gewijzigd werd door de ordonnantie van 19 april 2018 ter versterking van goed bestuur in de openbare huisvestingssector;

Gelet op artikel 28 bis van de voornoemde ordonnantie

Gelet op het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen dat door de gemeenteraad van 15 december 2014 wordt goedgekeurd, en dat gewijzigd werd door de gemeenteraden van 2 maart 2015, 26 oktober 2015 en 25 juni 2018:

Overwegende dat de gemeenteraad van 25 juni 2018 het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen in overeenstemming heeft gebracht door artikel 7bis betreffende de toewijzingscommissie, haar samenstelling en werkwijze te plaatsen

BESLIST:

Om het Reglement van de toewijzingscommissie van de gemeentelijke huisvestingen betreffende haar samenstelling en haar werking, zoals hieronder beschreven goed te keuren:

§ 1. De commissie heeft als opdracht het afleveren van een eensluidend advies over de toewijzing van de gemeentelijke huisvestingen ingevolge/krachtens het toewijzingsreglement voor de gemeentelijke huisvestingen door de gemeenteraad van 15 december 2014 goedgekeurd en gewijzigd door de gemeenteraden van 2 maart 2015, 26 oktober 2015 en 25 juni 2018:

Ze geeft een gemotiveerd en schriftelijk advies dat de kandidaat aanduidt aan wie de beschikbare woning moet worden toegewezen en bezorgd het aan het college van burgemeester en schepenen voor de beslissing tot toewijzing

Ze geeft een advies voor de voorstellen tot schrapping van een kandidaat-huurder.

De leden zijn aan een discretieplicht gehouden wat de inhoud van de beraadslagingen, de verslagen en de stemmingen betreft en minstens met betrekking tot alle persoonlijke informatie over de gebruikers van de Regie van Grondbeleid.

§ 2. De Commissie is uit 6 leden samengesteld, die als volgt verdeeld zijn:

- de contactpersoon van de Regie van Grondbeleid of zijn vertegenwoordiger;
- de contactpersoon van het Woonloket;
- een persoon die deel uitmaakt van de gemeentelijke sociale dienst;
- drie leden die worden aangeduid binnen de gemeenteraad.

Als geen enkel lid dat werd aangeduid binnen de gemeenteraad deel uitmaakt van een fractie uit de oppositie, wordt die vertegenwoordigd door een waarnemend lid, met uitzondering van de partijen bedoeld in artikel 15ter, § 1, alinea 1 van de wet van 4 juli 1989 betref ende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven (...) en de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

De Toewijzingscommissie wordt volledig vernieuwd in het jaar volgend op de gemeenteraadsverkiezingen. De leden zijn herkiesbaar. In geval van ontslag, overlijden, wordt er overgegaan tot vervanging en zal de opvolger het mandaat van diegene hij/zij vervangt afmaken.

§ 3. De Commissie kiest onder zijn leden een voorzitter en een secretaris belast met het secretariaat van de Commissie.

§ 4. De commissie komt bijeen zodra een beschikbare woning verhuurd moet worden en op voorstel tot afwijking van het register.

De leden worden minstens 8 dagen voor de vergadering uitgenodigd door postbrief of via elektronische weg bijeengeroepen.

De bijeenroeping bevat de vergaderagenda en de verslagen betreffende de kandidaturen.

De toewijzingscommissie komt rechtsgeldig samen wanneer minstens drie leden aanwezig zijn.

§ 5. De Commissie geeft een advies over aan welke kandidaat de vacante woning toegewezen moet worden. Dit advies wordt goedgekeurd bij gewone meerderheid van de aanwezige leden en overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen.

De beslissingen worden ingeschreven in het notulenregister van de vergaderingen en ondertekend door de voorzitter.

De beslissingen worden goedgekeurd zoals in besloten zitting.

In geval van gelijkheid neemt het college van burgemeester en schepenen de beslissing.

Dit zal in het notulenregister worden opgenomen

Alleen de dagorde van de oproep zal het voorwerp worden van een deliberatie. Geen ander voorstel van kandidaat-huurder zal kunnen worden gedaan op de vergadering, met uitzondering van een bijzonder dringende kandidatuur ondersteund door een

sociaal verslag.

De besluitvorming notulenregister van de vergaderingen worden per mail naar elk lid verzonden en wordt door de voorzitter ondertekend.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : André du Bus, Damien Gérard.

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

03.06.2019/A/0033 Jardins de la Chasse - Désignation d'une agence immobilière en vue de la vente de logements conventionnés - Approbation des Conditions et mode de passation – Suggestions de l'autorité de tutelle

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y avait lieu de se prononcer sur la destination des 37 logements annexés au Centre administratif qui seront réceptionnés en 2019 et de préparer les actes administratifs nécessaires à l'entrée des nouveaux habitants ;

Considérant le cahier des charges N° DD/2019/JDC/IMMO relatif au marché "Jardins de la Chasse - Désignation d'une agence immobilière en vue de la vente de logements conventionnés" établi par la Commune d'Etterbeek - Travaux Publics - Coordination des Jardins de la Chasse ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 297.520,66 € hors TVA ou 360.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Vu le cahier spécial des charges adopté par le Conseil communal aux termes de la délibération du 25 février 2019 ;

Vu les suggestions formulées par l'autorité de tutelle,

Considérant qu'il est proposé de modifier le cahier spécial des charges comme suit :

- Dans la version française au point 2.3.2., à la fin de l'exigence relative à la « capacité professionnelle et bilinguisme de l'équipe », il est expressément précisé ce qui suit en ce qui concerne le mode de preuve du critère relatif au bilinguisme : « le mode de preuve du bilinguisme est libre ». Dans la version néerlandaise du cahier : « Het bewijs van de tweetaligheid is vrij ».
- Dans la version néerlandaise du cahier spécial des charges, au point 2.5, une erreur matérielle de traduction a été détectée, de sorte que le mot « kan » est remplacé par « moet », le dépôt des offres par des moyens électroniques étant imposé par la réglementation relative aux marchés publics.
- Le numéro 1.3.2 est supprimé.

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

D'approuver la modification du cahier des charges N° DD/2019/JDC/IMMO comme suit :

- Dans la version française au point 2.3.2., à la fin de l'exigence relative à la « capacité professionnelle et bilinguisme de l'équipe », il est expressément précisé ce qui suit en ce qui concerne le mode de preuve du critère relatif au bilinguisme : « le mode de preuve du bilinguisme est libre ». Dans la version néerlandaise du cahier : « Het bewijs van de tweetaligheid is vrij ».
- Dans la version néerlandaise du cahier spécial des charges, au point 2.5, une erreur matérielle de traduction a été détectée, de sorte que le mot « kan » est remplacé par « moet », le dépôt des offres par des moyens électroniques étant imposé par la réglementation relative aux marchés publics.
- Le numéro 1.3.2 est supprimé.

Article 2

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Jachthof - Aanstelling van een vastgoedkantoor met het oog op de verkoop van geconventioneerde woningen – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en de gunningswijze - Suggesties van de toezichhoudende overheid

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en haar latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen en haar latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en haar latere wijzigingen;

gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en zijn latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en zijn latere wijzigingen;

overwegende dat er een beslissing genomen moest worden over de bestemming van de 37 woningen naast het administratief centrum die in 2019 opgeleverd zullen worden en dat de administratieve akten die nodig zijn voor de intrek van de nieuwe bewoners voorbereid moeten worden;

gelet op het bestek met nr. DD/2019/JDC/IMMO betreffende de opdracht “Jachthof - Aanduiding van een vastgoedkantoor met het oog op de verkoop van geconventioneerde woningen”, opgesteld door de gemeente Etterbeek - Openbare Werken - Coördinatie van het Jachthof;

overwegende dat het geschatte bedrag van deze opdracht 297.520,66 euro excl. btw of 360.000,00 euro incl. 21% btw bedraagt;

gelet op het bijzonder bestek dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad krachtens de beraadslaging van 25 februari 2019;

gelet op de suggesties van de toezichhoudende overheid;

overwegende dat voorgesteld wordt om het bijzonder bestek als volgt te wijzigen:

- In de Franstalige versie in punt 2.3.2 op het einde van de eis in verband met de “capacité professionnelle et bilinguisme de l’équipe” wordt uitdrukkelijk verduidelijkt wat volgt met betrekking tot het bewijsmiddel van het criterium betreffende de tweetaligheid “le mode de preuve du bilinguisme est libre”. In de

Nederlandstalige versie van het bestek: “Het bewijs van de tweetaligheid is vrij”.

- In de Nederlandstalige versie van het bijzonder bestek werd in punt 2.5 een vertaalfout ontdekt waardoor het woord “kan” vervangen wordt door “moet” aangezien de indiening van de offertes via elektronische weg opgelegd wordt door de reglementering betreffende de overheidsopdracht.
- Nummer 1.3.2 wordt geschrapt.

op voorstel van het college;

BESLIST

Artikel 1

De wijziging van het bestek met nr. DD/2019/JDC/IMMO als volgt wordt goedgekeurd:

- In de Franstalige versie in punt 2.3.2 op het einde van de eis in verband met de “capacité professionnelle et bilinguisme de l’équipe” wordt uitdrukkelijk verduidelijkt wat volgt met betrekking tot het bewijsmiddel van het criterium betreffende de tweetaligheid “le mode de preuve du bilinguisme est libre”. In de Nederlandstalige versie van het bestek: “Het bewijs van de tweetaligheid is vrij”.
- In de Nederlandstalige versie van het bijzonder bestek werd in punt 2.5 een vertaalfout ontdekt waardoor het woord “kan” vervangen wordt door “moet” aangezien de indiening van de offertes via elektronische weg opgelegd wordt door de reglementering betreffende de overheidsopdracht.
- Nummer 1.3.2 wordt geschrapt.

Artikel 2

Deze beraadslaging wordt met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Logements - Cahier spécial des charges - NL.pdf, Logements - Cahier spécial des charges - FR.pdf

03.06.2019/A/0034 **Jardins de la Chasse - Nouveau Centre Administratif d'Etterbeek - Fourniture de mobilier standard - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'étude du mobilier standard fait partie de la mission du bureau BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Rue de Koninck, 40 à 1080 Bruxelles ;

Considérant le cahier des charges « N° CA-AC/2019/Mobilier-Meubilair » relatif au marché "Jardins de la chasse - Nouveau Centre Administratif d'Etterbeek - Fourniture de mobilier standard", établi par M. Dmitri DIELENS, Architecte communal et Coordinateur des Jardins de la Chasse, et l'auteur de projet, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * LOT 1 - POSTES DE TRAVAIL, estimé à 440.950,00 € hors TVA ou 533.549,50 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 2A - CHAISE DE TRAVAIL, estimé à 264.500,00 € hors TVA ou 320.045,00 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 2B - FAUTEUILS DE CONFÉRENCE, estimé à 306.280,00 € hors TVA ou 370.598,80 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 3 - ARMOIRES, estimé à 438.500,00 € hors TVA ou 530.585,00 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 4A - TABLES DE RÉUNION ET DE CONFÉRENCE, estimé à 122.200,00 € hors TVA ou 147.862,00 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 4B - TABLES DE CAFETERIA, estimé à 31.700,00 € hors TVA ou 38.357,00 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 5 - SALON ET SIÈGES CONFORTABLES, estimé à 101.000,00 € hors TVA ou 122.210,00 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 6 - MICROARCHITECTURE, estimé à 688.400,00 € hors TVA ou 832.964,00 €, 21% TVA comprise ;
- * LOT 7 - CHAMBRES REPRÉSENTATIVES, estimé à 47.650,00 € hors TVA ou 57.656,50 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.441.180,00 € hors TVA ou 2.953.827,80 21% TVA comprise, à laquelle il est raisonnable de rajouter 10%, tenant compte de l'évolution du nombre des membres du personnel ou des archives entrantes d'ici 2020, soit 2.685.298,00 € hors TVA ou 3.249.210,58 €, 21%

TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 104/72212-60 ;

Sur proposition du collègue;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier des charges « N° CA-AC/2019/Mobilier-Meubilair » et le montant estimé du marché “Jardins de la chasse - Nouveau Centre Administratif d'Etterbeek - Fourniture de mobilier standard”, établis par M. Dmitri DIELENS, Architecte communal et Coordinateur des Jardins de la Chasse, et l'auteur de projet, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Rue de Koninck, 40 à 1080 Bruxelles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.685.298,00 € hors TVA ou 3.249.210,58 €, 21% TVA comprise.

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 104/72212-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Jachthof - Nieuwe Administratief Centrum van Etterbeek - Levering van standaard meubilair - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de studie van standaard meubilair is een onderdeel van de missie van het bureau BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Rue de Koninck, 40 te 1080 Bruxelles;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Jachthof - Nieuwe Administratief Centrum van Etterbeek - Levering van standaard meubilair”, een bestek met “nr. CA-AC/2019/Mobilier-Meubilair” werd opgesteld door de heer Dmitri DIELENS, Gemeente Architect en Coördinator van Jachthof, en de ontwerper, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl ;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

- * PERCEEL 1 - WERKPLEKKEN, raming: 440.950,00 € excl. btw of 533.549,50 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 2A - WERKPLEKSTOEL, raming: 264.500,00 € excl. btw of 320.045,00 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 2B - VERGADERSTOELLEN , raming: 306.280,00 € excl. btw of 370.598,80 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 3 - KASTEN, raming: 438.500,00 € excl. btw of 530.585,00 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 4A - SPREEK- EN VERGADERTAFELS, raming: 122.200,00 € excl. btw of 147.862,00 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 4B - CAFETARIATAFELS, raming: 31.700,00 € excl. btw of 38.357,00 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 5 - LOUNGE EN SOFTSEATING, raming: 101.000,00 € excl. btw of 122.210,00 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 6 - MICRO-ARCHITECTUUR, raming: 688.400,00 € excl. btw of 832.964,00 € incl. 21% btw;
- * PERCEEL 7 - REPRESENTATIEVE RUIMTES, raming: 47.650,00 € excl. btw of 57.656,50 € incl. 21% btw;

Overwegende dat het geschatte totale bedrag van deze opdracht 2.441.180,00 euro exclusief btw of 2.953.827,80 inclusief 21% bedraagt waaraan redelijkerwijze 10% kan worden toegevoegd rekening houdend met de evolutie van het aantal personeelsleden of de inkomende archieven tegen 2020, hetzij 2.685.298,00 euro exclusief btw of 3.249.210,58 euro inclusief 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2019, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met “nr. CA-AC/2019/Mobilier-Meubilair” en de raming voor de opdracht “Jachthof - Nieuwe Administratief Centrum van Etterbeek - Levering van standaard meubilair”, opgesteld door de heer Dmitri DIELENS, Gemeente Architect en Coördinator van Jachthof, en de ontwerper, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Rue de Koninck, 40 te 1080 Bruxelles. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 2.685.298,00 € excl. btw of 3.249.210,58 € incl. 21% btw.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2019, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

20 annexes / 20 bijlagen

AC - Standaard meubilair - Technische clausulus 22052019.pdf, PM -02 A1.pdf, PM +02 A1.pdf, PM +03 A1.pdf, AC - Standaard meubilair - Aankondiging opdracht Raad.pdf, PM +01 A1.pdf, Etterbeek Rainbeek Rainbow.pdf, PM +05 A1.pdf, AC - Standaard meubilair - Administratieve clausulus 22052019.pdf, ETT RPS v3 30042019 NL.pdf, CA - Mobilier standard - Avis de marché Conseil.pdf, ETT RPS v3 30042019 FR.pdf, PM -03 A1.pdf, PM +00 A1.pdf, PM -01 A1.pdf, CA - Mobilier standard - Clauses techniques 22052019.pdf, ETTERBEEK RPS LB FR.pdf, PM +04 A1.pdf, ETTERBEEK RPS LB NL.pdf, CA - Mobilier standard - Clauses administratives 22052019.pdf

Achats - Aankopen

03.06.2019/A/0035 **Désignation d'une institution de retraite professionnelle pour la gestion financière, actuarielle et administrative du régime de pension complémentaire en vigueur au profit des membres du personnel contractuels actuels et futurs de la commune et du Cpas d'Etterbeek - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 118, et notamment articles 2, 36° et 130 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/EG/2019/79 relatif au marché "La désignation d'une institution de retraite professionnelle pour la gestion financière, actuarielle et administrative du régime de pension complémentaire en vigueur au profit des membres du personnel contractuel actuels et futurs de la Commune et du CPAS d'Etterbeek" établi par le Service des Marchés Publics ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 5.280.000,00 € TVAC (0% TVA) pour une durée de 7 ans et 4 mois (2019 – 2026) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que la Commune d'Etterbeek exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS

d'Etterbeek à l'attribution du marché ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2019, article 000/113-48 et xx/xxx-xx et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/EG/2019/79 et le montant estimé du marché "La désignation d'une institution de retraite professionnelle pour la gestion financière, actuarielle et administrative du régime de pension complémentaire en vigueur au profit des membres du personnel contractuels actuels et futurs de la Commune et du CPAS d'Etterbeek", établis par le Service des Marchés Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 5.280.000,00 € TVAC (0% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

Commune d'Etterbeek est mandaté pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom du CPAS D'Etterbeek, à l'attribution du marché.

Article 5

En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 6

Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participant.

Article 7

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 8

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 9

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2019 article 000/113-48 et xx/xxx-xx et au budget des exercices suivants.

Le point est reporté.

29 votants : 29 votes positifs.

Aanstelling van een professionele pensioeninstelling voor het financieel, actuariel en administratief beheer van de aanvullende pensioenregeling die van kracht is ten behoeve van het huidige en toekomstige contractueel personeel van de gemeente en het OCMW Etterbeek - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 118, en inzonderheid artikels 2, 36° en 130 die een gezamenlijke realisatie van de opdracht in naam en voor rekening van meerdere aanbesteders toelaat;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “aanstelling van een professionele pensioeninstelling voor het financieel, actuariel en administratief beheer van de aanvullende pensioenregeling die van kracht is ten behoeve van het huidige en toekomstige contractueel personeel van de gemeente en het ocmw Etterbeek” een bestek met nr. TP/ORD/EG/2019/79 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 5.280.000,00 € incl. btw (0% btw) voor een periode van 7 jaar en 4 maanden (2019 – 2026) ;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat het een gezamenlijke opdracht betreft waarbij het aangewezen is dat Gemeente Etterbeek de procedure zal voeren en in naam van OCW van Etterbeek bij de gunning van de opdracht zal optreden;

Overwegende dat gezamenlijk aankopen kan leiden tot aanzienlijke besparingen en administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2019 op artikel 000/113-48 et xx/xxx-xx van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/EG/2019/79 en de raming voor de opdracht “aanstelling van een professionele pensioeninstelling voor het financieel, actuarieel en administratief beheer van de aanvullende pensioenregeling die van kracht is ten behoeve van het huidige en toekomstige contractueel personeel van de gemeente en het ocmw Etterbeek”, opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 5.280.000,00 € incl. btw (0% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

Gemeente Etterbeek wordt gemandateerd om de procedure te voeren en in naam van OCW van Etterbeek bij de gunning van de opdracht op te treden.

Artikel 5

In geval van een juridisch geschil omtrent deze overheidsopdracht, is elk deelnemend bestuur mee verantwoordelijk voor alle mogelijke kosten in verhouding tot zijn aandeel in de opdracht.

Artikel 6

Afschrift van deze beslissing wordt bezorgd aan de deelnemende besturen.

Artikel 7

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 8

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 9

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2019 op artikel 000/113-48 en xx/xxx-xx van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

ESPD_request_fr.pdf, Annexe B - Critères d'attribution.xlsx, Bijlage B -

Gunningscriteria.xlsx, BESTEK_Etterbeek_TPORDEG201979.pdf,

CSC_Etterbeek_TPORDEG201979.pdf, avis de marché fr.pdf, ANNEXE A - Formulaire

d'offre.pdf, ESPD_request_nl.pdf, BIJLAGE A -Offerteformulier.pdf, avis de marché

nl.pdf

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

03.06.2019/A/0036 **Extension du système de vidéosurveillance – Désignation de la zone de police 5343**

Montgomery pour intervenir au nom de la Commune d'Etterbeek – Exercice 2019

Le Conseil Communal,

Considérant la volonté des autorités de la Zone de Police 5343 Montgomery de procéder par voie de marché public à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery ;

Considérant que les Communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre sont concernées par ce marché ; que la Commune d'Etterbeek est particulièrement concernée par la fourniture, l'installation et la connexion de caméras de surveillance sur son territoire afin d'accroître la sécurité urbaine ;

Considérant qu'un montant de 115.000,00 € a été inscrit au budget extraordinaire de 2019 ;

Considérant, dès lors, que la part de la charge financière de la Commune d'Etterbeek s'élève à 115.000,00 € TVA comprise (y compris les raccordements) ;

Considérant qu'il est économiquement, administrativement et pratiquement plus intéressant de passer ce marché conjointement avec la Zone de Police 5343 Montgomery et de lui confier la maîtrise de l'ouvrage ;

Vu la loi du 17.06.2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et notamment l'article 2, 36° et l'article 48 qui précisent qu'en cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents, les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

De désigner la Zone de Police 5343 Montgomery pour intervenir au nom de la Commune d'Etterbeek pour l'organisation, l'exécution, l'engagement et l'attribution dudit marché repris sous objet en application des articles 2, 36° et 48 de la loi du 17 juin 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Uitbreiding van het camerabewakingsstelsel – Aanduiding van de politiezone 5343 Montgomery om in naam van de Gemeente Etterbeek op te treden – Dienstjaar 2019

De gemeenteraad

Overwegende dat de autoriteiten van de Politiezone 5343 Montgomery het videobewakingsstelsel in de Politiezone 5343 Montgomery wensen uit te breiden door middel van een overheidsopdracht;

Overwegende dat de Gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe betrokken zijn bij deze overheidsopdracht; dat het wat de Gemeente Etterbeek betreft vooral gaat om de levering, installatie en aansluiting van bewakingscamera's op haar grondgebied om de stadsveiligheid te verhogen;

Overwegende dat een bedrag van € 115.000,00 ingeschreven werd in de buitengewone begroting 2019;

Overwegende dat het aandeel van de gemeente Etterbeek in de financiële last € 115.000,00 inclusief btw bedraagt (inbegrepen de aansluitingen);

Overwegende dat het economisch, administratief en praktisch gezien interessanter is om deze overheidsopdracht te plaatsen samen met de Politiezone 5343 Montgomery en om haar te laten optreden als opdrachtgever;

Gelet op de wet van 17.06.2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, waaronder artikel 2, 36° en artikel 48, dat stelt dat in geval van een samengevoegde opdracht voor rekening van verschillende aanbestedende overheden, de betrokken personen de overheid of entiteit aanduiden die in hun naam zal optreden als aanbestedende overheid;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

De Politiezone 5343 Montgomery aan te duiden om namens de Gemeente Etterbeek in te staan voor de organisatie, de uitvoering, de aanneming en de toekenning van de bovengenoemde overheidsopdracht bij toepassing van artikels 2, 36° en 48 van de wet van 17 juni 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Garage communal - Gemeentelijke garage

03.06.2019/A/0037 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour la Maison d'accueil "Les Trois Pommiers" le jeudi 13 juin 2019 en vue de se rendre au stade Fallon à Woluwé Saint-Lambert, le jeudi 11 juillet 2019 au Cinquantenaire, le mardi 16 juillet au Parc Meudon à Woluwé Saint-Lambert, le mardi 30 juillet 2019 au Parc de Tervuren, les jeudis 8 août et 22 août 2019 au Stade Fallon à Woluwé Saint-Lambert.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la

Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » le jeudi 13 juin 2019 en vue de se rendre au Stade Fallon, le jeudi 11 juillet 2019 au Cinquantaire, le mardi 16 juillet 2019 au Square Meudon, le mardi 30 juillet 2019 au Parc de Tervueren et les jeudis 8 et 22 août 2019 en vue de se rendre au Stade Fallon à Woluwé Saint-Lambert ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

Avenue des Casernes 41
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 8 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers », entre Etterbeek et les Communes de Bruxelles-ville, Woluwé Saint-Lambert et Tervuren.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil « Les Trois pommiers ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n°

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l’Administration Communale d’Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l’Administration Communale d’Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l’Administration Communale d’Etterbeek prendra fin, la Maison d’accueil « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l’état où il l’a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s’engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d’une usure « normale » de la voiture. L’estimation de ces dégâts se déroulera lors de l’état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d’accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l’administration Communale d’Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L’administration Communale d’Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d’accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d’accident ou de dommages, la Maison d’accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir toutes les formalités et d’avertir immédiatement l’Administration Communale d’Etterbeek.

Si l’accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d’accueil « Les Trois Pommiers » ou d’un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d’assurances, ainsi que l’éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l’Administration Communale d’Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d’infraction ou d’accident en dehors du transport prévu à l’article 1

La Maison d’accueil « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d’infraction ou d’accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l’éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l’Administration Communale d’Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan opvanghuis "Les Trois Pommiers" op donderdag 13 juni 2019 om naar stadion Fallon in Sint-Lambrechts-Woluwe te gaan, op donderdag 11 juli 2019 naar het Jubelpark, op dinsdag 16 juli 2019 naar Square Meudon in Sint-Lambrechts-Woluwe, op dinsdag 30 juli 2019 naar het Park van Tervuren, op donderdag 8 augustus en 22 augustus 2019 naar stadion Fallon in Sint-Lambrechts-Woluwe.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat opvanghuis "Les Trois Pommiers" vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) om op donderdag 13 juni 2019 om naar stadion Fallon te gaan, op donderdag 11 juli 2019 naar het Jubelpark, op dinsdag 16 juli naar Square Meudon, op dinsdag 30 juli 2019 naar het park van Tervuren, op donderdag 8 augustus en 22 augustus naar stadion Fallon in Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en opvanghuis "Les Trois Pommiers" goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En opvanghuis "Les Trois Pommiers"

Kazernenlaan 41
1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 8 personen, die deel uitmaken van het publiek van opvanghuis "Les Trois Pommiers", tussen Etterbeek en de gemeenten Brussel-Stad, Sint-Lambrechts-Woluwe en Tervuren. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van opvangcentrum opvanghuis "Les Trois Pommiers".

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De opvanghuis "Les Trois Pommiers" komt tussenbeide als vervoerder voor eigen

rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van opvanghuis “Les Trois Pommiers”

Opvanghuis “Les Trois Pommiers” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal opvanghuis “Les Trois Pommiers” de bus teruggeven in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet opvanghuis “Les Trois Pommiers” aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Opvanghuis “Les Trois Pommiers” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet opvanghuis “Les Trois Pommiers” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van opvanghuis “Les Trois Pommiers” of een van zijn leden dan neemt het het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer

dat voorzien is in artikel 1

Opvanghuis “Les Trois Pommiers” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DES TROIS POMMIERS CONSEIL DU 3 JUIN 2019.pdf

03.06.2019/A/0038 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Maison d'accueil ATOLL le jeudi 8 août 2019 en vue de se rendre au Chalet Robinson à 1000 Bruxelles.- report du 09/05/2019**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil ATOLL le jeudi 8 août 2019 en vue de se rendre au Chalet Robinson à 1000 Bruxelles ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'accueil ATOLL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil ATOLL

Rue de la Grande Haie, 139
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 18 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil ATOLL, entre Etterbeek et (Chalet Robinson Sentier de l'Embarcadère 1) situé à 1000 Bruxelles en date du jeudi 8 août 2019.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil ATOLL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil ATOLL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil ATOLL

La Maison d'accueil ATOLL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin.

La Maison d'accueil ATOLL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil ATOLL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil ATOLL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil ATOLL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het VZW Maison d'accueil ATOLL op donderdag 8 augustus 2019 naar Chalet Robinson in 1000 Brussel te gaan.- uitstel van 09/05/2019

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW ATOLL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) op donderdag 8 augustus 2019 naar Chalet Robinson in 1000 Brussel te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen VZW ATOLL goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en VZW ATOLL

Grotehaag straat 139
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de ter beschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 18 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW ATOLL tussen Etterbeek en (Chalet Robinson – Sentier de l’Embarcadère 1), op donderdag 8 augustus 2019 naar 1000 Brussel te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW ATOLL.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW ATOLL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW ATOLL

De VZW ATOLL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW ATOLL de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW ATOLL aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW ATOLL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW ATOLL de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW ATOLL of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Chalet Robinson - 8aout2019.doc

03.06.2019/A/0039 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Maison d'accueil ATOLL le mercredi 24 juillet 2019 en vue de se rendre au Café-Restaurant de la Forêt à Overijse.- report du 09/05/2019**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la

Maison d'accueil ATOLL le mercredi 24 juillet 2019 en vue de se rendre à Overijse ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'accueil ATOLL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil ATOLL

Rue de la Grande Haie, 139
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 18 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil ATOLL, entre Etterbeek et (Café Restaurant de la Forêt) situé à 3090 Overijse en date du mercredi 24 juillet 2019

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil ATOLL

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil ATOLL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil ATOLL

La Maison d'accueil ATOLL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil ATOLL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil ATOLL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil ATOLL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil ATOLL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

**Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het VZW
Maison d'accueil ATOLL op woensdag 24 juli 2019 naar Café-Restaurant de la**

Forêt in Overijse te gaan.- uitstel van 09/05/2019

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW ATOLL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) op woensdag 24 juli 2019 naar Overijse te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen VZW ATOLL goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

en VZW ATOLL

Grotehaag straat 139

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de ter beschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 18 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW ATOLL tussen Etterbeek en (Café-Restaurant de la Forêt – Brusselsesteenweg 650), op woensdag 24 juli 2019 naar 3090 Overijse te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW ATOLL.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW ATOLL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW ATOLL

De VZW ATOLL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van

gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW ATOLL de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW ATOLL aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW ATOLL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW ATOLL de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW ATOLL of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij

elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RestoForet - 24juillet2019.doc

03.06.2019/A/0040 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Maison d'accueil ATOLL le mercredi 12 juin 2019 en vue de se rendre à Han-sur-Lesse.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil ATOLL le mercredi 12 juin 2019 en vue de se rendre à Han-sur-Lesse ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'accueil ATOLL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil ATOLL

Rue de la Grande Haie, 139

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 25 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil ATOLL, entre Etterbeek et (rue Joseph Lamotte 2) situé à 5580 Han-sur-Lesse en date du mercredi 12 juin 2019

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil ATOLL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil ATOLL intervient comme transporteur pour compte propre dans le

cadre de ce voyage.

L'administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil ATOLL

La Maison d'accueil ATOLL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil ATOLL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil ATOLL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil ATOLL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil ATOLL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat

elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het VZW Maison d'accueil ATOLL op woensdag 12 juni 2019 naar Han-sur-Lesse te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW ATOLL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) op woensdag 12 juni 2019 naar Han-sur-Lesse te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen VZW ATOLL goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

en VZW ATOLL

Grotehaag straat 139

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 25 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW ATOLL tussen Etterbeek en (rue Joseph Lamotte 2), op woensdag 12 juni 2019 naar 5580 Han-sur-Lesse te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW ATOLL.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW ATOLL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW ATOLL

De VZW ATOLL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW ATOLL de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW ATOLL aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW ATOLL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW ATOLL de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW ATOLL of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Han_sur_lesse - 12juin2019.doc

03.06.2019/A/0041 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la BC025 Unité scout d'Etterbeek le samedi 6 juillet 2019 (aller) et le samedi 13 juillet 2019 (retour) en vue de se rendre à BRULY-DE-PESCHE (COUVIN).**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la BC025 Unité scout d'Etterbeek le samedi 6 juillet 2019 (aller) et le samedi 13 juillet 2019 (retour) en vue de se rendre à BRULY-DE-PESCHE (COUVIN) ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la BC 025 Unité scout d'Etterbeek :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et la BC 025 Unité scout d'Etterbeek

Rue du Cornet 51

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de la BC 025 Unité scout d'Etterbeek, entre Etterbeek et BRULY-DE-PESCHE (COUVIN).

Un chauffeur est également mis à disposition de la BC 025 Unité scout d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La BC 025 Unité scout d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la BC 025 Unité scout d'Etterbeek

La BC 025 Unité scout d'Etterbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la BC 025 Unité scout d'Etterbeek devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la BC 025 Unité scout d'Etterbeek est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le

cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La BC 025 Unité scout d'Etterbeek est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la BC 025 Unité scout d'Etterbeek est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la BC 025 Unité scout d'Etterbeek ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La BC 025 Unité scout d'Etterbeek est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan BC025 scoutseenheid van Etterbeek op zaterdag 6 juli 2019 (heenrit) en zaterdag 13 juli 2019 (terugrit) om naar BRULY-DE-PESCHE (COUVIN).

De Gemeenteraad,

Overwegende dat BC025 scoutseenheid van Etterbeek vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 6 juli 2019 (heenrit) en zaterdag 13 juli (terugrit) om naar BRULY-DE-PESCHE (COUVIN) te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en BC025 scoutseenheid van Etterbeek goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en BC025 scoutseenheid van Etterbeek

Hoornstraat 51
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 40 personen, die deel uitmaken van het publiek van BC025 scoutseenheid van Etterbeek, tussen Etterbeek en BRULY-DE-PESCHE (COUVIN).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van BC025 scoutseenheid van Etterbeek

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

BC025 scoutseenheid van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van BC025 scoutseenheid van Etterbeek

BC025 scoutseenheid van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal BC025 scoutseenheid van Etterbeek de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de

plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet BC025 scoutseenheid van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

BC025 scoutseenheid van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet BC025 scoutseenheid van Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van BC025 scoutseenheid van Etterbeek of een van zijn leden dan neemt ATOLL het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

BC025 scoutseenheid van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DELIBERATION SCOUTS JUILLET 2019 VERSION FR.pdf

03.06.2019/A/0042 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Crèche "Nos tout Petits" le jeudi 27 juin 2019 en vue de se rendre au Parc Pairi Daiza.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Crèche « NOS TOUT PETITS » le jeudi 27 juin en vue de se rendre à Pairi Daiza ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Crèche « NOS TOUT PETITS »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et la Crèche « NOS TOUT PETITS »

Rue Antoine Gautier 60
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 8 personnes, faisant partie du public de la Crèche « NOS TOUT PETITS », entre Etterbeek et (PAIRI DAIZA) situé au Domaine de Cambron à 7940 BRUGELETTE en date du jeudi 27 juin 2019.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Crèche « NOS TOUT PETITS ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Crèche « NOS TOUT PETITS » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Crèche « NOS TOUT PETITS »

La Crèche « NOS TOUT PETITS » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Crèche « NOS TOUT PETITS » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Crèche « NOS TOUT PETITS » est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Crèche « NOS TOUT PETITS » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Crèche « NOS TOUT PETITS » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Crèche « NOS TOUT PETITS » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Crèche « NOS TOUT PETITS » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de VZW Creche “NOS TOUT PETITS” op donderdag 27 juni 2019 om naar Pairi Daiza (Paradisio) te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW Creche “NOS TOUT PETITS” gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) op donderdag 27 juni 2019 naar Pairi Daiza te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen VZW Creche “NOS TOUT PETITS” goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en VZW Creche “NOS TOUT PETITS”

Gautierstraat 60
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 8 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW Creche “NOS TOUT PETITS”, tussen Etterbeek en PAIRI DAIZA gelegen Domein de Cambron te 7940 BRUGELETTE op donderdag 27 juni 2019 te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW Creche “NOS TOUT PETITS”.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW Creche “NOS TOUT PETITS” komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW Creche “NOS TOUT PETITS”

De VZW Creche “NOS TOUT PETITS” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de

voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerder uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW Creche “NOS TOUT PETITS” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW Creche “NOS TOUT PETITS” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW Creche “NOS TOUT PETITS” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW Creche “NOS TOUT PETITS” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW Creche “NOS TOUT PETITS” of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

*DEMANDE DE BUS POUR CRECHE NOS TOUT PETITS 27 JUIN 2019 PAIRI
DAIZA.pdf*

03.06.2019/A/0043 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Crèche "NOS TOUT PETITS" le jeudi 27 juin 2019 en vue de se rendre à Pairi Daiza.**

Le point est retiré de l'ordre du jour. (doublon point 42)
29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de VZW Creche "NOS TOUT PETITS" op donderdag 27 juni 2019 naar Pairi Daiza te gaan.

Het punt wordt van de agenda gehaald.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE CRECHE NOS TOUT PETITS 27 JUIN PAIRI DAIZA.pdf

03.06.2019/A/0044 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY le jeudi 4 juillet 2019 en vue de se rendre à KEESEL-LO, le jeudi 11 juillet 2019 en vue de se rendre à DE NEKKER (MECHELEN), le lundi 29 juillet 2019 en vue de se rendre au ZWIN (KNOKKE-HEIST) le lundi 26 août 2019 (aller) et le mercredi 28 août 2019 en vue de se rendre à DE PLOKKER (POPERINGEN).**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY le jeudi 4 juillet 2019 en vue de se rendre à KESSEL-LO, le jeudi 11 juillet 2019 en vue de se rendre DE NEKKER (MECHELEN),

le lundi 29 juillet 2019 en vue de se rendre au Zwin (KNOKKE-HEIST), le lundi 26 août 2019 (aller) et le mercredi 28 août 2019 (retour) en vue de se rendre à De Plokker (POPERINGE) ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY

Rue de Chambéry 24
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 68 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY et, KESSEL-LO située à 3010 KESSEL-LO le jeudi 4 juillet 2019, MECHELEN située à 2800 MECHELEN, KNOKKE-HEIST situé à 8300 KNOKKE-HEIST et POPERINGEN situé à 8978 POPERINGEN
Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW BUURTWERK CHAMBERY op donderdag 4 juli 2019, om naar KESSEL-LO te gaan, op donderdag 11 juli 2019 naar DE NEKKER (MECHELEN), op maandag 29 juli 2019 naar het ZWIN (KNOKKE-HEIST), op maandag 26 augustus 2019 (heenrit^o en op woensdag 28 augustus 2019 (terugrit) naar DE PLOKKER (POPERINGEN)

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw Buurtwerk Chambery vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 4 juli 2019 om naar Kessel-Lo te gaan, op donderdag 11 juli 2019 naar De Nekker (Mechelen), op maandag 29 juli 2019 naar het Zwin (Knokke-Heist), op maandag 26 augustus 2019 (heenrit) en op woensdag 28 augustus 2019 (terugrit) naar De Plokker (Poperinge);

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Buurtwerk Chambery goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En de vzw Buurtwerk Chambery

Chambérystraat 24
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 68 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw Buurtwerk Chambery naar 3010 Kessel-Lo op donderdag 4 juli 2019, naar 2800 Mechelen, naar 8300 Knokke-Heist en naar 8978 Poperingen.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Buurtwerk Chambery.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Buurtwerk Chambery komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Buurtwerk Chambery

De vzw Buurtwerk Chambery verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Buurtwerk Chambery de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Buurtwerk Chambery aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Buurtwerk Chambery moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Buurtwerk Chambery de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Buurtwerk Chambery of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Buurtwerk Chambery is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs

van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE CHAMBERY 3 JUIN 2019.pdf

03.06.2019/A/0045 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre culturel d'Etterbeek durant les mois de juillet 2019 et août 2019.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Centre culturel d'Etterbeek durant les mois de Juillet et Août 2019 ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Centre culturel d'Etterbeek.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et le CENTRE CULTUREL d'Etterbeek

Chaussée de Wavre 366

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 52 personnes
 Un chauffeur est également mis à disposition du Centre culturel d'Etterbeek.

JUILLET 2019

<u>DATE</u>	<u>LIEU DE DEPART</u>	<u>DESTINATIONS</u>	<u>HEURE</u>	<u>NOMBRE D'ENFANTS + ANIMATEURS</u>
2/7/2019	Centre culturel	Sportimonium – chaussée de Tervueren	13 h 00 – 18 h 00	22 +4
3/7/2019	Forte Dei Marmi	Sportimonium – chaussée de Tervueren	13 h 00 – 18 h 00	22+4
5/7/2019	Centre culturel	Le point d'eau - rue Sylvain Guyaux 121 – 7100 La Louvière	9 h 30 – 18 h 00	44 + 8
8/7/2019	Centre culturel	Piscine d'Enghien – Chssée de Soignies 36 – 7850 Enghien	13 h 00 – 18 h 00	22+ 4
9/7/2019	Forte Dei Marmi	Piscine d'Enghien – Chssée de Soignies 36 – 7850 Enghien	13 h 00 – 18 h 00	22+ 4
12/7/2019	Centre culturel	Le PASS – rue de Mons 3 – 7080 Frameries	9 h 30 – 18 h 00	44 + 8
15/7/2019	Centre culturel	Hofstade – Zemst	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
16/7/2019	Forte Dei Marmi	Hofstade – Zemst	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
19/7/2019	Centre culturel	Sortilège – Trassersweg 420 – 1120 Brussel	10 h 00 – 18 h 00	44 + 8
22/7/2019	Centre culturel	Bois des Rêves	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
23/7/2019	Forte Dei Marmi	Bois des Rêves	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
26/7/2019	Centre culturel	La Ferme FOSSELARD – chssée Brunehaut 43 – 7041 Givry	9 h 30 – 18 h 00	44 + 8

AOUT 2019

--

<u>DATES</u>	<u>LIEU DE DEPART</u>	<u>DESTINATIONS</u>	<u>HEURE</u>	<u>NOMBRE D'ENFANTS + ANIMATEURS</u>
2/8/2019	Centre culturel	Walibi	9 h 30 – 18 h 00	44 + 8
5/8/2019	Forte Dei Marmi	Musée Armand Pellegrin – rue du Moulin 14 – 1357 Helécine	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
6/8/2019	Centre culturel	Musée Armand Pellegrin – rue du Moulin 14 – 1357 Helécine	13 h 00 - 18 h 00	22 + 4
9/8/2019	Centre culturel	Le Labyrinthe – Route de Durbuy 89 – 6940 Barvaux-Sur-Ourthe	9 h 30 – 18 h 00	44 + 8
12/8/2019	Centre culturel	Aqualibi	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
13/8/2019	Forte Dei Marmi	Aqualibi	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
16/8/2019	Centre culturel	Sea Life – Alfons Debaeckestraat 12 – 8200 Brugge (Sint Michiels)	9 h 30 – 18 h 00	44 + 8
19/8/2019	Centre culturel	Musée de l'Eau – Allée du Bois des Rêves – 1340 Ottignies-Louvain-Neuve	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
20/8/2019	Forte Dei Marmi	Musée de l'Eau – Allée du Bois des Rêves – 1340 Ottignies-Louvain-La-Neuve	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
23/8/2019	Centre culturel	Natura parc– route de la Plate Taille 99 – 6440 Boussu Lez Walcourt	9 h 30 – 18 h 00	44 + 8
26/8/2019	Centre culturel	Huizingen	13 h 00 – 18 h 00	22 + 4
27/8/2019	Forte Dei Marmi	Huizingen	13 h 00 - 18 h 00	22 + 4

30/8/2019	Centre culturel	Domaine de Palogne – rue de la Bouverie 1 – 4190 Vieuxville	9 h 30 – 18 h 00	44 +8
-----------	-----------------	---	------------------	-------

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel d’Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L’administration Communale d’Etterbeek n’intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre culturel d’Etterbeek

Le Centre culturel d’Etterbeek s’engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l’accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l’Administration communale d’Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l’Administration communale d’Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l’Administration communale d’Etterbeek prendra fin, le Centre culturel d’Etterbeek devra le remettre dans l’état où il l’a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s’engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d’une usure « normale » de la voiture. L’estimation de ces dégâts se déroulera lors de l’état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel d’Etterbeek est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l’Administration communale d’Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L’administration communale d’Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Centre culturel d’Etterbeek est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d’accident ou de dommages, le Centre culturel d’Etterbeek est tenu de remplir toutes les formalités et d’avertir immédiatement l’Administration communale d’Etterbeek.

Si l’accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle du Centre culturel d’Etterbeek ou d’un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la

compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel d'Etterbeek est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Ter beshikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het cultureel centrum van Etterbeek tijdens de maanden juli 2019 en augustus 2019.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het cultureel centrum van Etterbeek vraagt om tijdens de maanden juli en augustus 2019 te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit);

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum van Etterbeek goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En het cultureel centrum van Etterbeek

Waverssesteenweg 366

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 52 personen.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum van Etterbeek.

JULI 2019

<u>DATUM</u>	<u>VERTREK</u>	<u>BESTEMMING</u>	<u>UUR</u>	<u>AANTAL KINDEREN + ANIMATEUREN</u>
2/7/2019	Cultureel centrum	Sportimonium – Tervuursesteenweg	van 13 tot 18 uur	22 + 4
3/7/2019	Forte dei Marmi	Sportimonium – Tervuursesteenweg	van 13 tot 18 uur	22 + 4
5/7/2019	Cultureel centrum	Le point d'eau - rue Sylvain Guyaux 121 – 7100 La Louvière	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8
8/7/2019	Cultureel centrum	Zwembad van Enghien – Chssée de Soignies 36 – 7850 Enghien	van 13 tot 18 uur	22 + 4
9/7/2019	Forte dei Marmi	Zwembad van Enghien – Chssée de Soignies 36 – 7850 Enghien	van 13 tot 18 uur	22 + 4
12/7/2019	Cultureel centrum	Het PASS – rue de Mons 3 – 7080 Frameries	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8
15/7/2019	Cultureel centrum	Hofstade – Zemst	van 13 tot 18 uur	22 + 4
16/7/2019	Forte dei Marmi	Hofstade – Zemst	van 13 tot 18 uur	22 + 4
19/7/2019	Cultureel centrum	Betovering – Trassersweg 420 – 1120 Brussel	van 10 tot 18 uur	44 + 8
22/7/2019	Cultureel centrum	Bois des Rêves	van 13 tot 18 uur	22 + 4
23/7/2019	Forte dei Marmi	Bois des Rêves	van 13 tot 18 uur	22 + 4
26/7/2019	Cultureel centrum	La Ferme FOSSELARD – chssée Brunehaut 43 – 7041 Givry	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8

AUGUSTUS 2019

<u>DATUMS</u>	<u>VERTREK</u>	<u>BESTEMMING</u>	<u>UUR</u>	<u>AANTAL KINDEREN + ANIMATOREN</u>
2/8/2019	Cultureel centrum	Walibi	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8
5/8/2019	Forte dei Marmi	Musée Armand Pellegrin – rue du Moulin 14 – 1357 Helécine	van 13 tot 18 uur	22 + 4
6/8/2019	Cultureel centrum	Musée Armand Pellegrin – rue du Moulin 14 – 1357 Helécine	van 13 tot 18 uur	22 + 4
9/8/2019	Cultureel centrum	Le Labyrinthe – Route de Durbuy 89 – 6940 Barvaux-Sur-Ourthe	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8
12/8/2019	Cultureel centrum	Aqualibi	van 13 tot 18 uur	22 + 4
13/8/2019	Forte dei Marmi	Aqualibi	van 13 tot 18 uur	22 + 4
16/8/2019	Cultureel centrum	Sea Life – Alfons Debaeckestraat 12 – 8200 Brugge (Sint Michiels)	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8
19/8/2019	Cultureel centrum	Musée de l'Eau – Allée du Bois des Rêves – 1340 Ottignies-Louvain-Neuve	van 13 tot 18 uur	22 + 4
20/8/2019	Forte dei Marmi	Musée de l'Eau – Allée du Bois des Rêves – 1340 Ottignies-Louvain-Neuve	van 13 tot 18 uur	22 + 4
23/8/2019	Cultureel centrum	Natura parc – route de la Plate Taille 99 – 6440 Boussu Lez Walcourt	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8
26/8/2019	Cultureel centrum	Huizingen	van 13 tot 18 uur	22 + 4
27/8/2019	Forte dei Marmi	Huizingen	van 13 tot 18 uur	22 + 4

30/8/2019	Cultureel centrum	Domaine de Palogne – rue de la Bouverie 1 – 4190 Vieuxville	van 9.30 tot 18 uur	44 + 8
-----------	-------------------	---	---------------------	--------

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum van Etterbeek

Het cultureel centrum van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het cultureel centrum van Etterbeek de bus teruggeven in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum van Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum van Etterbeek of een van zijn leden dan neemt het centrum het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

ANNXE DEMANDES CENTRE CULTUREL.pdf

Finances - Financiën

03.06.2019/A/0046 **Avenant au contrat visant à promouvoir le développement économique de la Région de Bruxelles Capitale - Ordonnance du 19 juillet 2007**

Le conseil communal,

Vu l'approbation, par le Collège du 29 septembre 2016, à l'introduction de la candidature de la commune d'Etterbeek relative à l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles Capitale et à l'obtention des subventions qui y sont liées ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er :

Le présent avenant est conclu en application de l'article 6 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il vise, dans le cadre de cette ordonnance, à préciser les droits et obligations des parties pour l'année 2019 dans le cadre du contrat du 30/11/2016 visant à promouvoir le développement économique local et régional dénommé ci-après "le contrat"

Les autres dispositions au contrat restent inchangées.

Le présent avenant et le contrat forment l'expression finale et complète du contrat entre les parties.

Article 2 :

L'article 3, ° du contrat est remplacé par ce qui suit : "s'engage à ne pas percevoir de taxe locale sur les établissements d'hébergements touristiques mais à prévoir des centimes additionnels communaux pour les années 2017,2018 et 2019 qui s'élèvent à 4384 centimes sur la taxe régionale sur les établissements d'hébergements touristiques dénommée "City tax" dont la Région de Bruxelles-Capitale assure le service. Sont exclus de ce dispositif les logements meublés occupés par une personne qui y séjourne plus de 90 jours ainsi que les kots "étudiants".

Article 3 :

L'article 5 du contrat est complété par les alinéas suivants :

En 2019

- un montant de 0,00 euros en compensation de la suppression des taxes "informatique et force motrice"
- un montant total de € 643.772,00 en compensation du faible rendement de la fiscalité locale
- un montant total de € 56.134,00 en compensation de la suppression du précompte immobilier relatif au matériel et outillage

Par ailleurs, pour ce qui concerne les additionnels à la "City tax" de l'exercice fiscal 2019 prévus à l'article 4 du contrat, la somme des avances mensuelles (soit un total annuel de € 522.500,00 sera liquidée par la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2019 au bénéfice de la commune :

- moyennant une première tranche relative aux mois échus le mois suivant la réception par la Région des avenants signés par la commune
- moyennant des tranches mensuelles (à raison d'un douzième par mois) ensuite pour les mois de l'année restants
- conformément à l'article 26 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région pour l'année budgétaire 2019, ces montants sont versés sur un compte de transit ouvert au nom de la commune concernée au sein de l'état global de la Région. une convention spécifique à conclure avec les communes concernées définit la gestion du compte de transit ainsi que les modalités de tirage par la commune sur le compte de transit

Article 4 :

Le présent avenant et le contrat dans les droits et obligations qu'il exprime pour l'année 2019 seront considérés comme nuls et nonavenus si un nouveau contrat visant à

associer les communes dans le développement économique et portant sur l'année 2019 venait à être signé au cours de l'année 2019

DECIDE

D'approuver l'avenant au contrat (en annexe) visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles Capitale .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - ordonnantie van 19 juli 2007

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring door het college van 29 september 2016 van de indiening van de kandidatuur van de gemeente Etterbeek betreffende de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de subsidies te krijgen die daarmee samenhangen;

Artikel 1 :

Dit aanhangsel wordt gesloten in toepassing van artikel 6 van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels hoofdstedelijk gewest.

Het heeft tot doel om in het kader van deze ordonnantie voor 2019 de rechten en verplichtingen van de partijen te verduidelijken die zijn verbonden aan het contract van 30/11/16 ter bevordering van de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling hierna "het contract" genoemd

De overige bepalingen van het contract blijven ongewijzigd.

Dit hangsel en het contract gelden als finale en volledige uitdrukking van het contract tussen de partijen.

Artikel 2 :

Artikel 3, 4° van het contract wordt vervangen door hetgeen volgt : "verbind zich ertoe geen lokale belasting te heffen op toeristische logies maar te voorzien in gemeentelijke opcentiemen voor de jaren 2017, 2018 en 2019 ten belope van 4384 centiemen op de gewestbelasting op toeristische logies, "City tax" genoemd waarvan het Brussels hoofdstedelijk gewest de dienst verzekert. Uitgesloten van deze voorziening zijn gemeubelde woningen die bewoond worden door een persoon die hier meer van 90 dagen verblijft, alsook "studenkoten"

Artikel 3 :

Artikel 5 van het decreet wordt aangevuld met de volgende leden :

In 2019

- een totaal bedrag van 0,00 euro als compensatie voor de afschaffing van de belastingen op "informatica en drijfkracht";
- een totaal bedrag van € 643.772,00 als compensatie voor het lage rendement van plaatselijke fiscaliteit
- en totaal bedrag van € 56.134,00 als compensatie voor de afschaffing van de

onroerende voorheffing voor materieel en outillage

Daarboven dient voor wat betreft de opcentiemen op de "City Tax" van het aanslagjaar 2019 voorzien op artikel 4 van het contract de som van de maandelijkse voorschotten (hetzij een jaartotaal van € 522.500,00) door het Gewest verrekend voor het begrotingsjaar 2019 ten gunste van de gemeente.

- middels een eerste schif voor de verstreken maanden in de maand die volgt op de ontvangst door het Gewest van de door de gemeente ondertekende aanhangsels
- en vervolgens middels maandelijkse schijven (ten belope van een twaalfde per maand) voor de overblijvende maanden van het jaar
- overeenkomstig artikel 26 van de ordonnantie houdende de algemene uitgavenbegroting van het Gewest voor het begrotingsjaar 2019 worden deze bedragen gestort op een transitrekening geopend op naam van de begroten gemeente binnen de globale staat van het Gewest. Een specifieke, met de gemeenten te sluiten overeenkomst omschrijft het "beheer" van de transitrekening en de trekkingsregels voor de gemeente op de transitrekening

Artikel 4 :

Dit aanhangsel en het contract in de rechten en plichten die het tot uitdrukking brengt voor het jaar 2019 dienen aanzien te worden als van nul en gender waarde indien in de loop van 2019 tussen het Gewest en de gemeenten een nieuw contract zou worden gesloten dat beoogt de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Gewest.

BESLIST

goedkeuring te geven voor de ondertekening door de gemeente Etterbeek van een overeenkomst (in bijlage) die tot doel heeft de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
20190513073320844.pdf, 20190513073329677.pdf

03.06.2019/A/0047 **Convention relative aux missions d'intérêt général entre les hôpitaux IRIS Sud (HIS) et la commune d'Etterbeek - année 2019**

Le conseil communal,

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 § 4 et les Chapitre XII et XIIbis ;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faïtière ;

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Vu le Plan stratégique 2015-2018 des hôpitaux publics et universitaires bruxellois, approuvé le 28 janvier 2015 par le Conseil d'Administration d'Iris ;

Vu que la présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2015-2018 ;

Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

DECIDE

d'approuver la convention entre les hôpitaux Iris Sud et la commune d'Etterbeek.

Convention relative aux missions d'intérêt général du réseau iris – année 2019

La Commune d'Etterbeek représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Madame Annick Petit, Secrétaire communale f.f., ci-après dénommée la « Commune » ,

et

Les « Hôpitaux IRIS Sud » (HIS), Association de droit public créée en vertu du chapitre XII de la loi du 7 juillet 1976 organique des CPAS représentée par Monsieur Isidore Halberthal, Président, et Madame Catherine Goldberg, Directrice générale, ci-après dénommés « HIS ».

En présence de :

L'Interhospitalière Régionale des Infrastructures de Soins, Association de droit public créée en vertu du chapitre XII de la loi du 7 juillet 1976 organique des CPAS, représentée par Renaud Witmeur, Président, et Etienne Wéry, Administrateur délégué, ci-après dénommée « iris-Faïtière ».

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

Vu la Décision de la Commission du 5 juillet 2016 concernant l'Aide d'Etat SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) mise à exécution par la Belgique relative au Financement des hôpitaux publics IRIS en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 § 4 et les Chapitre XII et XIIbis ;

Vu l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faîtière qui prévoit que celle-ci est chargée d'établir les critères relatifs à l'octroi des subventions pour financer les missions à caractère public des associations hospitalières locales et la répartition de cette subvention, conformément à l'ordonnance du treize février deux mille trois portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles Capitale, établis par le Comité stratégique ;

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Vu le Plan stratégique 2015-2018 des hôpitaux publics et universitaires bruxellois, approuvé le 28 janvier 2015 par le Conseil d'Administration d'iris-Faîtière ;

Vu que la présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2015-2018 ;

Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Nature des obligations

La Commune, ainsi que les Communes de Anderlecht, Ixelles et Saint-Gilles, sont des membres associés de HIS afin d'assurer la cohésion sociale. Aussi elle a confié à HIS dont elle est associée des missions d'intérêt général visant notamment et précisément à maintenir un service public hospitalier de qualité qui consistent notamment en :

- La participation à la politique de santé publique et à la stratégie commune du réseau hospitalier public bruxellois sous la direction générale et la tutelle d'iris-Faîtière, incluant notamment la garantie et la pérennité d'une offre hospitalière diversifiée et de proximité et le maintien d'un statut public des institutions et du personnel ;

- L'accueil en tout temps et la prise en charge de tous les patients qui requièrent des soins hospitaliers quelles que soient leurs conditions sociales et leurs situations administratives, quelles que soient leurs pathologies, aussi lourdes et chroniques soient-elles, y compris l'accompagnement en fin de vie ;
- La mission déléguée des CPAS de l'aide médicale spécialisée aux personnes qui bénéficient de l'aide sociale des CPAS ou qui font appel à eux, ainsi qu'aux personnes en situation illégale, aux candidats réfugiés et aux personnes sans domicile, en ce compris l'assistance aux patients indigents pour l'obtention du remboursement des soins par tout tiers habilité.

Article 2. Charges liées aux obligations

Ces missions de service public spécifiques confiées à HIS entraînent les coûts suivants faisant l'objet de la compensation visée à l'article 3 :

- Les charges liées aux incidences des décisions de la Région de Bruxelles-Capitale d'ajouter et d'actualiser le chapitre XIIbis de la loi organique des CPAS ;
- Les charges liées aux incidences des décisions des Communes-mères de maintenir une offre multi-sites d'activités d'hospitalisation sur de nombreux sites plutôt que de les concentrer sur un nombre restreint de sites ;
- Les charges liées à l'obligation de maintenir le statut public du personnel des hôpitaux ;
- Les charges liées à l'obligation d'accessibilité sans discrimination de tous les patients nécessitant des soins hospitaliers
- Les charges liées à la mission déléguée par certains CPAS bruxellois qui reprennent le coût supplémentaire des procédures avec les CPAS.

Pour décrire précisément et de manière homogène les modalités de calcul des charges liées à ces obligations, l'association iris-Faîtière établit une circulaire approuvée par la Commune selon la procédure visée à l'article 4 de la présente Convention. Cette circulaire adressée à HIS et jointe en annexe à la présente.

Article 3. Compensation

Sans préjudice de l'article 46 des statuts de HIS, en fonction de ses crédits budgétaires et dans la limite des moyens disponibles, la Commune octroie à HIS une compensation financière qui ne dépassera pas le montant de 755.000 euros et destinée à couvrir les charges décrites à l'article 2 ci-dessus.

Cette compensation, cumulée à celles versées par les trois autres Communes, ne peut dépasser 100% des charges de missions d'intérêt général de HIS pour la même année ; l'excédent éventuel doit être remboursé à chacune des quatre Communes, selon la proportion des versements de compensation de chacune d'entre elles pour la même année.

La compensation sera versée dès que les moyens financiers seront disponibles et au plus tard à la fin de l'année civile qui suit l'année pour laquelle la compensation est octroyée

Article 4. Contrôle

Au sein du Conseil d'administration d'iris-Faïtière, la Commune approuve la circulaire adoptée relative aux modalités d'application de la convention et, notamment, aux modalités de calcul des charges de mission d'intérêt général. A défaut, elle établit avec les trois autres Communes de manière autonome quels sont les éléments financiers à prendre en considération pour déterminer les coûts raisonnables correspondant à des charges réelles non subventionnées par un autre pouvoir public telles que décrites à l'article 2. Dans ce dernier cas, l'inventaire de ces éléments financiers est communiqué par les quatre Communes à HIS.

Dans les six mois qui suivent la fin de l'année, HIS établit le décompte des charges de mission d'intérêt général, qui sont inscrites dans les comptes de HIS pour l'exercice clôturé. Ce décompte fera l'objet d'un rapport spécial attesté par le Réviseur d'entreprise de l'hôpital public. L'ensemble est transmis à l'association faïtière iris pour le 15 juillet au plus tard.

Le conseil communal de la Commune désigne les agents de ses services chargés du contrôle des hôpitaux chargés des missions décrites dans la présente convention. HIS garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

À la demande des agents désignés par le conseil communal, HIS présente tous les justificatifs nécessaires pour les frais généraux d'exploitation et pour les autres frais relatifs aux missions et charges visées à l'article 2.

Au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'octroi de la compensation financière accordée en vertu de l'article 3 ci-dessus, sur base du rapport spécial établissant les décomptes des charges liées aux missions d'intérêt général, l'association iris-Faïtière établit un rapport comparatif de la compensation versée en application de l'article 3 ci-dessus et des charges décrites à l'article 2. Ce rapport est transmis à la Commune.

Article 5. Remboursement

S'il ressort du contrôle effectué conformément à l'article 4 que la compensation perçue par HIS dépasse les charges décrites à l'article 2, la Commune adoptera une décision à l'égard de HIS lui imposant de rembourser la partie de la compensation non justifiée dans les trois mois de sa décision en application de l'article 46 des statuts de HIS.

Article 6. Litige

Tout litige entre les parties afférent à la présente convention est soumis à conciliation. La demande de conciliation est adressée par lettre recommandée au Président du conseil d'administration d'iris- Faïtière, dans les sept jours de la décision contestée.

L'introduction de la demande de conciliation suspend l'exécution de la décision contestée. Le président convoque sans délai le Comité stratégique. Celui-ci se réunit dans le mois et propose, endéans le même délai, au conseil d'administration, une résolution au conflit. Lors de sa plus prochaine réunion, le Conseil d'administration statue sur la demande de conciliation introduite à la majorité prévue à l'article 33 des statuts d'iris-Faïtière.

À défaut d'accord ou en cas de désaccord de la Commune ou de HIS, le litige est porté devant les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 7. Entrée en vigueur et durée

La présente convention prend ses effets à la date de la signature par les parties. Elle est conclue pour une durée de un an courant du 1er janvier au 31 décembre 2019. Toute prorogation doit faire l'objet d'une nouvelle convention.

Fait à Bruxelles, le

Chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de opdrachten van algemeen nut tussen de Iris ziekenhuizen Zuid (IZZ) en de gemeente Etterbeek - jaar 2019

De gemeenteraad,

gelet op het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108 ;

gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het verdrag over de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensatie van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen ;

gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang ;

gelet op de organieke wet van 8 juli 1975 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis ;

gelet op de statuten van de koepelvereniging iris ;

gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ ;

gelet op het Strategisch Plan 2015-2018 voor de Brusselse openbare en universitaire ziekenhuizen, goedgekeurd op 28 januari 2015 door de Raad van Bestuur van iris ;

gelet huidige overeenkomst past in de uitvoering van het Strategisch Plan 2015-2018 ;

gelet de compensatie bedoeld in artikel 3 van huidige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ ;

BESLIST

de tekst van de overeenkomst tussen de ziekenhuizen IZZ en de gemeente Etterbeek goed te keuren.

Overeenkomst betreffende de opdrachten van algemeen nut van het irisnet - jaar

2019

Tussen

De gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door De heer Vincent De Wolf, Burgemeester, en Mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris wvd, hierna vermeld als de « Gemeente »,

en

De « Iris Ziekenhuizen Zuid » (IZZ), Publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 7 juli 1976 betreffende de OCMW's, vertegenwoordigd door De heer Isidore Halberthal, Voorzitter, en Mevrouw Catherine Goldberg, Algemeen directrice, hierna vermeld als « IZZ ».

In aanwezigheid van:

De Interhospitalenkoepel van de Regio voor Infrastructurele Samenwerking, Publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 7 juli 1976 betreffende de OCMW's, vertegenwoordigd door Renaud Witmeur, Voorzitter en door de heer Etienne Wéry, Afgevaardigd bestuurder, hierna vermeld als « iris-Koepel ».

Gelet op het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensaties van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

Gelet op het Besluit van de Commissie van 5 juli 2016 betreffende Steunmaatregel SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) die door België ten uitvoer is gelegd inzake de Overheidsfinanciering van de Brusselse openbare ziekenhuizen van het IRIS-netwerk;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de iris-Koepelvereniging, waarin bepaald wordt dat deze belast is met het vaststellen van de criteria voor de toekenning en de verdeling van de subsidies om de openbare taken van de plaatselijke ziekenhuisverenigingen te financieren, overeenkomstig de ordonnantie van dertien februari tweeduizend en drie houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest, opgesteld door het Strategisch comité;

Gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

Gelet op het Strategisch Plan 2015-2018 voor de Brusselse openbare en universitaire ziekenhuizen, goedgekeurd op 28 januari 2015 door de Raad van bestuur van de Iris-Koepel;

Overwegende dat de onderhavige overeenkomst past in de uitvoering van het Strategisch Plan 2015-2018;

Overwegende dat de compensatie bedoeld in artikel 3 van onderhavige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ.

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Aard van de plichten

De Gemeente, evenals de gemeenten Anderlecht, Elsene en Sint-Gillis zijn deelgenoten van IZZ met het oog op de maatschappelijke samenhang. Daarom heeft zij aan IZZ waarvan zij deelgenoot is, opdrachten van algemeen nut toevertrouwd die onder meer en precies beogen een kwalitatieve ziekenhuisdienst te handhaven en inzonderheid bestaan uit:

- De bijdrage aan het volksgezondheidsbeleid en aan de gemeenschappelijke strategie van het openbaar Brussels ziekenhuizenet onder de algemene directie en het toezicht van de Iris- Koepel, wat ook de waarborg en de bestendigheid inhoudt van een gediversifieerd en plaatselijk ziekenhuisaanbod en de instandhouding van het openbare statuut van de instellingen en het personeel;
- De gewaarborgde opvang en de opname van alle patiënten die verpleging nodig hebben, ongeacht hun sociale en administratieve toestand, ongeacht hun aandoeningen, ook indien deze zwaar en chronisch blijken, met inbegrip van levenseindebegeleiding;
- De gedelegeerde opdracht van de OCMW's voor gespecialiseerde geneeskundige hulp aan personen die op hen een beroep doen, aan personen die illegaal in het land verblijven, aan kandidaat-vluchtelingen en aan daklozen, met inbegrip van de bijstand aan behoeftige patiënten voor het verkrijgen van terugbetaling van de zorgen door een gemachtigde derde;

Artikel 2. Lasten verbonden aan de plichten

Deze specifieke opdrachten van openbare dienst toevertrouwd aan IZZ brengen de volgende kosten mee, die gecompenseerd worden zoals bedoeld in artikel 3:

- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het hoofdstuk XIIbis van de organieke wet betreffende de OCMW's toe te voegen en bij te werken;
- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door de voogdigemeenten om een activiteitenaanbod van hospitalisatie te behouden op meerdere campussen, in plaats van ze te concentreren op een beperkt aantal vestigingen;
- De lasten verbonden aan de verplichting om het openbare statuut van de

instellingen en het personeel in stand te houden;

- De lasten verbonden aan de verplichting om de toegang zonder discriminatie te verzekeren voor alle patiënten die nood hebben aan ziekenhuiszorgen.
- De lasten verbonden aan de door bepaalde Brusselse OCMW's gedelegeerde opdracht, die de extra kost omvatten van de procedures met de OCMW's.

Om de berekeningsmodaliteiten van deze lasten precies en gelijkmatig te beschrijven, heeft de iris- Koepel een omzendbrief opgesteld die goedgekeurd werd door de Gemeente volgens de procedure waarvan sprake in artikel 4 van onderhavige overeenkomst. De aan IZZ gerichte omzendbrief bevindt zich in bijlage van deze overeenkomst.

Artikel 3. Compensatie

Onverminderd artikel 46 van de statuten van IZZ, in functie van haar begrotingskredieten en binnen de perken van de beschikbare financiële middelen, kent de Gemeente aan IZZ een financiële compensatie toe die het bedrag van 755.000 euro niet zal overschrijden en bestemd is om de in artikel 2 hierboven omschreven kosten te dekken.

Deze compensatie die samengevoegd wordt bij deze overgemaakt door de drie andere Gemeenten, mag niet meer bedragen dan 100% van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut van IZZ voor hetzelfde jaar; het eventuele overschot dient terugbetaald te worden aan elk van de vier Gemeenten, in verhouding tot de uitbetaalde compensaties door elk van hen voor datzelfde jaar.

De compensatie wordt uitbetaald van zodra de financiële middelen beschikbaar zijn en ten laatste op het einde van het burgerlijk jaar volgend op dat waarvoor de compensatie is toegekend.

Artikel 4. Controle

Binnen de Raad van bestuur van de iris-Koepel, verleent de Gemeente goedkeuring aan de aangenomen omzendbrief met betrekking tot de uitvoeringsbepalingen en met name, de berekeningsmodaliteiten van de lasten verbonden aan de opdracht van algemeen nut. Zo niet, zal ze samen met de drie andere Gemeenten op autonome wijze vaststellen welke financiële elementen in overweging moeten worden genomen om te bepalen welke redelijke kosten overeenstemmen met de reële kosten die niet worden gesubsidieerd door een andere overheid zoals omschreven in artikel

2. In dit laatste geval, wordt de inventaris van deze financiële elementen door de vier Gemeenten meegedeeld aan IZZ.

Binnen de zes maanden volgend op het einde van het jaar, stelt IZZ een afrekening op van de kosten voor opdrachten van algemeen nut die staan ingeschreven in hun rekeningen voor het afgesloten dienstjaar. Deze afrekening wordt vervat in een bijzonder verslag bekrachtigd door de Bedrijfsrevisor van het openbaar ziekenhuis. Het geheel wordt overgemaakt aan de iris-Koepel uiterlijk tegen 15 juli.

De gemeenteraad van de Gemeente stelt de personeelsleden van zijn diensten aan, die belast worden met het toezicht op de ziekenhuizen die de opdrachten uitvoeren die in deze overeenkomst staan omschreven. IZZ waarborgt deze personeelsleden toegang tot hun lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten in te zien die

noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.

Op verzoek van de personeelsleden aangesteld door de gemeenteraad, legt IZZ alle noodzakelijke verantwoordingsstukken voor met betrekking tot de algemene exploitatiekosten en de andere onkosten betreffende de opdrachten en lasten bedoeld in artikel 2.

Ten laatste op 30 september van het jaar dat volgt op de toekenning van de krachtens artikel 3 hierboven toegekende compensatie, stelt de iris-Koepelvereniging op grond van het bijzonder verslag waarin de eindafrekeningen van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut worden vastgesteld, een vergelijkend verslag op van de compensatie gestort in toepassing van het voormelde artikel 3 en van de kosten omschreven in artikel 2. Dit verslag wordt toegestuurd aan de Gemeente.

Artikel 5. Terugbetaling

Als uit de controle uitgeoefend overeenkomstig artikel 4 blijkt dat de compensatie ontvangen door IZZ de kosten overschrijdt die omschreven zijn in artikel 2, zal de Gemeente een beslissing treffen waarbij aan IZZ wordt opgelegd om het niet verantwoorde deel van de compensatie terug te betalen binnen drie maanden na haar beslissing, in toepassing van artikel 46 van de statuten van IZZ.

Artikel 6. Geschillen

Elk geschil tussen partijen met betrekking tot de onderhavige overeenkomst wordt onderworpen aan bemiddeling. Het verzoek tot bemiddeling zal gericht worden via aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de Raad van bestuur van de iris-Koepel, binnen de zeven dagen volgend op de betwiste beslissing.

Het indienen van het verzoek tot bemiddeling schort de uitvoering op van de betwiste beslissing. De voorzitter roept het Strategisch Comité onmiddellijk bijeen. Het Comité vergadert binnen de maand en stelt binnen diezelfde termijn aan de Raad van bestuur een oplossing voor het geschil voor. De Raad van bestuur spreekt zich op zijn eerstvolgende vergadering met een meerderheid uit over het ingediende verzoek tot bemiddeling, zoals bepaald in artikel 33 van de statuten van de iris-Koepel.

Indien een akkoord uitblijft of in geval van onenigheid van de Gemeente of IZZ, wordt het geschil voor de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel beslecht.

Artikel 7. Inwerkingtreding en duur

Deze overeenkomst heeft uitwerking op de datum van de ondertekening door de partijen. Ze wordt gesloten voor de duur van een jaar lopende van 1 januari tot 31 december 2019. Voor elke verlenging dient een nieuwe overeenkomst gesloten te worden.

Gedaan te Brussel op

Elk der partijen verklaart één exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0048 **Intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans les charges 2019 des missions d'intérêt communal des hôpitaux publics bruxellois**

Le conseil communal,

Attendu que par décision du 4 avril 2019 le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de verser à la commune d'Etterbeek une subvention spéciale afin de remplir une mission d'intérêt communal des hôpitaux publics bruxellois;

Attendu qu'un montant de € 755.000,00 a été attribué à notre commune par le même arrêté;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

Attendu que les montants doivent être inscrits à notre budget avant le 31 décembre 2019 pour permettre l'engagement et le versement de ces montants à l'Hôpital Iris-Sud et que cette décision vaut modification budgétaire;

DECIDE

Article 1 :

d'approuver la convention du 8 mai 2019 avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

Article 2 :

les montants seront imputés comme suit :

au service ordinaire :

- recettes ordinaires de transfert – article 872/465-48: « Autres contributions spécifiques de l'autorité supérieure » : € 755.000,00

- dépenses ordinaires de transfert – article 872/435-01 : « Contributions dans les charges spécifiques de fonctionnement des autres pouvoirs publics » : € 755.000,00.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Tussenkost van Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de lasten over 2019 van de missies van gemeentelijk belang van de brusselse openbare ziekenhuizen

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 4 april 2019 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest houdende toekenning van een bijzondere subsidie aan de Gemeente Etterbeek ter vervulling van een opdracht van gemeentelijk belang van de Brusselse openbare ziekenhuizen;

overwegende dat in hetzelfde besluit een bedrag van € 755.000,00 werd toegekend aan onze gemeente;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

Overwegende dat de bedragen voor 31 december 2019 in onze begroting moeten worden ingeschreven om de aanrekening en de storting van deze bedragen aan het Ziekenhuis Iris-zuid mogelijk te maken en dat deze beslissing als begrotingswijziging telt;

BESLIST

Artikel 1:

de tekst van de overeenkomst van 8 mei 2019 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

Artikel 2:

de bedragen worden als volgt ingeschreven:

op de gewone dienst:

- gewone ontvangsten Overdrachten – artikel 872/465-48 “Andere specifieke subsidies van de hogere overheden”: € 755.000,00
- gewone uitgaven Overdrachten – artikel 872/435-01 “Bijdrage in de werkingskosten gedragen door andere overheidsinstellingen”: € 755.000,00.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
20190517142301945.pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

03.06.2019/A/0049 **a.s.b.l Wijkhuis Chambéry- Compte 2018- Prise d'acte**

Le Conseil communal,

Considérant que "l'asbl Maison de quartier Chambéry" nous a transmis le compte 2018 en date du 15 mai 2019;

Considérant qu'un montant de 12.500€ y est repris à titre de subside communal;

Considérant que ce compte se clôture avec un boni de 51.104,13€;

PREND ACTE

du compte 2018 de "l'a.s.b.l. Maison de quartier Chambéry".

Le Conseil prend acte.

29 votants : 29 votes positifs.

Vzw Wijkhuis Chambéry- Rekening 2018- Akteneming

De gemeenteraad,

Overwegende dat de "vzw Wijkhuis Chambéry" ons de rekening 2018 op 15 mei 2019 heeft overgemaakt;

Overwegende dat hierin een bedrag van 12.500€ is opgenomen als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een winst van 51.104,13 €;

NEEMT AKTE

van de rekening 2018 van de "vzw Wijkhuis Chambéry".

De raad neemt akte.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Verslag AV Chambery .pdf, Balans-en-resultatenrekening-2018.pdf

03.06.2019/A/0050 a.s.b.l. Wijkhuis Chambéry- Budget 2019- Prise d'acte

Le Conseil communal,

Considérant que "l'asbl Maison de quartier Chambéry" nous a transmis le budget 2019 en date du 15 mai 2019;

Considérant que le budget communal 2019 prévoit un subsidie de 12.500€ (budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 22 avril 2019);

PREND ACTE

du budget 2019 de " l'asbl Maison de quartier Chambéry".

Le Conseil prend acte.

29 votants : 29 votes positifs.

Vzw Wijkhuis Chambéry- Begroting 2019- Akteneming

De gemeenteraad,

Overwegende dat de "vzw Wijkhuis Chambéry" ons de begroting 2019 op 15 mei 2019 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de gemeentelijke begroting 2019 een tussenkomst van 12.500€ voorziet (begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 22 april 2019);

NEEMT AKTE

van de begroting 2019 van de "vzw Wijkhuis Chambéry".

De raad neemt akte.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Verslag AV Chambery .pdf, Begroting 2019.pdf

03.06.2019/A/0051 Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- Compte 2018- Prise d'acte

Le conseil communal,

Considérant que la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" nous a transmis le compte 2018 en date du 30 avril 2019;

Considérant qu'un montant de 30.500€ y est repris à titre de subside communal;

Considérant que ce compte est clôturé avec un boni de 1.897,37€;

PREND ACTE

du compte 2018 de la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

Le Conseil prend acte.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- Rekening 2018- Akteneming

De gemeenteraad,

overwegende dat de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek ons de rekening 2018 op datum van 30 april 2019 heeft overgemaakt;

overwegende dat hierin een bedrag van 30.500€ is opgenomen als gemeentelijke subsidie;

overwegende dat deze rekening sluit met een overschot van 1.897,37€

NEEMT AKTE

van de rekening 2018 van de "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

De raad neemt akte.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Financieel verslag BIB.pdf, Verslag BIB.pdf, Rekening 2018 bib.pdf

03.06.2019/A/0052 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- Budget 2019- Prise d'acte**

Le Conseil communal,

Considérant que la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" nous a transmis le budget 2019 en date du 30 avril 2019;

Considérant que le budget 2019 de la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" prévoit un subside communal de 30.500€ (budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 22 mai 2019);

PREND ACTE

du budget 2019 de la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

Le Conseil prend acte.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- Begroting 2019- Akteneming

De gemeenteraad,

overwegende dat de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek ons de begroting 2019 op datum van 30 april 2019 heeft overgemaakt;

overwegende dat de begroting 2019 van de "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" een gemeentelijke subsidie van 30.500€ voorziet (begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest op 22 mei 2019);

NEEMT AKTE

van de begroting 2019 van de "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

De raad neemt akte.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Begroting 2019 BIB.pdf, Financieel verslag BIB.pdf, Verslag BIB.pdf

03.06.2019/A/0053 **Composition du conseil de l'a.s.b.l. Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek**

Le conseil communal,

Considérant que les statuts de l'asbl « Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek » ont été révisés par le conseil communal le 18 décembre 2006;

Considérant que l'article 6 de ces statuts exige la reconstitution du conseil de la bibliothèque après les élections communales ;

Considérant que lors de la séance de l'assemblée générale du 24 avril 2019, les nouveaux membres ont été proposés et élus à l'unanimité et la répartition des fonctions a été définie et votée ;

Considérant que la liste d'utilisateurs et d'experts suivante a été proposée :

- Président : Reginald Carpentier, Etterbeek
- Vice-présidente : Katrien Van Cleemput, Etterbeek
- Trésorier : Pieter Demeester, Etterbeek
- Secrétaire : Sylvie Walraevens, Etterbeek
- Administratrice : Anne Van Casteren, Etterbeek
- Administratrice : Myriam Cherroud, Etterbeek
- Administratrice : Najima Bekrini, Etterbeek
- Administratrice : Gaelle Claeys, Schaarbeek
- Administratrice : Christine Willemen, Etterbeek
- Administrateur : François de Hemptinne, Uccle

Considérant que la composition du conseil de la bibliothèque fait partie des statuts de l'asbl « Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek » ;

DECIDE

d'approuver la nouvelle composition de l'asbl « Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek » et d'en adapter les statuts.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

- Président : Reginald Carpentier : 26 oui - 3 abstentions
- Vice-présidente : Katrien Van Cleemput : 26 oui - 3 abstentions
- Trésorier : Pieter Demeester : 26 oui - 3 abstentions
- Secrétaire : Sylvie Walraevens : 26 oui - 3 abstentions
- Administratrice : Anne Van Casteren : 26 oui - 3 abstentions

- Administratrice : Myriam Cherroud : 26 oui - 3 abstentions
 - Administratrice : Najima Bekrini : 26 oui - 3 abstentions
 - Administratrice : Gaele Claeys : 26 oui - 3 abstentions
 - Administratrice : Christine Willemen : 26 oui - 3 abstentions
 - Administrateur : François de Hemptinne : 26 oui - 3 abstentions
-

Samenstelling van de raad van de vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek

De gemeenteraad,

Overwegende dat de statuten van de vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek laatst werden herzien door de gemeenteraad van 18 december 2006;

Overwegende dat in artikel 6 van deze statuten de hersamenstelling van de bibliotheekraad voorzien wordt na de gemeenteraadsverkiezingen;

Overwegende dat tijdens de algemene vergadering van 24 april 2019 de nieuwe leden werden voorgedragen en eenparig verkozen en de verdeling van functies werd vastgelegd en gestemd;

Overwegende dat volgende lijst van gebruikers en experts wordt voorgedragen:

- Voorzitter: Reginald Carpentier, Etterbeek
- Ondervoorzitter: Katrien Van Cleemput, Etterbeek
- Penningmeester: Pieter Demeester, Etterbeek
- Secretaris: Sylvie Walraevens, Etterbeek
- raadslid: Anne Van Casteren, Etterbeek
- raadslid: Myriam Cherroud, Etterbeek
- raadslid: Najima Bekrini, Etterbeek
- raadslid: Gaele Claeys, Schaarbeek
- raadslid: Christine Willemen, Etterbeek
- raadslid: François de Hemptinne, Ukkel

Overwegende dat de samenstelling van de bibraad deel uitmaakt van de statuten van de vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek;

BESLIST

De hersamenstelling van de vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek goed te keuren en de statuten aldus aan te passen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

- Voorzitter: Reginald Carpentier : 26 ja - 3 onthoudingen
- Ondervoorzitter: Katrien Van Cleemput : 26 ja - 3 onthoudingen
- Penningmeester: Pieter Demeester : 26 ja - 3 onthoudingen
- Secretaris: Sylvie Walraevens : 26 ja - 3 onthoudingen
- raadslid: Anne Van Casteren : 26 ja - 3 onthoudingen
- raadslid: Myriam Cherroud : 26 ja - 3 onthoudingen

- raadslid: Najima Bekrini : 26 ja - 3 onthoudingen
- raadslid: Gaelle Claeys : 26 ja - 3 onthoudingen
- raadslid: Christine Willemen : 26 ja - 3 onthoudingen
- raadslid: François de Hemptinne : 26 ja - 3 onthoudingen

2 annexes / 2 bijlagen
ledenlijst bib 2019.pdf, Verslag BIB.pdf

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

03.06.2019/A/0054 Culte Protestant - Eglise Anglicane Unifiée - Compte 2018

Le Conseil communal,

Attendu que la Commune d'Ixelles nous a transmis le compte 2018 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée en date du 07/05/2019 dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document arrêté par le Conseil de Fabrique se présente comme suit ;

RECETTES

Ordinaires	201.075,43 €
extraordinaires	23.037,37 €
TOTAL	224.112,80 €

DEPENSES

relatives au culte	41.961,80 €
Ordinaires	121.023,04 €
extraordinaires	64,00 €
TOTAL	163.048,84 €

SOIT AVEC UN BONI DE 61.063,96 €

Attendu cependant que certains crédits budgétaires en dépenses ont été dépassés sans qu'une modification budgétaire ait été introduite en cours d'année par l'autorité fabricienne ;

Attendu que le compte se clôture par un excédent en recettes ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255 9° de la loi communale.

DECIDE :

d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité supérieure du compte 2018 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Protestantse Erendienst - Verenigde Anglikaanse Kerk - Rekening 2018

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeente van Elsene ons de rekening 2018 van de Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity" op 07/05/2019, waarvan de gebiedsomschrijving gedeeltelijk op het grondgebied van onze gemeente ligt, heeft toegestuurd ;

ONTVANGSTEN

gewone	201.075,43 €
buitengewone	23.037,37 €
TOTAAL	224.112,80 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	41.961,80 €
gewone	121.023,04 €
buitengewone	64,00 €
TOTAAL	163.048,84 €

HETZIJ MET EEN OVERSCHOT 61.063,96€
VAN

Overwegende niettemin dat sommige begrotingskredieten werden overschreden zonder dat een begrotingswijziging in de loop van het jaar werd ingediend door de kerkfabriek;

Overwegende dat de rekening met een overschot afsluit zonder tussenkomst van de gemeente.

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST :

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de rekening over 2017 van de Verenigde Anglicaanse Kerk “ Holy Trinity”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

20190507144906693.pdf

Bien-être animal - Dierenwelzijn

03.06.2019/A/0055 Convention entre Bruxelles Environnement et la commune d’Etterbeek

Le Conseil communal,

Considérant qu’en sa séance du 7 février 2019, le collège des bourgmestre et Echevins a décidé de marquer son accord pour la réalisation d’un projet d’éducation canine qui serait subsidié par Bruxelles environnement ;

Considérant que la demande du subside de 5000€ a été acceptée par Bruxelles Environnement ;

Considérant que ce subside est octroyé pour l’organisation d’une conférence sur l’éducation canine en ville (le 6 juin 2019) et de sessions pratiques d’éducation afin de donner des conseils aux propriétaires de chiens et d’optimiser leur comportement en milieu urbain ;

Considérant qu’un rapport final et un inventaire général des dépenses sera rédigé par le service bien-être animal pour octobre 2019 (date de fin du subside) ;

DECIDE

D’approuver les termes de la convention SUB/2019/Etterbeek/BEA/Label liant la commune d’Etterbeek et Bruxelles environnement, tels que repris ci-dessous :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2019/Etterbeek/BEA/Label

Entre, d’une part :

Bruxelles Environnement

dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

représenté par Frédéric FONTAINE, Directeur général et Barbara DEWULF, Directrice Générale adjointe

Et, d’autre part :

La commune d’Etterbeek

Dont le siège est situé 113-115, Avenue d'Auderghem, 1040 Etterbeek
Représentée par Aziz ES, Echevin du Bien-être animal.
ci-après dénommé «le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté. Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire. Si le bénéficiaire est assujéti à la T.V.A., les montants à prendre en considération sont hors T.V.A. Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 3 - Durée de la mission

§1. La période à subsidier prend cours le 01/04/2019 et se termine le 31/10/2019

Article 4 – Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, la personne de contact à Bruxelles Environnement est GOLDSZTAJN Veronique, +32 2 5634499, vgoldsztajn@environnement.brussels, ou son représentant.

La personne qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès du bénéficiaire est ETIENNE Margaux, 02/627 24 41, metienne@etterbeek.irisnet.be. Bruxelles Environnement doit être préalablement informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La finalité de la mission consiste à organiser une conférence suivie de sessions gratuite d'éducation canine afin de donner des conseils avisés aux propriétaires de chien et d'optimiser le comportement du chien en milieu urbain.

Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

Concernant l'organisation de la conférence et les sessions gratuites d'éducation canine, les nombres de personnes inscrites et/ou participantes peuvent être utilisés comme indicateurs de performances.

Article 5.4 - Public cible

Grand public

Article 5.5 - Aspects communication

Tout support devra être soumis à l'agent technique pour validation avant publication et mentionner le logo de BE.

Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le «CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant de la Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA est habilité à préciser ou à redéfinir la mission ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de celle-ci (durée, ...). Toute modification sera actée dans un PV approuvé par toutes les parties. Ce PV sera joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le CA dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Le non- respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel à la personne de contact de Bruxelles Environnement, un ordre du jour et l'état d'avancement des travaux. Ceux-ci seront rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Le bénéficiaire rédigera, pour chacune des réunions du CA, un projet de PV qu'il transmettra dans les 10 jours ouvrables qui suivent la réunion, par courriel à chacun des membres du CA. Une fois approuvé par tous, ce PV sera joint au dossier de suivi de la subvention.

Article 7 – Dépenses éligibles

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- les frais de promotion et de publication : frais relatifs à la communication du projet, à la promotion des activités liées au projet et à l'annonce des résultats de celui-ci ;
- les frais administratifs : frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet ;

- la rétribution de tiers et de sous-traitants, les honoraires, les vacataires : dépenses liées à la sous-traitance de tiers pour des activités ayant lieu dans le cadre du projet (personne n'ayant pas de contrat avec le bénéficiaire) ;

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Le tableau ci-dessus est repris à titre indicatif :

Nature Aard	Projet Global / Gloobaal	Part de BE LB aandeel
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	1000	800
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	200	200
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	4000	4000
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen		
Autres frais / Andere kosten ::		
Charges exceptionnelles/ Uitzonderlijke lasten		
<i>Total/Totaal</i>	5200 €	5000 €

Il a été établi sur base de l'annexe budgétaire finale. Toute modification significative devra être discutée et validée lors du Comité d'Accompagnement.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche sera payée selon les termes de l'Arrêté de Subvention

Le solde sera liquidé sur base d'un rapport final et d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard 1 mois après la fin de la mission de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au ServiceSubventiondeEnvironnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles- Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie postale :

Bruxelles Environnement Département Comptabilité Site de Tour & Taxis Avenue du Port 86C/3000 1000 Bruxelles

ou par voie électronique :

invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles- Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 17 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2018, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'endispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:

- qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
- qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives

- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie nonjustifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est joint la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec le bénéficiaire, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst tussen Brussel Leefmilieu en de gemeente Etterbeek

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 7 januari 2019 beslist heeft om in te stemmen met de uitvoering van een hondenopvoedingsproject dat gesubsidieerd zou worden door Brussel Leefmilieu;

overwegende dat Brussel Leefmilieu de subsidieaanvraag van 5000 euro aanvaard heeft;

overwegende dat die subsidie wordt toegekend voor de organisatie van een lezing over hondenopvoeding in de stad (op 6 juni 2018) en voor praktische opleidingssessie om eigenaars van honden tips te geven en hun gedrag in een stedelijke omgeving te optimaliseren;

overwegende dat de dienst Dierenwelzijn tegen oktober 2019 (einddatum van de subsidie) een eindrapport en een algemene inventaris van de uitgaven zal opstellen;

BESLIST

om de voorwaarden van de overeenkomst SUB/2019/Etterbeek/BEA/Labal tussen de gemeente Etterbeek en Brussel Leefmilieu, zoals hieronder opgenomen, goed te keuren:

**Overeenkomst betreffende de toelage met referentie
SUB/2019/Etterbeek/BEA/Label**

Tussen enerzijds :

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Frédéric FONTAINE, Directeur-generaal en Barbara DEWULF, Adjunct- Directrice-generaal

en anderzijds:

De gemeente Etterbeek

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Oudergemlaan 113/115 - 1040 Etterbeek .

Vertegenwoordigd Aziz ES, Schepen dierwelzijn.

Hierna " de begunstigde " genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 – Voorwerp van de conventie

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de begunstigde werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in

de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 – Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begrotingsraming, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde.

Indien de begunstigde btw-plichtig is, zijn de in aanmerking te nemen bedragen excl. btw.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

§1. De opdracht loopt van 01/04/2019 tot en met 31/10/2019

Artikel 4 - Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst is de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel GOLDSZTAJN Veronique, +32 2 5634499 vgoldsztajn@environnement.brussels of zijn vertegenwoordiger.

De persoon die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de begunstigde is ETIENNE Margaux, 02/627 24 41, metienne@etterbeek.irisnet.be. Leefmilieu Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 – Algemene doel

Het doel van de missie is het organiseren van een conferentie gevolgd door gratis hondentrainingen om deskundig advies te geven aan hondenbezitters en het gedrag van de hond in een stedelijke omgeving te optimaliseren.

Artikel 5.2 -- Doelstellingen, indicatoren en middelen

Voor de organisatie van de conferentie en de gratis oudenopvoedingssessies kan het aantal geregistreerde en/of deelnemende personen als prestatie-indicatoren worden gebruikt

Article 5.4 - Doelgroep

Groot publiek

Article 5.5 - Communicatie :

alle media moeten vóór publicatie ter validatie aan de technische agent worden voorgelegd en het BE- logo vermelden

Artikel 6 - Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde

- een vertegenwoordiger van het Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC is bevoegd de opdracht te preciseren of te herdefiniëren en alle nodige maatregelen te treffen voor de goede uitvoering van de opdracht (duur, ...). Er zal akte worden genomen van elke wijziging in de notulen die door alle partijen worden goedgekeurd. Deze notulen zullen bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de richtlijnen die hij ontvangt van het BC in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst.

De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een agenda en een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze worden opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De begunstigde stelt ontwerp-notulen op van alle vergaderingen van het BC en verstuurt deze per e-mail naar elk van de leden van het comité binnen de 10 werkdagen na de vergadering. Na goedkeuring worden de notulen aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.

Artikel 7 – Uitgaven die in aanmerking komen

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

- de promotie- en publicatiekosten : kosten in verband met de communicatie van het project, de promotie van de activiteiten in verband met het project en de bekendmaking van de resultaten ervan;
- de administratieve kosten : werkingskosten die rechtstreeks verband houden met de verwezenlijking van het project,
- de vergoeding van derden en onderaannemers, erelonen, hulppersoneel : uitgaven i.v.m. de uitbesteding aan derden voor activiteiten in het kader van het

project (personen die geen contract met de begunstigde hebben) ;

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

De hierbeneden tabel wordt ter indicatie gegeven.

Nature Aard	Projet Global / Gloobaal	Part de BE LB aandeel
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	1000	800
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	200	200
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	4000	4000
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen		
Autres frais / Andere kosten ::		
Charges exceptionnelles/ Uitzonderlijke lasten		
<i>Total/Totaal</i>	5200 €	5000 €

Deze Tabel werd op basis van finale financieringstabel opgemaakt. Elke belangrijke

wijziging moet besproken en gevalideerd worden door het begeleidingscomité.

Artikel 8 – Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf zal worden betaald volgens de bepalingen van het Subsidiëringsbesluit. Het saldo zal worden vereffend op basis van een eindverslag en een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk 1 maand na het einde van de opdracht worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd, met als voorwerp de referentie zoals vermeld in de titel gevolgd door « /Solde ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en inkopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@environnement.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, en dit, per post :

Leefmilieu Brussel Dienst Boekhouding Thurn & Taxis-site Havenlaan 86C/3000, 1000 Brussel

... of via elektronische weg naar

invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De begunstigden zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 17 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2018 bevat, wat impliceert dat :

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen

rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvanvrijstelt.

- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.

- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage debegunstigde:

- die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
- die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
- die de hierboven controle verhindert;
- die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

- Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtigde deel van het bedragterugbetalen.

- De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekendebedragen.

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van desubsidie.

Artikel 10 - In werking trekking

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de begunstigde overeenkomen gebruik te maken van

een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONT_2019_Etterbeek_BEALabel.pdf

Secrétariat - Secretariaat

03.06.2019/A/0056 Interpellation du groupe Ecolo/Groen relative aux grands projets immobiliers

Contexte

La Note d'orientation politique 2019-2021 de la commune évoque trois grands projets qui vont prochainement structurer la ville et impacter nos quartiers : (1) le site de l'actuelle maison communale (qui sera déserté après déménagement), (2) le site de l'ancienne Clinique Léopold (vendu à un promoteur immobilier) et (3) le site du Cours Saint-Michel (actuel siège d'ING) (également vendu à un promoteur).

Par ailleurs, la NOP évoque une étude quant à l'opportunité d'étendre la trémie Demany (entre Thieffry et le boulevard Louis Schmidt).

Nos quartiers sont déjà fortement densifiés. Et l'aménagement de nos territoires est partie intégrante de la volonté, exprimée au travers du vote unanime de la NOP, des formations politiques d'opter pour une transition vers une ville notamment moins gourmande en ressources. Dans ce domaine, cela se concrétise par la mixité des fonctions (logements, commerces, bureaux, etc), la mutualisation d'équipements et de locaux et la réduction de l'utilisation de la voiture individuelle dans nos déplacements.

Dans nos contacts avec la population, le manque de verdure ou de nature en ville est souvent pointé du doigt. C'est un élément qui a même tendance à inciter les habitants à quitter la ville pour une périphérie plus verte mais à l'urbanisation galopante.

Enfin, l'accessibilité du logement doit être une priorité pour concrétiser l'aspect inclusif de nos quartiers.

Objectifs

Dès lors, les quatre grands projets précités sont, pour Ecolo-Groen Etterbeek, une opportunité majeure pour donner un autre visage à nos quartiers.

Il est fondamental d'anticiper et de réfléchir dès aujourd'hui avec les habitants sur ce que ces projets apporteront et comment ils s'intégreront dans nos quartiers. Il serait incompréhensible pour les habitants que ce soient des promoteurs, poussés par les objectifs financiers de leurs actionnaires, qui aient le lead sur ces projets et que le pouvoir public soit relégué au rang de « notaire » des règles urbanistiques.

Questions

Question 1) La NOP évoque une « réflexion sur la planification et l'urbanisation de grands sites en milieu urbain ». Comment le Collège voit-il cette réflexion? A quel horizon de temps?

Question 2) La commune est-elle déjà en discussion avec les promoteurs (en tout cas pour le Cours Saint-Michel et la Clinique Léopold). Des projets sont-ils déjà plus concrets ?

Question 3) la NOP prévoit de « mandater un panel citoyen pour débattre et proposer des solutions à propos de projets urbanistiques d'envergure ». Le Collège envisage-t'il de recourir à un panel général ou quatre panels distincts pour chacun des projets cités ? Dans quel timing ?

Question 4) le Collège envisage-t'il d'inviter, voire obliger les promoteurs de ces projets à inclure les besoins des habitants et des riverains dans leurs plans? Si oui, dans quel timing ?

Question 5) comment le Collège voit-il le rôle du Conseil communal et de ses membres dans cette réflexion prospective ?

Le point est reporté.

29 votants : 29 votes positifs.

Interpellatie van de fractie Ecolo/Groen betreffende de grote vastgoedprojecten

Context

De politieke oriëntatienota 2019-2021 van de gemeente vermeldt drie grote projecten die de stad binnenkort structuur zullen geven en een impact zullen hebben op onze wijken: 1) de site van het huidige gemeentehuis (die verlaten zal zijn na de verhuizing), (2) de site van het voormalige ziekenhuis Leopold (die verkocht werd aan een bouwpromotor) en (3) de site van de Sint-Michielswarande (huidige ING-zetel) (die ook verkocht werd aan een promotor).

Bovendien vermeldt de politieke oriëntatienota een studie om te zien of het opportuun is om de tunnelingang van Demany uit te breiden (tussen Thieffry en de Louis Schmidtlaan).

Onze wijken zal al heel dichtbevolkt. En de inrichting van onze gronden maakt onlosmakelijk deel uit van de wens, uitgesproken via de unanieme goedkeuring van de politieke oriëntatienota, van de politieke fracties om te kiezen voor een overgang naar een stad die minder hulpbronnen nodig heeft. Dat krijgt concreet vorm via de gemengdheid van functies (woningen, handelszaken, kantoren, enz.), de onderlinge verdeling van voorzieningen en lokalen en het verminderde gebruik van de individuele wagen voor onze verplaatsingen.

Wanneer wij contact hebben met de bevolking, wordt het gebrek aan groen of natuur in de stad vaak met de vinger gewezen. Het is een element dat inwoners er zelfs toe aanzet om de stad te verlaten en naar de groenere rand te trekken die echter toch snel aan het verstedelijken is.

Tot slot moet de toegankelijkheid tot huisvesting een prioriteit zijn om het inclusieve aspect van onze wijken concreet vorm te geven.

Doelstellingen

Bijgevolg zijn de vier grote projecten die hierboven genoemd worden voor Ecolo-Groen Etterbeek een belangrijke opportuniteit om onze wijken een nieuw gezicht te geven.

Het is van fundamenteel belang om te anticiperen en om nu al samen met de inwoners na te denken over wat die projecten zullen bijdragen en hoe ze geïntegreerd zullen worden in onze wijken. Het zou onbegrijpelijk zijn voor de inwoners dat het de promotoren zijn, die gedreven worden door de financiële doelstellingen van hun aandeelhouders, die de leiding nemen over die projecten en dat de overheid wordt gedegradeerd tot “notaris” van de stedenbouwkundige regels.

Vragen

Vraag 1) De politieke oriëntatienota vermeldt een denkproces “over de planning en de ontsluiting van grote sites in de stad”. Hoe ziet het college dat denkproces? Op welke termijn?

Vraag 2) Is de gemeente al in bespreking met de promotoren (in elk geval voor de Sint-Michielswarande en ziekenhuis Leopold)? Zijn er al concretere projecten?

Vraag 3) In de politieke oriëntatienota staat dat een burgerpanel de opdracht zal krijgen “om oplossingen voor te stellen en te bespreken in het kader van grootschalige stedenbouwkundige projecten”. Is het college van plan om een beroep te doen op een algemeen panel of op vier verschillende panels voor elk van de genoemde projecten? Binnen welke periode?

Vraag 4) Is het college van plan om aan de promotoren van die projecten te vragen, of hen er zelfs toe te verplichten, om de behoeften van de inwoners en de buurtbewoners op te nemen in hun plannen? Zo ja, binnen welke periode?

Vraag 5) Hoe ziet het college de rol van de gemeenteraad en zijn leden in dat toekomstgerichte denkproces?

Het punt wordt verdaagd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0057 Interpellation de Monsieur du Bus à propos des nuisances du marché dominical

Monsieur le Président,

Si la rénovation de la place Jourdan laissait espérer la fin d’une série de nuisances pour plusieurs habitants, dont les résidents de l’immeuble Beagency, ces derniers doivent se rendre à l’évidence : les nuisances liées à l’occupation de la chaussée de Wavre par le marché dominical sont toujours bien présentes.

De quoi parle-t-on ? Principalement de trois éléments.

Le premier, le plus incommodant, est lié à la production de vapeurs et fumées qui résultent de la cuisson des poulets. Suivant l’orientation du vent, les fumées viennent lécher les vitres des appartements situés au premier et deuxième étage, et provoquent des odeurs qui montent jusqu’au 6ème et 7ème étage. Une récente discussion avec le responsable du marché nous a fait comprendre qu’il était très difficile de déplacer un maraîcher car son succès commercial est lié à la permanence de son emplacement. Et de plus, ce marchand s’est équipé tout récemment d’un système de filtre qui limite au mieux les nuisances. Malgré cet effort, ces nuisances sont encore bien présentes, je m’en suis moi-même rendu compte très récemment.

Le deuxième élément porte sur l'accès du garage du Beaugency qui compte 60 emplacements. Même si des efforts ont été consentis ces derniers temps, l'accès à ce garage (entrée et sortie) reste une véritable difficulté pour les résidents.

Le troisième élément concerne les heures de fermeture du marché. Bien souvent les échoppes ne ferment réellement boutique que vers 14h30. Ce qui engendre un va-et-vient de camionnettes qui s'étale jusque 16h00, bloquant ainsi tardivement l'accès à la rue Gray.

La copropriété du Beaugency a déjà porté (en 2007) à la connaissance de la commune ces différents problèmes. Et, semble-t-il, hormis l'instauration d'un système de surveillance de l'accès au parking, sans beaucoup de résultats probants.

Ne serait-il pas possible de prendre le temps de mettre autour de la table les différentes parties concernées (copropriété, responsable du marché, responsable de l'administration et représentant du Collège) pour objectiver le problème et analyser les pistes de solutions possibles, en tenant compte précisément du nouvel espace qu'offre la place ainsi rénovée.

Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur du Bus expose son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur du Bus, vous posez une question et vous donnez la réponse !

Je propose qu'on fasse une réunion avec tous les partenaires, qu'on fixe une réunion. Déplacer les camions c'est toujours possible mais cela pose problème parce que les maraichers sont très attachés à leur emplacement, parce que la clientèle sait que tel commerce est à tel endroit et donc cela créé des gros problèmes quand on propose cela.

Donc on va mettre tout le monde autour de la table et trouver une solution car le problème est réel, y compris en ce qui concerne les sorties d'immeubles. On avait trouvé une solution, à mon initiative, à l'époque, de donner directement les numéros de gsm des gardiens de la paix qui venaient pour assurer la sécurité au niveau de l'entrée et de la sortie du garage de l'immeuble.

On va faire cela sans faute, merci pour votre interpellation. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer du Bus over de overlast van de zondagsmarkt

Mijnheer de voorzitter,

Hoewel de renovatie van het Jourdanplein deed hopen dat er een einde zou komen aan een aantal vormen van overlast voor verschillende inwoners, onder wie de bewoners van het gebouw Beaugency, moeten zij zich bij de feiten neerleggen: de overlast die wordt veroorzaakt door de inname van de Waversesteenweg door de zondagsmarkt is er nog steeds.

Waar gaat het over? In het bijzonder over drie elementen.

Het eerste en meest storende element houdt verband met de productie van damp en rook door het bakken van de kippen. Afhankelijk van de windrichting strijkt de rook langs de ramen van de appartementen op de eerste en tweede verdieping en zorgt die voor geuren die te ruiken zijn tot op de zesde en zevende verdieping. Naar aanleiding van een recente discussie met de verantwoordelijke van de markt hebben wij begrepen dat het zeer moeilijk is om een marktkramer te verplaatsen aangezien zijn commerciële succes samenhangt met zijn vaste standplaats. Bovendien heeft die marktkramer zich onlangs uitgerust met een filtersysteem dat de overlast zo veel mogelijk beperkt. Ondanks die inspanning is er echter nog steeds overlast en dat heb ik onlangs zelf kunnen vaststellen.

Het tweede element heeft betrekking op de toegang tot de garage van Beagency, die zestig parkeerplaatsen telt. Hoewel er de laatste tijd inspanningen werden geleverd, blijft de toegang tot die garage (inrijden en uitrijden) zeer moeilijk voor de bewoners.

Het derde element heeft betrekking op de sluitingsuren van de markt. Heel vaak sluiten de kramen pas echt rond 14.30 uur. Daardoor is het een af- en aanrijden van bestelwagens tot 16.00 uur waardoor de Graystraat pas laat opnieuw toegankelijk is.

De gemeenschappelijke eigendom van Beagency heeft de gemeente al op de hoogte gebracht van die verschillende problemen (in 2007). Er werd enkel een toezichtstelsel ingevoerd voor de toegang tot de parking, maar zonder overtuigend resultaat.

Zou het niet mogelijk zijn om de tijd te nemen om met de verschillende betrokken partijen (gemeenschappelijk eigendom, verantwoordelijke van de markt, verantwoordelijke van het bestuur en vertegenwoordiger van het college) rond de tafel te gaan zitten om het probleem objectief in kaart te brengen en mogelijke oplossingen te analyseren rekening houdend met de nieuwe ruimte die het gerenoveerde plein biedt.

Ik dank u voor uw aandacht.

Mijnheer du Bus licht zijn interpellatie toe.

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer du Bus, u stelt een vraag en u geeft het antwoord!

Ik stel voor dat we een vergadering houden met alle partners, dat we een vergadering vastleggen. De vrachtwagens verplaatsen, dat kan altijd, maar dat zorgt voor problemen aangezien de marktkramers zeer gehecht zijn aan hun standplaats omdat de klanten weten dat die handelaar zich op die plaats vindt. Dat zorgt dus voor grote problemen wanneer we dat voorstellen.

We zullen dus iedereen samen rond de tafel brengen en een oplossing zoeken, want er is daadwerkelijk een probleem, ook wat de uitritten van gebouwen betreft. Op mijn initiatief hebben we in het verleden een oplossing gevonden door het gsm-nummer van de gemeenschapswachten te geven die ter plaatse kwamen om de veiligheid ter hoogte van de inrit en uitrit van de garage van het gebouw te verzekeren.

We zullen dat zeker doen, bedankt voor uw interpellatie.”

De raad hoort de interpellatie.

03.06.2019/A/0058 **URGENCE - Conseil communal - Démission d'un membre Christophe GASIA -
Prise d'acte**

Le Conseil communal,

Vu la lettre datée du 29 mai de Monsieur Christophe GASIA, conseiller communal ;

Considérant que Monsieur Christophe GASIA fait part, dans ce courrier, de son intention de quitter ses fonctions de conseiller communal à dater du 29 mai 2019 ;

PREND ACTE

de la démission de Monsieur Christophe GASIA.

Le Conseil prend acte.

29 votants : 29 votes positifs.

URGENTIE - Gemeenteraad - Ontslag van een lid Christophe GASIA - Akteneming

De gemeenteraad,

gelet op de brief van 29 mei van de heer Christophe GASIA, gemeenteraadslid;

overwegende dat de heer Christophe GASIA in zijn brief mededeelt dat hij van plan is om zijn functie van gemeenteraadslid neer te leggen vanaf 29 mei 2019;

NEEMT AKTE

van het ontslag van de heer Christophe GASIA.

De raad neemt akte.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

03.06.2019/A/0059 **URGENCE - Conseil communal - Délégations et mandats – SIBELGA &
INTERFIN**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 06 décembre 2018 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public ;

Considérant que M. Alain BONUS a été désigné comme représentant suppléant lors de la séance du Conseil communal du 6 mai ;

Considérant que la personne désignée en tant que représentant suppléant doit être un membre du Conseil communal ;

Considérant que Monsieur BONUS n'est pas conseiller communal, et qu'il y a donc lieu de désigner une autre personne pour cette fonction ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

de désigner Madame Joanna KAMINSKA en qualité de représentant suppléant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de l'association intercommunale SIBELGA – INTERFIN, en remplacement de M. Alain BONUS.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants - 29 votes valables :

Joanna KAMINSKA : 26 oui - 3 abstentions

URGENTIE - Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten – SIBELGA & INTERFIN

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 6 december 2018;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut;

overwegende dat de heer Alain BONUS tijdens de gemeenteraadszitting van 6 mei werd benoemd tot plaatsvervangend afgevaardigde;

overwegende dat de persoon die wordt benoemd tot plaatsvervangend afgevaardigde een lid van de gemeenteraad moet zijn;

overwegende dat de heer BONUS geen gemeenteraadslid is en dat het dus aangewezen is om een andere persoon voor deze functie aan te duiden;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om mevrouw Joanna KAMINSKA te benoemen tot plaatsvervangend afgevaardigde

van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van de intercommunale vereniging SIBELGA - INTERFIN, in vervanging van Dhr. Alain BONUS.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige benoeming teniet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers – 29 geldige stemmen :

Joanna KAMINSKA : 26 ja - 3 onthoudingen

03.06.2019/A/0060 **URGENCE - Commissions du Conseil communal - Composition.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale, stipulant, d'une part, que le Conseil communal peut créer en son sein des commissions qui ont pour mission de préparer les discussions lors des séances du Conseil communal, en réglant, d'autre part, la répartition des mandats de membres de chaque commission ;

Vu les articles 26 et suivants du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Vu la démission de Monsieur Laurent VLEMINCKX de son mandat de conseiller communal ;

Considérant qu'à la suite de cette démission, le groupe LB souhaite revoir la répartition de ses mandats au sein des commissions du Conseil communal ;

Vu les démissions de Mesdames Marilou SERVAIS et Barbara DE CAMPOS-PALERMO de leur mandat de conseillère communale ;

Considérant qu'à la suite de ces démissions, le groupe Ecolo/Groen souhaite revoir la répartition de ses mandats au sein des commissions du Conseil communal ;

DECIDE

d'arrêter la nouvelle composition des commissions du conseil communal comme suit :

Commissions du Conseil communal - Administration générale & Personnel (Contentieux - Tutelle sur le CPAS - Personnel de l'enseignement) - Police et Prévention (Contrat de sécurité et de prévention)- Logement (Agence Immobilière Sociale - Régie foncière - Logements sociaux - Observatoire du logement) - Coordination des grands projets (Coordination Contrat de Quartier Durable et Politique de la Ville) - Propreté - Jeunesse & Petite enfance (Maison des enfants - Crèches - Ludothèque - Académies) - Relations publiques & Communication (Image d'Etterbeek - Information) - Participation (Consultation et rencontres citoyennes) – Affaires Internationales (Jumelage).

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Florence PENDEVILLE, Virginie TAITTINGER, Maryam MATIN FAR, Anne VANDERSANDE, Joanna KAMINSKA, Vincent BIAUCE, Jean-Luc DEBROUX, Caroline JOWAY, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - Mobilité & Travaux publics (Eclairage public - Voirie - Garage communal) - Gestion des bâtiments publics (Bâtiments publics - Énergie - Marchés publics - Économat) - Exécution Contrat de Quartier Durable & Politique de la Ville

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Arnaud VAN PRAET, Maryam MATIN FAR, Caroline JOWAY, Dennis VAN DER KNAAP, Audrey PETIT, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - État civil & Population (Affaires électorales - Recensement complémentaire - Étrangers - Protocole) - Animations & festivités

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Virginie TAITTINGER, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Vincent BIAUCE, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - Transition écologique (Développement durable - Environnement - Alimentation durable - Sensibilisation - Plan climat - Agriculture urbaine - Biodiversité - Politique de l'eau) - Politique de la Santé (Observatoire de la santé et du social - Bien-être) - Égalité Femmes-Hommes & Lutte contre les inégalités

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Jean LAURENT, Anne VANDERSANDE, Audrey PETIT, Dennis VAN DER KNAAP, Joanna KAMINSKA, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Finances & Budget (Fiscalité) - Aménagement du territoire & Urbanisme (Permis d'urbanisme et d'environnement - Lutte contre les nuisances - Patrimoine architectural et bâtiments classés) - Affaires néerlandophones (Culture néerlandophone - Académie néerlandophone - Centre culturel néerlandophone) - E-Gouvernement - Informatique - Emploi (Lutte contre le chômage - Mission locale pour l'Emploi) – Affaires Européennes

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Maryam MATIN FAR, Françoise VAN MALLEGHEM, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Jean-Luc DEBROUX, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissions du Conseil communal - PME & Classes moyennes - Formation continuée (promotion sociale) - Brocantes, Foires & Marchés (Braderies) - Cultes & Laïcité - Bien-être animal

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Emeline HOUYOUX, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Espace public (Conception et aménagement des espaces verts - Entretien, plantation et fleurissement - Embellissement) - Cohésion sociale & Solidarité internationale (Secteur associatif - Solidarité et coopération internationale) - Démocratie participative (Démocratie participative - Budget participatif) - Tourisme

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Jean LAURENT, Arnaud VAN PRAET, Anne VANDERSANDE, Ethel SAVELKOUL, Françoise VAN MALLEGHEM, Vanessa ARAUJO MINO, Caroline JOWAY, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Action sociale (Action sociale et aide aux personnes (personnes en situation d'handicap, seniors, pensionnés, etc.))

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Anne VANDERSANDE, Maryam MATIN FAR, Jean LAURENT, Vanessa ARAUJO MINO, Vincent BIAUCE, Jean-Luc DEBROUX, Françoise VAN MALLEGHEM, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissions du Conseil communal - Enseignement - Politiques socio-culturelles (Bibliothèques - Histoire d'Etterbeek et patrimoine culturel - Prix Louis Schmidt - Centre culturel Senghor) - Politique sportive

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Anne VANDERSANDE, Emeline HOUYOUX, Laure-Mélanie DEFECHE, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Joanna KAMINSKA, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Rachid MADRANE, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

URGENTIE - Commissies van de Gemeenteraad - Samenstelling.

De Gemeenteraad,

gelet op artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, bepalende dat enerzijds de Gemeenteraad in zijn midden commissies kan oprichten die als taak hebben de besprekingen van de gemeenteraadzittingen voor te bereiden, en anderzijds de verdeling van de mandaten van lid van elke commissie te regelen;

gelet op artikels 26 en volgende van het reglement van inwendige orde van het Gemeenteraad, op 16 maart 1995 in openbare zitting van de Gemeenteraad gestemd;

gelet op het ontslag van de heer Laurent VLEMINCKX uit zijn mandaat van gemeenteraadslid;

overwegende dat de fractie LB naar aanleiding van dat ontslag de verdeling van haar mandaten in de commissies van de gemeenteraad wil herzien;

gelet op het ontslag van mevrouw Marilou SERVAIS en mevrouw Barbara DE CAMPOS-PALERMO uit hun mandaat van gemeenteraadslid

overwegende dat de fractie Ecolo/Groen naar aanleiding van die ontslagen de verdeling van haar mandaten in de commissies van de gemeenteraad wil herzien;

BESLIST

De nieuwe samenstelling van de commissies van de gemeenteraad als volgt vast te stellen:

Commissie van de Gemeenteraad - Algemeen Bestuur & Personeel (Geschillen – Toezicht op het OCMW – Onderwijspersoneel – Politie en Preventie (Veiligheids- en Preventiecontract) – Huisvesting (Sociaal Verhuurkantoor – Regie van Grondbeleid – Sociale Woningen - Huisvestingsobservatorium) – Coördinatie van de grote projecten (Coördinatie Duurzaam Wijkcontract en Stedenbeleid) – Netheid – Jeugd en Kinderopvang (Maison des Enfants – Crèches – Spelothek – Academiën) – Public Relations & Communicatie (Imago van Etterbeek – Informatie) – Participatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) - Internationale Aangelegenheden (verzustering)

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Florence PENDEVILLE, Virginie TAITTINGER, Laurent VLEMINCKX, Anne VANDERSANDE, Joanna KAMINSKA, Vincent BIAUCE, Jean-Luc DEBROUX, Caroline JOWAY, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Mobiliteit & Openbare Werken (Openbare Verlichting – Wegen – Gemeentelijke Garage) – Beheer van de Openbare Gebouwen (Openbare Gebouwen – Energie – Overheidsopdrachten – Economaat) – Uitvoering van het Duurzaam Wijkcontract & Stedenbeleid

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Arnaud VAN PRAET, Laurent VLEMINCKX, Caroline JOWAY, Dennis VAN DER KNAAP, Audrey PETIT, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Burgerlijke Stand & Bevolking (Kieszaken – Bijkomende Telling – Vreemdelingen – Protocol) – Animatie & Feestelijkheden

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Virginie TAITTINGER, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Vincent BIAUCE, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Ecologische Transitie (Duurzame Ontwikkeling – Leefmilieu – Duurzame Voeding – Bewustmaking – Klimaatplan – Stadslandbouw – Biodiversiteit – Waterbeleid) – Gezondheidsbeleid (Observatorium voor Gezondheid en Sociale Zaken) – Gelijkheid Vrouwen-Mannen & Strijd tegen Ongelijkheid

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Jean LAURENT, Anne VANDERSANDE, Audrey PETIT, Dennis VAN DER KNAAP, Joanna KAMINSKA, Vanessa ARAUJO MINO, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Financiën & Begroting (Fiscaliteit) –

Ruimtelijke Ordening & Stedenbouw (Stedenbouwkundige Vergunningen en Milieuvergunningen – Strijd tegen Overlast – Bouwkundig Erfgoed en Geklasseerde Gebouwen) –Europese en Internationale Aangelegenheden (verzustering) - Nederlandstalige Aangelegenheden (Nederlandstalige Cultuur – Nederlandstalige Academie – Nederlandstalig cultureel centrum) - E-Gouvernement - Informatica - Werkgelegenheid (strijd tegen werkloosheid - Mission locale pour l'Emploi) - Europese Aangelegenheden

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Florence PENDEVILLE, Ethel SAVELKOUL, Laurent VLEMINCKX, Françoise VAN MALLEGHEM, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Jean-Luc DEBROUX, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Christophe GASIA

Commissie van de Gemeenteraad - Kmo's & Middenstand – Bijscholing (sociale promotie) – Rommelmarkten, Kermissen & Markten (Braderieën) – Erediensten & Laïciteit – Dierenwelzijn

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Olivier COLIN, Laure-Mélanie DEFECHE, Emeline HOUYOUX, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Vincent BIAUCE, Joanna KAMINSKA, Françoise VAN MALLEGHEM, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Openbare Ruimte (Ontwerp en Aanleg van de Groene Ruimten – Onderhoud, Aanplantingen en Bloemen – Verfraaiing) – Sociale Cohesie & Internationale Solidariteit (Verenigingssector – Internationale Solidariteit en Samenwerking) – Participatieve Democratie (Participatief Budget) – Toerisme

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Laure-Mélanie DEFECHE, Jean LAURENT, Arnaud VAN PRAET, ANNE VANDERSANDE, Ethel SAVELKOUL, Françoise VAN MALLEGHEM, Vanessa ARAUJO MINO, Caroline JOWAY, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, Damien GERARD, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Maatschappelijk Welzijn (Maatschappelijk Welzijn en Bijstand aan Personen (personen met een handicap, senioren, gepensioneerden, enzovoort))

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Emeline HOUYOUX, Arnaud VAN PRAET, Anne VANDERSANDE, Laurent VLEMINCKX, Jean LAURENT, Vanessa ARAUJO MINO, Vincent BIAUCE, Jean-Luc DEBROUX, Françoise VAN MALLEGHEM, Lucien RIGAUX, Zacharia MOKTAR, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

Commissie van de Gemeenteraad - Onderwijs – Sociocultureel Beleid (Bibliotheken – Geschiedenis van Etterbeek en Cultureel Erfgoed – Louis Schmidtprijs – Cultureel Centrum Le Senghor) – Sportbeleid

Bernard DE MARCKEN DE MERKEN, Jean LAURENT, Virginie TAITTINGER, Anne VANDERSANDE, Emeline HOUYOUX, Laure-Mélanie DEFECHE, Caroline JOWAY, Françoise VAN MALLEGHEM, Joanna KAMINSKA, Audrey PETIT, Lucien RIGAUX, Rachid MADRANE, André DU BUS, Gisèle MANDAILA

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Personnel enseignant - Onderwijzend personeel

03.06.2019/A/0061 **URGENCE - Enseignement maternel ordinaire communal (Paradis des enfants) - Ouverture d'un premier appel à candidatures pour une admission au stage dans la fonction de directeur/trice de l'entité maternelle de l'école fondamentale « Paradis des enfants » - Approbation**

Le conseil communal,

Vu la délibération du 29/04/2019 décidant de restructurer l'école fondamentale ordinaire communale « Paradis des enfants » avec effet au 01/09/2019 et de le scinder en deux entités distinctes, à savoir, une entité maternelle d'une part, et une entité primaire d'autre part ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu de lancer un appel à candidatures pour pourvoir au poste direction de l'entité maternelle du « Paradis des enfants » à partir du 01/09/2019, et ce, conformément aux nouvelles dispositions du décret du 14/03/2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection ;

Considérant qu'en vertu du décret du 02/02/2007 fixant le statut des directeurs, le pouvoir organisateur a l'obligation de consulter la commission paritaire locale (CoPaLoc) sur le profil de la fonction à pourvoir, dans le cadre des appels à candidatures pour les fonctions de promotion ; que les membres de cette commission ont, dès lors, été consultés par voie électronique le 29/05/2019, conformément à la procédure de consultation de la CoPaLoc par mail (décision de la CoPaLoc du 09/10/2018); que ceux-ci disposent de 5 jours ouvrables pour faire part de leurs éventuelles observations ;

Considérant qu'il y aura lieu de prendre en considération leurs éventuelles observations ;

Considérant que l'appel doit être affiché au sein de l'établissement pendant un délai minimum de 10 jours ouvrables ;

Vu la délibération du conseil communal du 17/12/1997 fixant, dans le cadre d'une vacance d'emploi de poste de direction, un critère complémentaire aux conditions légales d'accès à la fonction, notamment la réussite par le(la) candidat(e) d'un examen d'aptitude qui sera organisé par l'administration communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 22/09/2014 fixant le règlement applicable audit examen communal ;

DECIDE

D'autoriser le lancement du premier appel à candidatures pour une admission au stage

dans la fonction de directeur/trice de l'entité maternelle de l'école fondamentale ordinaire « Paradis des enfants » ci-joint, établi conformément aux nouvelles dispositions du décret du 14/03/2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection, sachant que le poste est à pourvoir à partir du 01/09/2019, et ce, moyennant les éventuelles modifications qui seront apportées par la commission paritaire locale.

Un examen d'aptitude à la fonction sera organisé par le Pouvoir Organisateur après la clôture de l'appel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

URGENTIE - Gemeentelijk gewoon kleuteronderwijs (Paradis des enfants) - Opening van een eerste kandidatenoproep voor een toelating tot de stage in de functie van directeur/trice van de kleuterafdeling van de basisschool “Paradis des enfant” - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 29/04/2019 waarin wordt beslist om de gemeentelijke gewone basisschool “Paradis des Enfants” met ingang van 01/09/2019 te herstructureren en te splitsen in twee verschillende eenheden, met name een eenheid voor kleuteronderwijs enerzijds en een eenheid voor lager onderwijs anderzijds;

overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om een kandidatuuroproep te lanceren om de directiefunctie van de kleuterafdeling van Paradis des Enfants in te vullen vanaf 01/09/2019 en dat in overeenstemming met de nieuwe bepalingen van het decreet van 14/03/2019 tot wijziging van bepaalde bepalingen betreffende de functies van directeur en directrice, betreffende andere bevorderingsambten en betreffende de selectieambten;

overwegende dat de inrichtende macht op grond van het decreet van 02/02/2007 tot bepaling van het statuut van de directeurs ertoe verplicht is om de lokale paritaire commissie (LOPACO) te raadplegen over het profiel van de in te vullen functie in het kader van de kandidatenoproepen voor bevorderingsfuncties; dat de leden van de LOPACO bijgevolg via elektronische weg geraadpleegd werden op 29/05/2019 in overeenstemming met de raadplegingsprocedure van de LOPACA via e-mail (beslissing van de LOPACA van 09/10/2018); dat zij over 5 werkdagen beschikken om hun eventuele opmerkingen te bezorgen;

overwegende dat het aangewezen is om hun eventuele opmerkingen in overweging te nemen;

overwegende dat de oproep aangeplakt moet worden in de onderwijsinstelling gedurende een periode van minstens 10 werkdagen;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17/12/1997 tot bepaling, in het kader van een openstaande betrekking voor een directiefunctie, van een bijkomend criterium als aanvulling op de wettelijke toegangsvoorwaarden voor de functie, met name het slagen van de kandida(a)t(e) voor een bekwaamheidsexamen dat

georganiseerd wordt door het gemeentebestuur;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 22/09/2014 tot bepaling van het reglement dat van toepassing is op dat gemeentelijke examen;

BESLIST

om toestemming te geven voor de opening van een eerste kandidatenoproep voor een toelating tot de stage in de functie van directeur/trice van de kleutereenheid van de basisschool "Paradis des Enfants" die hierbij gevoegd is en opgesteld is in overeenstemming met de nieuwe bepalingen van het decreet van 14/03/2019 tot wijziging van bepaalde bepalingen betreffende de functies van directeur en directrice, betreffende andere bevorderingsambten en betreffende de selectieambten, wetende dat de functie ingevuld moet worden vanaf 01/09/2019 en dat onder beding van eventuele wijzigingen die zullen worden aangebracht door de lokale paritaire commissie.

De inrichtende macht zal een bekwaamheidsexamen organiseren na het afsluiten van de oproep.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2019-2020 - Appel directeur Paradis des enfants Maternelle.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

03.06.2019/A/0062 **URGENCE - Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour l'ASBL "LE ROYAL RACING CLUB D'ETTERBEEK" en vue de se rendre le samedi 22 juin 2019 (aller) et le dimanche 23 juin 2019 (retour) en vue de se rendre à un tournoi international à Fontenay-sous-Bois (France) - Retrait d'acte - Nouvelles dispositions**

Le Conseil communal,

Considérant la demande du 7 avril 2019 du Royal Racing Club Etterbeek souhaitant se rendre à Fontenay-sous-Bois les 22 et 23 juin pour un tournoi, et pour se faire souhaite disposer d'un bus communal à titre gratuit ;

Considérant la décision du Conseil Communal du 6 mai 2019 d'octroyer le transport aux dates demandées sous réserve de prendre en charge les éléments suivants :

- Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.
- Les frais de logement et des repas du chauffeur sont à charge du transporteur.
- Les frais de péage sont à charge du transporteur.
- Les frais de carburant sont à charge du transporteur.

- Le coût des heures compensatoires du chauffeur est à charge du transporteur.

Vu la demande du RRCE du lundi 27 mai 2019 de pouvoir disposer du bus et de son chauffeur dès le vendredi 21 juin 17h et non à partir du samedi 22 juin 5h suite à une erreur constatée dans la lettre de demande du 7 avril 2019 par leur soin ;

Vu l'étonnement de la part du RRCE de devoir prendre en charge les frais indiqués ci-dessus, s'agissant pour eux d'une activité communale effectuée dans le cadre du jumelage avec Fontenay-sous-Bois ;

Vu que le dossier complet était inconnu de la part du service des Travaux lors de la rédaction du projet de convention à valider par le Conseil Communal du 6 mai 2019 ;

Vu le courrier du 12 février 2019 de Fontenay-sous-Bois adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins invitant Etterbeek à participer, dans le cadre du jumelage, à un tournoi international de football pour les 12-13 ans ;

Vu la proactivité du service des sports à encourager la participation de la commune à ce tournoi et chargeant le RRCE de l'organisation de l'ensemble de la participation à ce tournoi, en ce compris l'organisation du transport qui a été faite en son nom propre et sans référence à la demande du service des sports ;

Vu que le lien avec le jumelage qu'entretient Etterbeek avec Fontenay-sous-Bois est clair dans le cadre de cette activité, et qu'il ne s'agit donc pas d'une initiative seule du RRCE, mais bien d'une initiative communale ;

DECIDE

1. De retirer la décision quant à la convention approuvée par le Conseil Communal du 6 mai 2019 ;
2. D'accorder le transport à titre gratuit dès le vendredi 21 juin 17h jusqu'au sous réserve de prendre en charge les frais relatifs au logement et aux repas du chauffeur, qu'il soit considéré comme accompagnateur par l'organisation de Fontenay-sous-Bois ou non ;
3. De prendre en charge les frais de carburant et de péage à l'article 763/332-02/ - 02 (Subsides pour les jumelages).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

URGENTIE - Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de vzw “Royal Racing Club d'Etterbeek” om op zaterdag 22 juni 2019 (heenrit) en op zondag 23 juni 2019 (terugrit) naar een internationaal toernooi in Fontenay-sous-Bois (Frankrijk) te gaan – Intrekking – Nieuwe bepalingen

De gemeenteraad,

gelet op de vraag van 7 april 2019 van Royal Racing Club Etterbeek om op 22 en 23 juni naar Fontenay-sous-Bois te gaan en om daarvoor gratis een gemeentebus ter beschikking te krijgen;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 6 mei 2019 om het vervoer toe te kennen op de gevraagde datums op voorwaarde dat er rekening werd gehouden met de volgende elementen:

- De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.
- De kosten voor het verblijf en de maaltijden van de chauffeur zijn ten laste van de vervoerder.
- De tolkosten zijn ten laste van de vervoerder.
- De brandstofkosten zijn ten laste van de vervoerder.
- De kostprijs van de compensatie-uren van de chauffeur zijn ten laste van de vervoerder.

overwegende dat RRCE op maandag 27 mei 2019 gevraagd heeft om over de bus en zijn chauffeur te beschikken vanaf vrijdag 21 juni om 17 uur en niet vanaf zaterdag 22 juni om 5 uur naar aanleiding van een fout die werd vastgesteld in hun aanvraagbrief van 7 april 2019;

gelet op de verontwaardiging van RRCE dat het de bovengenoemde kosten voor zijn rekening moet nemen hoewel het gaat over een gemeentelijke activiteit in het kader van de verzustering met Fontenay-sous-Bois;

overwegende dat de dienst Openbare Werken niet op de hoogte was van het volledige dossier bij het opstellen van de ontwerpovereenkomst die goedgekeurd moest worden door de gemeenteraad van 6 mei 2019;

gelet op de brief van 12 februari 2019 van Fontenay-sous-Bois aan het college van burgemeester en schepenen waarin Etterbeek wordt uitgenodigd om in het kader van de verzustering deel te nemen aan een internationaal voetbaltoernooi voor kinderen van 12-13 jaar;

gelet op de proactiviteit van de dienst Sport om de deelname van de gemeente aan dat toernooi aan te moedigen en RRCE te belasten met de organisatie van de deelname aan dat toernooi, met inbegrip van de organisatie van het transport, dat aangevraagd werd in eigen naam, zonder verwijzing naar de vraag van de dienst Sport;

overwegende dat Etterbeek een duidelijke band heeft met Fontenay-sous-Bois in het kader van deze activiteit en dat het dus niet over een initiatief van RRCE alleen gaat, maar over een gemeentelijk initiatief;

BESLIST

1. om de beslissing betreffende de overeenkomst die de gemeenteraad heeft goedgekeurd op 6 mei 2019 in te trekken;
2. om het vervoer gratis toe te kennen vanaf vrijdag 21 juni om 17 uur onder voorbehoud van betaling van de kosten voor het verblijf en de maaltijden van de chauffeur als die al dan niet beschouwd wordt als begeleider door de organisatie van Fontenay-sous-Bois;
3. om de brandstofkosten en de tolkosten voor zijn rekening te nemen op artikel 763/332-02/-02 (subsidies voor verzusteringen).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Levée de la séance à 21:50
Opheffing van de zitting om 21:50

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf